This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

LELAND STANFORD JUNIOR UNIVERSITY
ORGANIZED 1891

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

LA NAISSANCE

DE LA

RÉPUBLIQUE

En Février 1848

PAR

LUCIEN DE LA HODDE

TROISIÈME ÉDITION.

PARIS
CHEZ L'ÉDITEUR
RUE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE, 20.

1850

GRAPHIE BEAULÉ ET MAIGNAND, 8, RUE JACQUES DE BROSSE.

Je ne fais pas ce livre pour mon plaisir et personne n'a besoin de me rappeler ma position; seulement qu'on me connaisse bien. De dix-huit à vingt-cinq ans, j'ai été ce que l'on nomme patriote, c'est-à-dire disposé à renverser tous les gouvernements; j'ai réfléchi, et j'ai vu que mon patriotisme n'était qu'une affaire de mode, que besoin de bruit. Étant mêlé à des conspirateurs, je voulus connaître ce qu'ils étaient eux-mêmes; j'ai reconnu que ceux de mon âge et de quelque

TYPOGRAPHIE BEAULÉ ET MAIGNAND, 8, RUE JACQUES DE BROSSE.

Je ne fais pas ce livre pour mon plaisir et personne n'a besoin de me rappeler ma position ; seulement qu'on me connaisse bien. De dix-huit à vingt-cinq ans, j'ai été ce que l'on nomme patriote, c'est-à-dire disposé à renverser tous les gouvernements ; j'ai réfléchi, et j'ai vu que mon patriotisme n'était qu'une affaire de mode, que besoin de bruit. Étant mêlé à des conspirateurs, je voulus connaître ce qu'ils étaient eux-mêmes ; j'ai reconnu que ceux de mon âge et de quelque

éducation s'agitaient aussi par simple fougue de jeunesse; les hommes mûrs parce qu'ils n'avaient pas su se faire ou conserver une position.

Ces deux classes formaient pépinière de chefs d'anarchie. Sous leurs ordres était une légion égarée par des sentiments généreux, ou poussée par de viles passions. La plus forte partie de cette troupe était composée d'ouvriers. Beaucoup étaient dignes de pitié. Pauvres gens! On les avait débauchés de leur travail pour en faire des fainéants, des ivrognes et des gibiers de prison; les autres l'étaient devenus naturellement. Ils cherchaient dans une révolution le moyen de satisfaire leurs habitudes de débauche et de paresse, comme leurs chefs y cherchaient des raffinements de luxe et de jouissances. Une contradiction impudente révoltait surtout parmi ces derniers: leur dehors n'était que générosité, franchise et grandeur; leur dedans que personnalité, mauvaise foi et bassesse. Et, parce qu'en révolution, toute règle disparaît et que les vauriens et les roués se font place par l'effronterie, il fallait, pour contenter ces honnêtes

gens, qu'une révolution fût faite, c'est-à-dire que tous les intérêts et toutes les existences fussent troublés! Cela me parut d'une iniquité révoltante. Un autre se serait retiré sans mot dire; moi, je fus saisi d'une idée qui m'obséda et que je finis par mettre à exécution. Je résolus de pénétrer au plus profond des sociétés secrètes, d'en prendre la direction, et puis, par une tactique de temporisation et d'isolement, d'arriver peu à peu à les énerver et à les dissoudre. Pour cela, j'avais besoin de m'entendre avec la police; je l'ai fait Voilà en deux mots le mystère de ma vie. Je ne me glorifie pas de ce rôle, mais il a été utile à la société.

Quant à ce livre, il n'est que l'extrait d'un ouvrage sous presse, où je raconte l'histoire de la faction républicaine pendant le gouvernement de Juillet. Il est écrit sans haine, mais avec la vivacité d'impressions d'un homme ardent et la netteté que demandent les leçons populaires dans une époque incandescente. Pour frapper le pays d'une impression durable, je n'ai pas oublié que mon travail devait être d'une exactitude irréprochable.

Ce que je prétends faire est une chose grave : Le pays ignore la révolution de Février ; il la croit due au grand nombre et au courage des républicains ; je veux montrer que c'est une double erreur vulgarisée par les fables des écrivains démocrates, et grâce aux ténèbres qui ont environné le fait lui-même ; des vérités étranges ont été révélées dernièrement, je veux les compléter pour l'instruction de tous.

N'ayant que ce seul but, je demande aux hommes de paix et de justice d'oublier ma personne, et de ne voir que mes intentions et les faibles services que je mets à leurs ordres.

CHAPITRE I.

Après l'affaire de Mai 1839, où MM. Barbès, Blanqui et Martin Bernard livrèrent bataille au gouvernement, les débris de leur société secrète, appelée *Société des Saisons,* se rejoignirent comme les tronçons d'un serpent, et ne tardèrent pas à se réorganiser. On comptait un millier d'hommes au moment de l'échauffourée; une cinquantaine furent tués, vingt-cinq à trente condamnés; le reste, presque sans exception, rentra dans l'association. L'ancien comité était sous les verroux; on n'en créa pas un nouveau, faute d'hommes qui inspirassent assez de confiance; seulement, trois individus : MM. N. Gallois et Dubosc, rédacteurs du *Journal du Peuple*, et Noyer, un de leurs amis, ressaisirent les fils de la conspiration. Bientôt arriva à Paris un ancien libraire ruiné, M. Dourille, qui prit le commandement des groupes. C'était un beau parleur,

infatué des traditions de 93 et rêvant une dictature populaire. Il avait pour principale qualité une vigueur de locomotion sans pareille et, pour principal défaut, une démangeaison de langue qui faisait de lui un conspirateur assez singulier. Tenant à passer pour artiste dans sa partie il arrêtait les gens pour leur exposer toutes sortes de belles combinaisons révolutionnaires. Grâce à ce travers, la police n'ignorait pas un mot de ses projets, et les sociétaires eux-mêmes finirent par déclarer insolite sa manière de conspirer. M. Dourille, qui battait bravement le pavé depuis deux ans, vivant de raccrocs et laissant mourir de faim sa femme et sa petite fille, comprit un jour que, pour récompense de son grand zèle, on allait se débarrasser de lui ; il prévint le coup et résigna ses fonctions, passablement dégoûté de son rôle de chef qui, outre la misère, lui avait valu de faire connaissance plusieurs fois avec Sainte-Pélagie.

La société n'avait qu'une organisation fort incomplète : un chef suprême, quatre principaux lieutenants, prenant le nom d'agents révolutionnaires ; des chefs de groupes sous les ordres de ces lieutenants et de simples membres. Depuis la *Société des Familles*, l'association se recrutait uniquement dans les bas-fonds de la classe ouvrière. Les conspirateurs bourgeois des *Amis du Peuple* et des *Droits de l'Homme*, dont je ferai bientôt l'histoire tout au long, avaient abandonné la lutte, comprenant, les uns qu'elle était impossible, les autres qu'elle était impie ; les

soutiens de la République se composaient alors de bohêmes, d'ivrognes, de fainéants et de quelques pauvres hères séduits par les hâbleries démocratiques. Ce personnel n'a guère changé depuis.

Les quatre agents révolutionnaires prirent le commandement de cette armée; voici leurs noms : MM. Louis Gueret, Dutertre, Boivin et de la Hodde. De leurs professions ils étaient, M. Gueret, ébéniste; M. Dutertre, doreur; M. Boivin, tourneur sur cuivre; quant à moi, je collaborais au *Charivari*. Par suite d'un compromis passé par M. Dutacq, ce journal évitait toute attaque contre le parti légitimiste qui lui rendait sa galanterie en bons abonnements. M. Félix Pyat, propriétaire d'une part, subissait cet état de choses et avait ainsi la douleur, quand venait le dividende, d'empocher le produit d'un marché suspect; mais l'argent n'a pas d'odeur.

Jusqu'en 1842, la société resta sous notre gouvernement; à cette époque, M. Flocon qui s'ennuyait de trôner obscurément à l'estaminet de Mulhouse, entra en pourparlers avec nous. On décida de l'adjoindre au comité, non sans lui avoir fait prendre des engagements frisant un peu l'insolence, celui entre autres d'agir sur un pied d'égalité avec ses collègues. *La Réforme* se créa sur ces entrefaites, et comme M. Flocon cherchait depuis longtemps un journal qui voulût bien de sa prose, et se dépitait le n'avoir pas l'autorité suprême dans la société secrète, il saisit avec empressement la rédaction de la nouvelle feuille. Il n'avait pas été mêlé aux hom-

mes, n'était connu d'eux que très-imparfaitement, et ne laissa dans la société aucune trace de son passage.

Des changements, causés par différents motifs, eurent lieu dans le comité, j'y conservai mon poste, et vers 1846, je restai investi de la direction avec M. Boivin et M. Albert, l'ex-membre du Gouvernement provisoire. C'est à cette époque que M. Caussidière se présenta et fut admis avec ses deux compagnons, MM. Grandménil et Leoutre, puis un troisième, M. Leroux, paillassonnier de son état et poète par fantaisie.

M. Caussidière n'apportait pas une grande force à l'association; dans la classe où il vivait, c'est-à-dire dans la Bohême démocratique, on ne se souciait guère des sociétés secrètes à cause du danger et aussi par le peu de succès qu'on s'en promettait. Je montrerai effectivement qu'avec les sociétés secrètes on fait des émeutes où les imbéciles se font assommer et jamais des révolutions. Dans le peuple, il n'était connu que par le souvenir vague de son nom. Son entrée ne fut donc rien moins qu'un événement. Je conseillai son admission, parce que j'étais bien aise d'avoir sous la main tout ce qui avait une réputation révolutionnaire. Après tout, M. Caussidière, dans le groupe des patriotes bachiques dont il faisait partie, groupe qui comptait dans Paris une cinquantaine d'individus, jouissait d'une assez belle popularité. Dans de certains moments, et surtout après dîner, il faisait des discours démo-

cratiques émaillés de coqs-à-l'âne qui excitaient l'enthousiasme, grâce surtout aux coups de poing dont il les appuyait. Ses confrères le tenaient pour un *bon* et avaient grand espoir en lui. Il se peut bien que la grande taille et les larges épaules de M. Caussidière contribuassent beaucoup à donner de lui cette bonne opinion.

Ainsi renforcé, le comité se mit à l'ouvrage et parut décidé à y apporter un zèle qui faisait défaut depuis longtemps. Les quatre grands groupes dont j'ai parlé et qui, par leurs subdivisions régulières, formaient un corps compact et discipliné, n'existaient plus. Le faisceau s'était rompu, ne laissant que des débris isolés. Seulement on avait sous la main une trentaine de chefs qui commandaient à des fractions d'un chiffre indéterminé et renfermant à peu près tous les révolutionnaires actifs.

Cette espèce de désorganisation entrait dans les plans du Gouvernement. Tout en rassemblant dans un réseau les éléments d'anarchie de la capitale, il fallait éviter de leur donner trop de force par la cohésion.

Les ordres étaient communiqués par M. Albert qui connaissait personnellement les chefs de groupes; quelquefois par moi. Je frayais de temps en temps avec les sectionnaires et, à l'occasion, je me chargeais de les haranguer. Mes discours ne contenaient pas de fougueuses provocations, comme on se l'imagine; tout en faisant la part aux sentiments de l'auditoire et aux exigences du rôle, je concluais

toujours par d'instantes recommandations à la modération et à la patience. D'accord avec M. Albert, j'avais fait abolir les ordres du jour comme trop compromettants et, par le même motif, prohibé les dépôts d'armes et de munitions.

Ces instructions étant suivies, et elles l'étaient, on devine quel devait être le résultat. Tous ces lions de l'émeute se rognaient eux-mêmes les ongles sans le savoir; leur fougue était contenue par un motif autre que celui qu'ils imaginaient, et leur sécurité assurée au profit d'un intérêt dont ils ne se doutaient pas. Il est certain que, pendant quatre à cinq années, les groupes non-seulement ne jetèrent aucun trouble dans le pays, mais se tinrent dans un tel état de défiance que les arrestations y furent nulles.

Le nouveau comité voulant resserrer l'association, élabora un plan d'organisation qu'on essaya de mettre en pratique; la tentative ne réussit pas. M. Albert, le plus consciencieux de la troupe, y apportait tout son zèle; mais j'avais soin de miner sourdement le travail. Quant à M. Caussidière, son dévouement était généralement entravé par des obstacles que M. Chenu a fait connaître. La conspiration lui souriait, mais un souper lui plaisait mieux, et les séances du congrès révolutionnaire étaient souvent privées de sa présence.

Dans ses mémoires, M. Caussidière déclare qu'à partir de 1846 les associations prirent un grand développement; il fait naturellement concorder cette extension avec son entrée dans le comité. La vérité

est que sa présence ne changea rien aux conditions de la société. Il n'y joua qu'un rôle médiocre, primé par celui de M. Albert et contrebalancé par le mien. Bientôt, au reste, son entrée à *la Réforme*, comme placeur d'actions et chercheur d'abonnés, l'éloigna de Paris et ne lui permit plus de rapports suivis avec l'association.

Quant au chiffre de cette société, la seule un peu sérieuse par le prestige que lui donnait le patronage fictif de *la Réforme*, il pouvait se monter à six cents hommes. Non pas six cents soldats disciplinés comme l'étaient ceux de M. Blanqui; c'étaient des groupes de vieux conspirateurs continuant leur métier par habitude et ne comptant plus que très-médiocrement sur la République. Leurs chefs les réunissaient de temps en temps chez les marchands de vins, un peu pour causer république, beaucoup pour chanter et boire. Quelques-uns de ces chefs étaient de mauvais garnements cherchant des occasions de désordre; d'autres n'attachaient aucune importance à leur rôle; un certain nombre était de la police. Le comité, à son tour, les rassemblait à intervalles indéterminés; leur faisait un discours sur la circonstance, puis les laissait à leur bouteille et à leurs chansons. Les discussions de doctrines étaient interdites, et je n'oubliais pas de rappeler cette recommandation, en la donnant comme garantie d'union et de force. Les espérances de succès étaient alors si efficaces qu'on acceptait sans difficulté cette mesure qui n'était autre chose qu'une interdiction de propagande.

Outre cette association principale, Paris avait vu surgir, vers 1840, deux sociétés fondées sur les principes du communisme. L'une, adoptant à la lettre la formule de M. Cabet, déclarait attendre du progrès seul la réalisation de ses principes ; elle avait pour adhérents un noyau d'estropiés de cervelle, tirés des échoppes, d'illuminés prétentieux, de docteurs niais, dont le maître avait fait des esclaves serviles. Leur métier consistait à répandre l'adoration du cabétisme et à placer les brochures, livres et journaux du pontife ; celui-ci ne plaisantait pas sur ce dernier article : tout disciple convaincu de mollesse dans le placement de la denrée icarienne était rudement gourmandé ; s'il faisait perdre un sou, c'était un homme suspect ; s'il parlait mal de la marchandise, c'était un traître. Quand le chef prenait la plume, c'était toujours pour prêcher l'entière soumission à son culte et un redoublement d'ardeur dans la vente. M. Cabet empochait gravement les bénéfices et donnait sa bénédiction aux courtiers.

On sait comment s'est terminée la misérable comédie de cet homme qui, après avoir berné des imbéciles, a eu l'effronterie de les envoyer mourir au fond de l'Amérique. C'est un digne échantillon de la jonglerie appelée aujourd'hui socialisme et à laquelle il faudrait conserver son titre significatif de communisme. A quoi tendent, en effet, tous les plans de nivellement de conditions et de fortunes, si ce n'est à un état de choses dont la vie commune, l'existence

en caserne, le parquage en grands troupeaux, est la conséquence forcée?

M. Cabet s'était créé quelques centaines de créatures à Paris; avec les sommes qu'il arracha à leur sottise, il expédia des agents et réussit à former des groupes de partisans à Lyon, Marseille, Toulouse, Agen, Saint-Quentin et autres centres de population ouvrière. C'est vers 1842 et 1843 que ses manœuvres eurent le plus de succès; en 1847, beaucoup de ses dupes avaient ouvert les yeux, et sans Février, il ne serait plus question aujourd'hui de cette secte idiote et abominable.

La seconde société de communistes qui se forme en 1840, procède des doctrines de quelques rêvecreux sauvages dont les principaux ont noms : Charassin, J.-J. May, Desamy, etc. Au physique, ce dernier est quelque chose de hideux; dans une figure anguleuse, dénudée et d'un ton cadavéreux, il offre une expression de crétinisme féroce et d'avidité cynique. Au moral, un fait le peindra : un jour, à Sainte-Pélagie, devant l'auteur de ce livre, il se vantait que, la révolution faite, son premier soin serait d'aller à la banque Rotschild et d'y emplir ses poches. J.-J. May est mort; le dieu du communisme garde son ame!

Quant à M. Charassin, il promène depuis deux ans sa candidature égalitaire par toute la France; si la protection de saint Babeuf, son patron, l'amène à la Chambre, il soutiendra sans doute l'exposition de principes suivants, publiée dans son bon

temps et à laquelle il adhérait avec enthousiasme :

« La communauté nationale doit *d'abord* se com-
» poser : 1° des biens déclarés nationaux; 2° des
» biens des ennemis de la révolution; 3° des biens
» communaux; 4° des *biens des hospices;* 5° des loge-
» ments occupés par les citoyens pauvres chez les
» riches; 6° des biens de ceux qui se sont enrichis
» dans les fonctions publiques. Le droit de succession
» *ab intestat* est aboli. Abolition des dettes et des
» monnaies.

» *Rapport des communistes français de Londres* 1840. »

Au reste, cette pièce ne contenait pas le dernier mot de la doctrine. Les amis de M. Charassin, parmi lesquels comptait M. Savary, également candidat perpétuel du communisme, firent bientôt paraître, comme programme du journal *l'Humanitaire*, le bel exposé qu'on va lire :

« 1° Nous devons dire toute la vérité; 2° il a été adopté que le journal serait en principe matérialiste; 3° nous demandons l'abolition de la famille; 4° nous demandons l'abolition du mariage; 5° nous adoptons les arts, non comme délassement, mais comme fonctions; 6° nous proscrivons le luxe; 7° nous voulons l'abolition des capitales ou centres de direction; 8° nous voulons la distribution des corps d'état dans les communautés d'après les localités et les besoins. » Colporté dans le public sans commentaire, cela fit dire à M. de Lamennais que les communistes, en demandant l'abolition de la famille et du mariage, n'étaient pas des hommes mais des

bêtes, n'avaient pas d'enfants mais des *petits*. Pauvre abbé de Lamennais ! depuis il est allé vivre au milieu de ces bêtes et de leurs petits.

La beauté de ces maximes frappa d'admiration quelques énergumènes, qui s'en firent immédiatement les apôtres. M. Lionne, coiffeur ; M. Vellicus, tailleur ; M. Rozier, mécanicien ; M. Vigny, tailleur de pierres, furent les principaux. M. Vellicus avait d'abord été un cabetiste fervent, mais il eut le malheur de ne pas pousser assez chaudement au commerce des petits livres ; M. Cabet, jaloux et colérique comme un dieu, le foudroya : le pauvre M. Vellicus avait eu l'accident pendant son séjour à Londres, d'être condamné pour attentat aux mœurs, le maître placarda le fait tout en grand dans une brochure. Naturellement le disciple devint un fougueux ennemi, et comme l'école humanitaire faisait concurrence à l'icarianisme, il s'y lança à corps perdu.

Ces quatre chefs principaux, que patronaient MM. Charassin, Savary et Desamy, sans compter d'autres humanitaires de nuances différentes, tels que MM. Pillot, Lahautière, etc., formèrent une association secrète pour centraliser leurs efforts et préparer le triomphe de l'*idée* : ils pratiquèrent l'embauchage dans les *nouvelles Saisons*, et y recrutèrent un certain nombre de bavards qu'impatientaient la discipline aveugle et surtout le défaut de discussions. M. Dourille, alors chef de la grande association, eut fort à faire avec eux. Toutefois, leurs ef-

forts n'eurent qu'un maigre résultat. Leur acte le plus grave est la formation de la grève générale de 1840, formidable avalanche qui resta suspendue sur Paris pendant une semaine.

La société Rozier, Vellicus, etc., que l'on appelait la *Société communiste révolutionnaire*, n'eut jamais plus de cent cinquante à deux cents membres. Elle était au convoi de M. Garnier Pagès aîné, avec celle de M. Dourille. M. Rozier, petit homme, cassant et horriblement nerveux, avait déclaré que, si on ne profitait pas de l'occasion pour se battre, il se battrait tout seul. Il tint parole ; ses amis le retenaient, il leur échappa et alla décharger un pistolet dans un groupe de sergents de ville. Il fut pris et jeté en prison. L'escapade de ce furieux tua sa société.

Vers 1846, prit naissance la fameuse société matérialiste, qui poussa à ses plus belles conséquences les principes de communisme. MM. Coffineau, marchand de vins, et Javelot, cordonnier, en étaient les chefs. Ce ne fut qu'une section de quelques douzaines d'individus, mais qui rachetait le nombre par la qualité. Ces honnêtes gens, voyant que le bonheur de l'humanité, contenu dans leurs mains, ne pouvait s'en échapper faute de quelques sacs d'écus, imaginèrent de se faire voleurs pour avoir l'argent qui leur manquait. Malheureusement ils se firent prendre la main dans le sac du premier coup. Il y eut un procès fort édifiant où le communisme brilla de tout son éclat. Malgré la défense humani-

taire des prévenus, le Tribunal les envoya rejoindre leurs confrères de la *tire*, de l'*américaine*, etc.

A la même époque, un démembrement avait lieu dans *les Saisons*. Des apôtres incompris, des chefs sans troupes, des orateurs de cabaret, avaient mis le désordre dans la vieille association qu'ils tentèrent de dissoudre pour accaparer ses débris. Une douzaine d'individus avaient ourdi cette trame : MM. Lacambre, médecin sans clientèle ; M. Turmel, marchand de vins ; Culot, paillassonnier ; Barbast, tailleur ; Vitou père et Vitou fils ; Ferey *dit* Moustache ; Champagne ; Potier ; Vellicus ; Chenu, etc., etc., tous communistes enragés. Ils reprochaient au comité la tiédeur de ses principes, et lui appliquaient la fameuse épithète d'endormeur qui se rapprochait fort de celle de traître. Ces menées eurent leur effet ; une partie des groupes, voyant des braves à trois poils qui s'engageaient à manger le Gouvernement d'une bouchée, désertèrent et se joignirent aux dissidents. Il se forma ainsi, en dehors du vieux noyau, un corps de routiers, sans cohésion, sans discipline, sans moyen d'exécution ; mais qui s'apprêtèrent résolument à dévorer la monarchie. Il est bon de savoir que, parmi les chefs de cette fière armée, il y avait la moitié d'hommes de police. M. Albert, communiste lui-même, et qui s'impatientait souvent du frein que je lui imposais, avait bonne envie de s'entendre avec eux et de donner le signal de l'insurrection, cependant il céda aux raisons de bon sens que je fis valoir ; je

finis même par le déterminer à joindre ses efforts aux miens pour faire avorter le mouvement. J'écrivis un ordre du jour, où la sotte entreprise était traitée comme elle le méritait, et nous le fimes répandre parmi les dissidents. M. Chenu, un des lieutenants de M. Albert, était revenu au bercail ; il fut chargé, avec d'autres, de faire entendre raison à ses camarades. Grâce à ces mesures, l'armée insurrectionnelle se trouva frappée d'impuissance, et le projet fut abandonné.

Cela se passait au milieu de 1847. Cette belle équipée, favorisée par la police, eut certainement empêché la révolution de 1848. L'ancien Gouvernement, comme celui-ci, était cependant chaque jour accusé de provocation.

Peu de temps après, l'affaire des bombes mit la dissolution dans la nouvelle société. En 1848, ses débris existaient encore, mais disséminés, perdus dans les bouges les plus infects des barrières.

Voilà le dénombrement de ces fameuses armées secrètes dont chaque imagination est frappée et que les républicains, par ignorance ou fanfaronnade, transforment en légions immenses et toutes puissantes. M. Proudhon, au moment de la loi sur les associations, s'écriait : C'est bien, vous empêchez nos réunions publiques, nous conspirerons ! Je me permets d'apprendre à cet homme illustre, qui l'ignore, que d'un club transformé en société secrète, il ne restera pas le quart au bout de six mois ; et que dans ce quart il y aura un tiers d'agents de police.

Récapitulons. La société des *Nouvelles Saisons* comptait environ 600 membres, mal disciplinés; les *Communistes d'action* et la *Société dissidente* 500, tout-à-fait désorganisés, ce qui fait 1,100 conspirateurs actifs. Il y avait ensuite les Icariens, se montant à 400 environ ; en les comptant dans ce calcul, malgré leurs protestations pacifiques, on trouve un total de 1,500 hommes dans les sociétés secrètes.

Une monarchie séculaire, redoutable, qu'une troupe de ce nombre et de cette espèce aurait abattue, serait digne d'un profond mépris, d'un oubli éternel; mais un pareil déshonneur n'existe pas. La monarchie n'a pas été vaincue, elle s'est vaincue elle-même. On dit généralement : La révolution est une surprise ; c'est mieux que cela, c'est une escroquerie.

CHAPITRE II.

Une autre croyance de la foule, c'est que la révolution provient conjointement des sociétés secrètes et de *la Réforme*. L'historique de ce journal va montrer sa position au moment de Février; on jugera s'il était en état de faire des révolutions.

Un bon homme, M. Grandménil, s'occupait, depuis plusieurs années, de la création d'un organe des véritables intérêts du pays. D'abord ces intérêts lui avaient paru se résumer très-bien dans l'opinion de MM. de Malleville, Courtais, Thiard, etc. ; mais ces messieurs, à la suite de réflexions, ayant retiré leurs promesses d'argent, M. Grandménil reconnut que le bonheur du peuple n'était pas là, et attendit que des hommes plus providentiels se présentassent. Il jugea qu'un excellent moyen pour les reconnaître, serait de voir leur mise de fonds. Celui qui apporterait le plus serait sans contredit le meil-

leur patriote. Il se trouva qu'on n'apporta rien d'aucun côté, ce qui fit croire qu'à ce moment personne ne comprenait le bien du pays.

Le journal se trouvant à ce point, c'est-à-dire très-exposé à ne jamais donner signe de vie, M. Flocon, accompagné de M. Baune, vieille célébrité qui cherchait aussi à se rajeunir, le rencontrèrent un jour sur leur chemin ; ils l'examinèrent, le palpèrent comme des chirurgiens experts et jugèrent que l'accouchement était possible. Appliquant aussitôt le forceps au parti démocratique, ils réussirent, après de grands efforts, à amener les choses à bien, c'est-à-dire à trouver quelques patriotes qui avaient de l'argent à perdre. Le cautionnement fait, et tous les aménagements achevés, *le Parlement*, rebaptisé sous le nom de *la Réforme*, se lança dans la publicité avec environ dix mille francs en poche ; c'était de quoi aller six semaines; mais il y a un dieu pour les journalistes patriotes, comme pour les ivrognes; des médisants disent que c'est le même.

M. Flocon était donc parvenu à mettre la main sur la rédaction d'un journal, cette rareté qui va de pair avec le merle blanc. Il est vrai que la direction fut répartie sur trois têtes, et qu'en droit M. Baune et M. Grandménil furent investis d'une autorité égale à la sienne, mais le fait détruisit promptement cet équilibre des pouvoirs. M. Baune est une figure cramoisie et vineuse, M. Grandménil une face flasque avec des lèvres gloutonnes ; ces deux organisations ne pouvaient lutter avec celle de M. Flocon,

qui a la peau décharnée et jaune. Mettez ensemble du vin, des truffes et du fiel, ce dernier aura bientôt fait tourner les deux autres.

Quelques mois ne s'étaient pas écoulés que M. Baune, relégué au second plan, avait toutes les peines à faire admettre sa prose ; on le trouvait déplorablement lourd et boursoufflé ; ce qui était juste. Il est bien vrai qu'en arrière, M. Baune avait aussi son mot sur le talent de M. Flocon, mais en face il n'osait résister à son confrère ; bientôt il subit complétement sa domination. Ayant reçu l'offre de voyager pour les affaires du journal, il partit très-volontiers, ne demandant pas mieux que de perdre de vue son fantôme. Quant au pauvre M. Grandménil, qui est bien tout l'opposé d'un méchant homme et d'un caractère altier, il fut écrasé net sous le regard citron de son co-directeur.

M. Flocon se trouva donc investi de la dictature. Demander s'il l'exerça superbement n'est pas utile ; l'empereur Napoléon, après Austerlitz, ne gouverna pas d'un air plus dégagé. M. Louis Blanc, qui passe pour savoir écrire et qui, à tout prendre, s'entend en politique aussi bien que beaucoup de sténographes, ayant été invité à donner sa collaboration au journal, fut soumis comme les autres à la férule du dictateur. Un jour, on crut devoir lui faire de savantes observations sur un de ses articles ; il trouva la critique fort juste ; mais comme il se jugea incapable de collaborer avec un homme aussi fort, il se priva dorénavant de toute participation à *la Réforme*.

Rien ne prouve que M. Flocon eut un grand regret de cette retraite. M. Louis Blanc avait une certaine notoriété de talent qui ne laissait pas que d'avoir des côtés désagréables. Des gens mal élevés s'en venaient dire tout crûment que certains articles du socialiste avaient produit grande impression, tandis qu'on se taisait unanimement sur ceux du rédacteur en chef; c'était fort inconvenant. Il fallait éviter de donner aux sots l'occasion de pareilles impertinences.

Dans ce but, M. Flocon avisa à se créer une rédaction selon son cœur. Il la composa de la manière la plus simple : un excellent homme, M. Desloges, sourd comme une cruche, vieux paperassier fourbu, inoffensif comme un clerc d'huissier, ponctuel comme un caporal, tel fut le personnel dont il s'environna; *la Réforme*, traînée par ce brave homme et son rédacteur en chef, ne faisait pas un brillant chemin. Le journal avait commencé avec deux mille souscripteurs; au bout de six mois, il en avait bien conservé six cents. Ce résultat froissait vivement le publiciste; mais il trouvait de nombreuses raisons pour se consoler : on le craignait et on l'empêchait de percer ! à défaut d'abonnés il avait la France pour lui ! le présent lui faisait défaut mais l'avenir se leverait! etc.

Cependant la rédaction jaune de l'ancien sténographe, et la collaboration sourde du père Desloges ayant mis le journal au plus bas, il y eut dislocation dans l'entreprise. M. Grandménil qui avait eu la bonne foi d'y manger le reste de sa fortune, à ce qu'il dit, fut

congédié comme incapable, et remplacé par un pâtissier du nom de Chanousse, lequel espérait faire prospérer ses bonbons au moyen de la quatrième page. M. Flocon crut bien deviner ce calcul d'un patriotisme un peu suspect ; mais le pâtissier s'engageait à nourrir le journal pendant quelque temps, et cette considération parut capitale.

Malheureusement, avec le pâtissier, étaient arrivés d'autres bâilleurs de fonds, et dans le nombre M. Ledru-Rollin qui, ne trouvant pas leur argent suffisamment garanti par le mérite de M. Flocon, résolurent de lui donner un aide, ou pour mieux dire, un successeur. L'homme qui fut désigné pour ce rôle était M. Godefroy Cavaignac. M. Flocon, dont la très-grande fierté sait pourtant se plier aux circonstances, se rangea sous les ordres de son nouveau chef avec une indignation des plus vives, mais des mieux contenues. Sa décadence entraînait tout naturellement celle du père Desloges qui, de rédacteur politique en second, dut battre en retraite dans les faits divers.

M. Godefroy Cavaignac, déjà atteint d'un mal incurable, mourut peu de temps après. Sans doute, M. Flocon regretta l'homme, mais il est permis de douter qu'il pleura bien sincèrement le rédacteur en chef. Quant aux actionnaires, forcés d'en revenir à M. Flocon, ils sentirent très-vivement la perte de l'écrivain démocrate.

Réinstallé dans ses fonctions premières, le sténographe prit pour second, cette fois, un professeur de

rhétorique, gasconnant effroyablement, et répondant au nom de Pascal Duprat. Tout le monde connaît le personnage ; c'est maintenant une des mouches du coche de la République.

Il ne résulta pas un effet bien satisfaisant de cette nouvelle union. Le journal, après trois ans d'existence, roulait dans un cercle de mille à douze cents souscripteurs, qui menaçait beaucoup plus de diminuer que de s'accroître. Dans cet état de choses une nouvelle crise administrative se déclara : le pâtissier qui avait mangé son argent, et voyait le journal en appétit de lui croquer son fonds de commerce, se retira du patriotisme, fort satisfait de laisser la place à d'autres.

On lui donna pour successeur, M. Léoutre, ancien maréchal-des-logis de cuirassiers, lequel ne sachant que devenir, se laissa faire directeur du malheureux journal.

Se piquant de zèle au début, il réussit à faire arriver quelques sacs d'écus à la caisse. C'était un trou de bouché ; mais *la Réforme* ressemblait à ces vieux fonds de culottes qui ne sont pas plutôt raccommodés d'un côté qu'ils craquent de l'autre. La misère peu à peu y devint effroyable ; c'est au point que les employés regardaient les pains à cacheter d'un œil de convoitise, et que la caisse ne pouvait plus subvenir au tabac à fumer de M. Flocon.

Quelques ressources inattendues se présentèrent bien : ainsi les souscriptions dont on rendait le journal dépositaire ; mais toucher à l'argent des autres,

le pouvait-on? A vrai dire, la destination des fonds étant toute patriotique, *la Réforme* pouvait penser qu'elle les emploierait plus patriotiquement que d'autres; d'ailleurs, il était bien entendu qu'il ne s'agissait que d'une avance, prise forcément, mais qu'on ne manquerait pas de rembourser. En morale ordinaire, ce procédé est peu correct; mais, en probité patriotique, on n'y regarde pas de si près. Donc, de l'avis du comité de rédaction, composé de citoyens fort vertueux, on mit la main sur la souscription polonaise, qui se montait à 15,000 francs; on l'écorna bravement des deux tiers. Généralement, quand les démocrates tiennent l'argent du peuple, ils n'y mettent pas plus de façons; à preuve les fonds de l'Etat si lestement éparpillés après la Révolution, et dont, après deux ans, on ne peut avoir le détail. Ces messieurs, comme raison dernière, alléguent qu'après tout le peuple est de leurs amis, et qu'entre amis on ne se gêne pas.

Par malheur, l'emploi de la souscription polonaise avait été confié à une commission qui, un beau jour, s'avisa de mettre ses opérations en ordre et demanda des comptes aux dépositaires. Voilà *la Réforme* en bel embarras! Il ne s'agissait pas de dire, comme le marchand de la fable, qu'un rat avait mangé le dépôt; la commission avait pour membres des hommes du *National* qui n'eussent pas manqué de répondre qu'ils connaissaient fort bien l'animal. Le seul parti à prendre était de retrouver l'argent, et cela sans retard, car le secret était très mal placé

entre les mains du journal rival. M. Ledru-Rollin, M. Schœlcher et certain banquier de Rouen, nommé Lemasson, comme patrons directs du journal, se virent forcés de le tirer de peine, en réintégrant la somme. De ce coup, deux membres du cénacle démocratique, MM. François Arago et Recurt, jugèrent à propos de se retirer, ne se sentant pas tout à fait à l'aise dans un endroit où on pratiquait ainsi l'emprunt forcé.

Quand l'essieu n'est pas graissé, les roues vont mal et rendent un vilain bruit; on était donc généralement de fort mauvaise humeur à *la Réforme;* et comme les démocrates naïfs, dont le journal mangeait l'argent, s'étaient, à différentes reprises, permis des observations qui ne roulaient pas précisément sur le talent de la rédaction, on les trouva fort ridicules et on le leur fit sentir, ce qui ne les accommoda nullement. Donner du papier à noircir à M. Flocon, passe! mais recevoir des affronts de cet homme à qui on faisait une position si coûteuse, ce n'était pas la peine. Il en résulta que les patriotes, à peu d'exceptions, désertèrent *la Réforme,* laissant le rédacteur à la haute contemplation de sa personne.

Fort heureusement, vers cette époque, l'idée de lâcher M. Caussidière à la recherche des écus, fut arrêtée, non toutefois sans de grands scrupules, attendu qu'il passait pour fort sujet à caution. M. Baune était complétement usé; il ne faisait plus ses frais. M. Caussidière, à l'aide de cette éloquence

dont l'Assemblée nationale a vu des échantillons, parvint à faire rentrer sous le charme un certain nombre de démocrates primitifs. Ainsi, quelques jours de plus furent assurés au journal et à la grandeur solitaire de M. Flocon.

Mais, comme on peut le penser, de ces rapports entre gens toujours occupés à tendre la main d'une part, à délier la bourse de l'autre, ne résultaient ni un grand enthousiasme pour le présent, ni une grande confiance pour l'avenir. Un fait fort triste se détachait du fond de ces misères : *la Réforme*, depuis sa naissance, n'avait pas dépassé le chiffre de quinze cents souscripteurs; dans ce nombre, les cafés et établissements publics comptant pour un tiers, il restait pour total du parti patriote, couleur rouge, juste un millier d'individus! C'était de quoi donner lieu à des réflexions grises.

Les bonnes gens diront que *la Réforme*, ayant le peuple derrière elle et pouvant le soulever à volonté, tant par sa propre influence que par celle des sociétés secrètes, était, après tout, en fort bonne mesure pour dominer les événements. A cela il y a à répondre que la prétendue armée populaire dont *la Réforme* disposait, n'a jamais existé que dans l'imagination des badauds ou dans les gasconnades des compères. *La Réforme* n'avait pas d'autorité sur le peuple, par cette très-concluante raison qu'un journal tiré à quinze cents exemplaires, et d'un prix élevé, n'est pas lu par le peuple, et ne peut matériellement pas le tenir sous une influence sérieuse. Quant aux su-

ciétés secrètes, M. Flocon les avait abandonnées, à son entrée à *la Réforme*. Quatre autres membres du journal faisaient bien partie du comité, mais M. Léoutre avait reçu ordre de ne pas s'occuper de conspirations, attendu qu'il ne fallait pas créer à l'entreprise plus d'embarras qu'elle n'en avait; M. Grandménil ne venait plus au bureau, où il était vu de mauvais œil, à cause de certaines réclamations qu'il élevait, et M. Caussidière était constamment retenu en province pour son courtage d'actions et d'abonnements. D'ailleurs, entre M. Caussidière et M. Flocon il n'y avait aucune sympathie; ce dernier l'entretenait d'affaires et c'était tout. Il avait beaucoup plus de confiance dans les deux autres membres du comité, M. Albert et moi; mais j'avais fait comprendre à mon collègue que toute dépendance de *la Réforme* nous serait nuisible. Et comme le superbe rédacteur en chef ne se dérangeait pas, et attendait qu'on vînt lui donner des renseignements et prendre ses ordres, il finissait par ignorer tout ce qui se faisait dans l'association.

Voilà la position de *la Réforme* en 1847; grâce au charmant caractère de son rédacteur en chef, on fuyait le journal comme un champ de chardons; loin de conspirer, les chefs défendaient la conspiration dans leur entourage, pour ne pas porter le dernier coup à une entreprise délabrée. On n'avait pas d'influence directe sur les hommes d'action puisqu'on ne connaissait même pas leurs actes; on n'avait pas davantage d'influence morale, attendu

que le journal n'avait pas trois cents abonnés dans le peuple.

Quand vinrent les banquets, *la Réforme* les traita d'abord avec un grand dédain : c'était mièvrerie de bourgeois, simple boutade d'opposition ; les vrais démocrates n'avaient rien à voir dans cet enfantillage. Il n'y avait pas de comédie dans ces paroles. Comme on le verra plus loin, nulle part moins que chez les prétendus chefs, on ne se doutait du prodigieux coup de tonnerre qui finirait ce jeu. Cependant, on ne tarda pas à se raviser ; pourquoi? Parce qu'on avait entrevu dans ces manifestations un nouveau moyen de battre monnaie. Cette fois on se décidait à faire servir à la perception patriotique un personnage de premier ordre, un chef d'emploi. C'est M. Ledru-Rollin lui-même qui allait tendre la sébille.

L'odyssée de ce grand homme, à travers l'ancien gouvernement et les misères de *la Réforme*, est des plus lamentables. C'est une comédie mélancolique, dont il faisait tous les frais. A la Chambre, où ses collègues le regardaient comme une sorte de bête curieuse, il se battait les flancs pour paraître terrible, et ne pouvait y réussir. On ne lui répondait pas, ou bien on semblait lui dire : C'est assez, vous avez la fièvre chaude. *La Réforme*, il est vrai, accourait au secours de l'orateur blessé ; elle lui appliquait le cataplasme d'un premier-Paris flatteur, et ramassant le discours tombé dans le panier du *Moniteur*, lui faisait les honneurs de la publicité, et le

répandait à profusion sous forme de brochures. Mais ce n'était qu'une demi-consolation ; l'amour-propre du tribun faisant maigre cas de la clientèle un peu suspecte du journal, et la susceptibilité de l'homme s'accommodant assez peu des suites de cette glorification. En effet, *la Réforme*, attendant chaque jour son pain de la générosité de ses patrons, ne manquait pas de faire suivre l'apothéose de son demi-dieu, d'une demande de fonds. M. Ledru-Rollin, qui est une nature fort indolente, malgré son ardeur fébrile, gardait le silence, tantôt par paresse, tantôt à cause du maigre succès de ses oraisons, tantôt aussi pour ne pas donner prétexte aux visites du caissier du journal

Mortifié d'un côté, empêtré de l'autre, le chef du parti rouge jouait un rôle fort piteux. Outre *la Réforme*, il avait sur les bras la plupart des tripoteurs de révolutions, héros sans le sou, ayant toujours le gosier sec et faisant contribuer hardiment les démocrates dans l'aisance.

Encore si M. Ledru-Rollin eut possédé, sans conteste, son titre de patriote en chef, mais son autorité n'était rien moins que reconnue. Les députés républicains Garnier Pagès, Marie, etc., lui tournaient le dos; au *National* on haussait les épaules à sa prétention et aux efforts de *la Réforme* pour prendre le haut bout du tréteau démocratique. Les gens de ce dernier journal étaient considérés comme des va nu-pieds, et leur patron comme un intrigant qui voulait usurper l'influence de M. Marrast et Cie. Il y

eut entre les deux boutiques des prises de bec fort vives : *Le National* reprochait à M. Ledru-Rollin de laisser protester ses billets, *la Réforme* traitait M. Marrast de lion édenté. C'était réjouissant.

Et voilà qu'au milieu de ces misérables chicanes, *la Réforme* se met à considérer le tribun, non seulement comme un bailleur de fonds obligé, mais encore comme une espèce de réclame portative qui devait circuler à volonté. On venait de découvrir que ces banquets, d'abord dédaignés si hautainement, offraient une excellente occasion pour renflouer le journal. Entre la poire et le fromage, quand la faconde de l'orateur aurait soulevé l'auditoire, il tirerait tout doucement la sébille, en guise de péroraison, et enlèverait inévitablement la recette. C'était une idée de salut qu'il fallait bien se garder de laisser perdre.

M. Ledru-Rollin dut s'exécuter; il partit pour la conquête de la contribution provinciale. Le travail rapporta, mais il était rude. Pour s'en affranchir, l'acteur à recettes était forcé, comme ses confrères des grands théâtres, de recourir aux indispositions. Peine perdue : journal affamé n'a pas d'oreilles. Les gens de *la Réforme* l'allaient prendre au saut du lit, et n'avaient de repos que lorsqu'ils le tenaient solidement emballé dans la voiture, entre MM. Baune, Caussidière et Grandménil, lesquels sortaient de quelque caravansérail nocturne et le régalaient d'un doux parfum de spiritueux. Le jour du départ pour Dijon, en montant en voiture à côté

de lui, le bon M. Grandménil, pris par le frais du matin, eut un haut le cœur si violent, si soudain, qu'il n'eût que le temps de se détourner pour ne pas inonder l'orateur.

On jugera si cette vie devait plaire à un homme bien élevé, après tout; une chose certaine, c'est que les rêves du chef du parti diminuaient à vue d'œil, ainsi que sa bourse, et qu'il avait fini par voir d'un regard peu flatteur ses illustres compagnons et son avenir républicain. Tout le monde à *la Réforme*, au moment de Février, branlait la tête en signe de détresse, et loin de songer au triomphe, même dans un avenir lointain, laissait lire dans ses regards cette sentence du trappiste : Frère, il faut mourir !

CHAPITRE III.

La Réforme n'était sortie de son dédain, au sujet des banquets, que par une inspiration industrielle, les faits qui suivirent : le blâme de la couronne, la discussion de l'adresse où ce blâme fut consacré, la fureur de la gauche, et même la résolution de braver la volonté législative, en patronant un nouveau banquet, tout cela parut moins que rien à *la Réforme ;* M. Flocon, dans des articles d'une fatuité hautaine, déclara qu'on n'avait pas à s'occuper de ces choses à la rue Jean-Jacques Rousseau ; il fallait laisser les bourgeois à leur passe-temps.

Ce n'est que le 20, avant-veille du fameux banquet dont les députés avaient pris la direction, que *la Réforme* se ravisa. On avait appris la part que *le National* prenait à l'affaire ; par l'entremise de quelques-uns de ses courtiers, MM. Pagnerre, Recurt, Delestre, entre autres, il s'était emparé de la direc-

tion de l'entreprise et commençait, aux dépens de la bourgeoisie, le tour d'escamotage dont nous verrons l'effet plus loin. Cela mit les montagnards en alarmes; on essayait de leur couper l'herbe sous le pied ; ils prirent leurs mesures. Un article de M. Flocon fit savoir que *la Réforme* s'humanisait et daignait se mêler aux bourgeois. Outre le sentiment de jalousie contre la feuille rivale, il y avait à ce revirement une autre cause : l'opinion publique commençait à s'émouvoir ; la révolte des députés contre la censure du gouvernement et les clabauderies assourdissantes de la presse, échauffaient peu à peu les cerveaux ; les amateurs de désordre entraient en fièvre, les conspirateurs en ébullition; il fallait prendre garde d'être en retard de ce mouvement et de manquer quelque belle occasion. Le 20, au soir, en même temps qu'on envoyait à l'imprimerie l'acte d'adhésion au banquet, une lettre-circulaire était donc expédiée à tous les intimes, avec invitation d'être le lendemain soir au bureau pour tenir conseil. La teneur de cette lettre où la diplomatie de M. Flocon se révèle, est digne de passer sous l'œil du public ; la voici : « En présence de la condamnation du rédacteur en chef et du gérant de *la Réforme*, nous faisons appel à votre patriotisme ; une réunion aura lieu demain lundi, à sept heures précises du soir, au bureau du journal, pour s'entendre *dans les circonstances graves, où nous nous trouvons.* »

Le journal venait effectivement de subir une condamnation, et ce prétexte, ainsi que le parti qu'on

en tirait, parut ravissant aux flatteurs du rédacteur en chef.

La journée du 21 s'était passée sans rien faire prévoir de grave ; on s'attendait, pour le lendemain, à une manifestation un peu bruyante où les sergents de ville auraient à bousculer quelques patriotes, mais c'était tout. Une pièce fort importante cependant avait paru dans les journaux ; elle réglementait officiellement la cérémonie, et entre autres dispositions exorbitantes, assignait aux gardes nationaux un rang de bataille, ni plus ni moins que l'aurait fait un général en chef. Le gouvernement, qui s'était engagé à tolérer le banquet pour avoir occasion de saisir la justice et de faire décider une question de légalité, vit qu'on le prenait pour dupe et apposa son veto. Trois proclamations furent affichées pour défendre les rassemblements, la réunion des gardes nationaux et la marche en corps des députés vers le banquet. Grand étonnement, cris et colère de la part de l'opposition : on tyrannisait les citoyens, on faisait une insigne provocation. Chaque fois que l'autorité est réduite à un acte de vigueur par les hommes de désordre, elle provoque.

C'est sous le coup des trois proclamations que les coryphées de *la Réforme* arrivèrent au conseil de guerre convoqué par M. Flocon. Cette séance n'a été rapportée jusqu'ici par aucun patriote ; elle est cependant assez connue dans le parti, puisqu'elle compta une soixantaine d'assistants ; mais on va voir qu'il y a de bonnes raisons pour que les prétendus

organisateurs de Février ne s'en vantent pas. A huit heures du soir, les bureaux étaient pleins, les mesure énergiques de l'autorité mettaient la République en rumeur, on voulait savoir ce que les chefs allaient décider. Donnons avant tout les noms de l'aréopage démocratique :

MM. FLOCON.
RIBEYROLLES.
BAUNE.
CAUSSIDIÈRE.
GRANDMÉNIL.
ÉTIENNE ARAGO.
LOUIS BLANC.
DE LA HODDE.
LAGRANGE.
PILHES.
FARGIN-FAYOLLE.
LESSERÉ, officier de la garde nationale.
DETOURBET, id.
YVON VILLARCEAUX, id.
JOUANNE, id.
MONGINOT, id.
DAUPHIN, id.
HIBBACK, traiteur.
E. GUILLEMOT, ex-ministre au Brésil.
FRANÇOIS ADAM.
GOUACHE, gérant du journal.
FOURNIER, lithographe.
PELVILLAIN, épicier.
DESGRANGES, marchand de vins.
BRUET, propriétaire d'un établissement de bains.
CORÉ, mécanicien.
AUGIER, rédacteur du journal.
CHESNEAU, marchand de corderie.
GAILLARD, inspecteur de marché.

DUPUIS, corroyeur.
LOUCHET, marchand de grains.
TIPHAINE, agent d'affaires.
GARNAUX, caissier du journal.
SEDAIL, rédacteur du journal.
TISSERANDOT, employé de messageries.
DÉSIRABODE, dentiste.
AUBERT-ROCHE, médecin.
CHANCEL, condamné de Bourges.
FAVREAU, employé au ministère de la guerre.
CHAMBELLANT, négociant.
REY, ex-commandant de l'Hôtel de Ville.
BOCQUET, ex-adjoint à la mairie du XIIe.
LECHALIER, courtier d'assurances.
MANGIN, étudiant.
DUSEIGNEUR.

MM. Ledru-Rollin et Edgar Quinet arrivèrent au milieu de la séance. S'ils se dérangeaient, c'était par pur acquit de conscience ; car, en vérité, les circonstances, à leur avis, ne méritaient pas une sérieuse attention.

M. Flocon s'était attribué la présidence pour ne pas perdre de temps en formalités. Dans un petit discours d'une finesse un peu douteuse, quoique très-recherchée, il rappela le prétexte de la réunion, puis il donna la parole au premier qui l'avait demandée : c'était M. E. Baune. On connaît le genre d'éloquence de ce représentant ; cela se résume en un grand geste, une solennité magistrale, une parole ronflante et comme produit celui de l'accouchement de la fable : du vent. Ce montagnard descend en ligne directe de la montagne du Bonhomme,

Il fit donc une harangue en trois points pour dire qu'il faudrait peut-être bien se montrer le lendemain ; mais qu'il serait peut-être tout aussi bon de ne pas paraître. Son *speech*, traduit en langue vulgaire, signifiait : Je n'ai pas d'opinion ; seulement, je me mets en mesure d'être de l'avis qui prévaudra. M. Grandménil vint ensuite ; il croyait de son devoir d'apporter ses lumières dans une circonstance aussi grave. En général, son talent de parole n'est pas très brillant, ni le fond de ses idées bien clair. Comme il allait se lancer dans un bredouillage ténébreux, M. Flocon lui lança un regard acide dont l'effet fut terrible. Le pauvre orateur s'empêtra dans le plus déplorable radotage. Si le président ne lui eût pas rendu le service de l'arrêter court, il s'embarquait dans une phrase dont il ne serait pas encore sorti à l'heure qu'il est.

La discussion prenait donc une tournure plutôt rabelaisienne qu'héroïque; heureusement l'arrivée d'un nouveau personnage vint échauffer l'intérêt. Le survenant n'était ni plus ni moins qu'un pair de France, devenu depuis un demi-dieu démocratique et social, M. d'Althon-Shée. Il accourait tout échauffé d'une réunion de députés de la gauche; hélas! qu'avait-il vu? Ces intrépides paladins avaient été pris de jaunisse à la lecture des proclamations ; tout le monde avait battu en retraite; le veau réformiste ne serait pas mangé. Quoi! la reculade était générale? Non, sept à huit citoyens déterminés avaient tenu bon; M. d'Althon-Shée était du nom-

bre. Il s'était engagé à aller jusqu'au bout et il était prêt à tenir parole, mais il avait besoin de savoir sur quel appui il devait compter.

L'animation gagna l'assemblée : le jeune pair était un brave, il fallait le soutenir et faire rougir le lendemain les députés défectionnaires. Exprimée avec vaillance, cette motion eut un plein succès. M. Lagrange l'appuya d'une grande harangue acrobatique : « Oui, oui! s'écria-t-il, à défaut des élus du monopole, que la démocratie arbore sa bannière et s'élance patriotiquement dans le champ du progrès; l'humanité a les yeux sur nous; notre panache rallie des cohortes fraternelles et belliqueuses; qu'attendons-nous? etc. » Il y eut des applaudissements et une rumeur guerrière; le lion révolutionnaire secouait ses crins. C'est alors que M. Louis Blanc prit la parole et prononça le discours suivant :

« Après que les députés ont agité le pays jusque » dans ses entrailles, ils reculent!... Je sens le sang » me gonfler le cœur, et si je n'écoutais que mon » indignation, je vous dirais en présence d'une pa- » reille félonie : Poussons le cri de guerre et mar- » chons! mais l'humanité me retient. Je me demande » si nous avons le droit de disposer du sang géné- » reux du peuple, sans profit pour la démocratie. Si » le peuple descend demain, abandonné des hommes » qui l'ont mis en avant, il sera infailliblement écrasé » et la démocratie noyée dans le sang; voilà quelle » sera la journée de demain. Et ne vous abusez pas, » la garde nationale qui a traîné son uniforme de

» banquet en banquet, vous mitraillera avec l'armée.
» Vous déciderez l'insurrection si vous voulez. mais
» si vous prenez cette décision, je rentrerai chez moi
» pour me couvrir d'un crêpe de deuil et pleurer sur
» la ruine de la démocratie. »

Voilà qui est clair et passablement étrange, si je ne me trompe. L'un de ces hommes qui revendiquent si hautement aujourd'hui l'initiative et la gloire de Février, a-t-il tenu ce langage et fait si bon marché du parti républicain, la veille même des événements? On ne le croirait pas, si j'avais été seul à l'entendre, mais qu'on interroge les cinquante témoins dont j'ai rapporté les noms; dans le nombre, il s'en trouvera bien quelques-uns qui mettront la vérité au-dessus de l'esprit de parti. Ce que je puis affirmer, c'est que ce discours est exact, non-seulement dans sa signification, mais dans son texte; il a été sténographié sur place.

On devine l'effet d'une déclaration aussi surprenante; l'assemblée, pleine d'ardeur un instant auparavant, retomba dans l'indécision et la mollesse de son début. Des orateurs bouche-trous en profitèrent pour faire de l'éloquence amphibie, à la façon de M. Baune.

Voulant savoir au juste ce que les autres chefs pensaient, je me mêlai au débat et ramenai la question de la prise d'armes sur le tapis. On avait parlé d'avertir le peuple de s'abstenir; je fis observer que les faubourgs comptaient depuis longtemps sur la manifestation et ne voudraient pas la manquer.

D'ailleurs, à supposer que la recommandation dût trouver bon accueil, pourrait-elle être faite à temps? Il fallait donc prévoir le cas d'un débordement populaire et par suite d'une bataille. Cette manière d'envisager les choses ne fut pas du goût des gros bonnets; aucun ne me suivit sur ce terrain, si ce n'est M. Caussidière, qui abonda complétement dans mon sens. Il assura qu'il s'était promené toute la soirée dans les quartiers populaires, — ce qui était faux, car il n'avait pas quitté le café Sainte-Agnès, — et que la population s'apprêtait à descendre. Il fallait donc se concerter pour ne pas être surpris par les événements. Ces paroles mirent un peu de baume au cœur des patriotes encore navrés du discours de M. Louis Blanc; les idées de guerre reprirent le dessus; bientôt même un membre osa opiner résolument pour l'action; c'était M. Rey. Petit, mince, ardent et d'une véritable bravoure, il déclara que les occasions d'avoir le peuple dans la rue étaient trop rares pour être négligées; son avis étaient donc de mettre le feu aux poudres le lendemain. La plupart des assistants, bien convaincus que les motions les plus violentes sont toujours meilleures, applaudirent vivement; on vit l'heure où M. Louis Blanc, n'aurait plus qu'à retourner chez lui pour prendre son crêpe. Mais à ce moment le doyen de la réunion, qui n'avait pas encore desserré les dents, M. Ledru-Rollin se leva pour répondre. D'un air grave et sûr de son fait, il laissa tomber ces paroles inattendues : « A la première révolution, quand nos pères

» faisaient une journée, ils l'avaient préparée long-
» temps à l'avance; nous autres, sommes-nous en
» mesure? Avons-nous des armes, des munitions,
» des hommes organisés? Le pouvoir est tout prêt;
» les troupes n'attendent qu'un signal pour nous
» écraser. Mon opinion est qu'une affaire engagée
» dans les conditions où nous sommes n'est qu'une
» folie. » Comme M. Rey insistait, trouvant que les chefs les plus importants de la réunion semblaient mettre bien peu de confiance dans leur parti, M. Ledru-Rollin tança, d'un assez grand air de dédain, ces gens à courte vue qui prennent leurs désirs pour des réalités et pensent qu'on renverse un Gouvernement avec des phrases. Il montra la pauvre démocratie, bridée, tyrannisée à moitié, expirante sous le joug féroce des conservateurs, et sa nouvelle conclusion fut qu'il fallait abandonner l'idée d'une lutte qui tuerait les débris du parti.

Certes! M. Ledru-Rollin avait raison, dix fois raison; son parti, fraction imperceptible, sotte, haineuse, jalouse, profondément divisée, n'était pas en état de tenir cinq minutes devant les forces du gouvernement. Aux quinze cents hommes des sociétés secrètes ajoutons trois à quatre mille patriotes, tant du *National* que de *la Réforme*, hommes prudents, évitant de se brûler à la chandelle des conspirations, et nous aurons pour Paris un chiffre de cinq mille républicains, décomposé de la manière suivante : *le National* ayant 4,000 souscripteurs, dont un millier environ pour la capitale et la

banlieue, j'en défalque 400 établissements publics qui prenaient la feuille sans partager ses opinions, il reste 600 républicains de cette coterie ; mettons-en 1,500 pour ceux qui ne recevaient pas le journal. *La Réforme* annonçait 2,000 abonnés, sur ce nombre 300, au plus, formaient le contingent républicain de Paris ; portons à 2.000, en dehors des sociétés secrètes, les partisans de la feuille montagnarde, nous arrivons au chiffre de 5,000, posé plus haut ; ce chiffre, je le soutiens et défie qu'on le détruise. Quant à la province; Lyon, Toulouse et Marseille seulement avaient des semblants de sociétés secrètes, désorganisées, déchirées de divisions comme celles de Paris, et nombreuses à proportion. Je ne crains pas de rester au-dessous de la vérité en fixant à 15,000 le nombre des républicains des départements : le total général du fameux parti était donc de 20,000 têtes.

M. Ledru-Rollin savait cela et agissait fort sensément en refusant d'engager ce petit noyau, dont le pouvoir ne devait faire qu'une bouchée ; il parlait d'or, en traitant de folie l'idée d'une prise d'armes et en raillant les étourneaux qui la conseillaient ; mais pourquoi donc se rengorge-t-il si glorieusement aujourd'hui au seul souvenir de la révolution? Pourquoi oublie-t-il que, non-seulement il ne l'a pas faite, mais qu'il l'a déconseillée, blâmée et défendue sévèrement? Pourquoi surtout, lui et M. Louis Blanc n'ont-ils-jamais parlé de leur grande sagesse? profond bon sens et merveilleuse

perspicacité dans cette mémorable circonstance!

Les paroles de M. Ledru-Rollin entraînèrent l'Assemblée. M. Flocon présidait avec une gravité prudente; il ne souffla mot. M. Edgar Quinet l'imita; tous les membres belliqueux firent taire leur courage, M. Caussidière par déférence pour le patron, M. Rey par la conviction de l'inutilité de ses efforts. Bref, il fut décidé que le parti républicain s'abstiendrait de toute manifestation, et chaque membre fut invité à prévenir aussitôt ses amis. Si l'on croit à une comédie, qu'on ouvre *la Réforme* du lendemain; M. Flocon y paraphrase le discours de M. Ledru et engage fortement les bons citoyens à rester chez eux, attendu que le pouvoir ne cherche qu'une occasion pour exterminer le parti républicain.

Tous ces détails sont authentiques et rigoureux. Bonnes gens qui désirez connaître la véritable attitude des patriotes la veille de Février, voici qui doit vous satisfaire et vous instruire.

La Réforme avait décrété que le peuple ne quitterait pas ses ateliers; le lendemain à midi, il y avait vingt mille blouses sur la place de la Concorde!

CHAPITRE IV.

Ainsi l'aréopage, de *la Réforme*, réuni solennellement et décidant que le peuple n'avait pas à paraître le lendemain, obtenait ce résultat de ne pas retenir un seul des vingt mille ouvriers qui s'étaient promis d'assister à la manifestation; preuve décisive de l'influence de cette feuille.

Depuis quinze jours, les faubourgs avaient les oreilles étourdies du banquet. On y verrait défiler des députés et des pairs; puis des patriotes fameux, les crânes de *la Réforme*, les muscadins du *National*, M. Ledru-Rollin, M. Marrast et des grands hommes de toutes sortes à la douzaine; il fallait voir cela. On vint sur la place de la Concorde où devait passer le cortége, comme on va voir un spectacle. L'idée d'une attaque n'était nulle part. Ce n'est pas à dire que les têtes fussent calmes; tout grand rassemblement, qui a la politique pour but, excite les passions. Mes-

sieurs les étudiants, qui aiment à faire parler d'eux partout où ils vont, étant arrivés trop tôt sur la place de la Concorde, s'amusèrent, pour passer le temps, à escalader la grille du palais Bourbon, absolument comme ils auraient chanté *larifla* avant l'ouverture d'un cours. On y envoya des dragons qui déblayèrent la place. Un instant après, la foule qui se houlait par le boulevart, vers la Madeleine, fut arrêtée par quelques meneurs devant l'hôtel des Affaires étrangères. C'était bien le moins qu'on fît une petite avanie à l'homme de Gand, puisqu'on en avait l'occasion. Des pierres furent lancées dans les vitres et on essaya d'ébranler la grille qui fut plus forte que les épaules des émeutiers. Comme un garde municipal à cheval voulut sortir, il paya pour le ministre; une grêle de cailloux l'atteignit et le força de rebrousser chemin. L'autorité vit qu'il fallait prendre des mesures; des troupes arrivèrent, qui prirent position sur les points occupés par la foule. Vers une heure, le peuple s'agglomérant sur la place, on dut commencer quelques charges pour éviter les surprises. Les curieux furent refoulés dans les arbres. Il y avait là une multitude de ces enfants de Paris, hargneux et effrontés, qui servent d'avant-garde à toute sédition; aussitôt chassés d'un point, ils se regroupaient sur un autre, servant de lien et de noyau aux rassemblements.

Jusqu'à quatre heures, les choses restèrent sur le même pied; on chargeait de temps en temps pour diviser les groupes, mais en évitant de piquer et de

mettre aucune rigueur. Le gouvernement ne voulait laisser aucun prétexte à une collision. Pour mieux ménager la susceptibilité du faubourien, ennemi naturel de l'autorité, il avait défendu aux sergents de ville de paraître en uniforme. Sur la brune, certaines velléités de désordre se manifestèrent; il n'en pouvait être autrement dans une masse laissée tout un jour en face de la force armée. Avec des matériaux de construction on barra plusieurs rues aboutissant aux Champs-Elysées; quelques pavés furent déplacés rue de Rivoli, devant l'hôtel des Finances; une barricade fut commencée rue Saint-Honoré; enfin, le magasin de Lepage, rue Richelieu, était attaqué, mais préservé à temps. Cette dernière tentative était la plus sérieuse; car ayant lieu dans un quartier central et loin du théâtre des événements, elle prouvait que des hommes de coups de main étaient descendus.

Toute la troupe des conspirateurs de bas étage était effectivement sur le pavé, disséminée, il est vrai, sans ordre ni point de ralliement; mais le bruit de la rue et les libations inévitables en cas pareil finissaient par échauffer les cerveaux.

Pour être libre de mes mouvements, je m'étais séparé, vers onze heures, de M. Caussidière et de M. Albert, et je passai la journée à rôder dans les rassemblements. Beaucoup de chefs de groupes m'accostèrent pour avoir des instructions. Ma réponse était partout la même : il n'y a rien à faire qu'à observer et suivre les événements. A tout

hasard, cependant, je fixai un rendez-vous pour le soir, à 9 heures, au Palais-Royal. Les hommes que je vis, tant des sociétés secrètes que de l'entourage de *la Réforme*, avaient un peu de cette surexcitation que donne la multitude ébranlée; mais tous reconnaissaient qu'au premier acte d'énergie les choses rentreraient dans l'ordre.

A la chute du jour, je retrouvai MM. Caussidière et Albert dans la rue Saint-Honoré. A ce moment même, un furieux venait de s'élancer sur un vieux colonel, qu'il tentait d'assassiner, après lui avoir dérobé son arme. Les soldats, dans un premier mouvement, voulaient tuer l'agresseur, mais le colonel les retint.

— « Eh! eh! fit le futur préfet de police, avec une grimace, tout cela n'est pas clair. Il y a du monde, mais c'est tout. Nous ne sommes pas en mesure. »

Je ne répondis pas, évitant de laisser voir ma pensée, qui était que les mesures sont peu de chose dans ces circonstances où l'imprévu domine si souvent. Toutefois, je n'avais pas plus que d'autres la prévision du dénouement.

— « Ça n'ira pas jusqu'au coup de fusil, dit M. Caussidière; ce ne sera qu'une belle manifestation. »

M. Albert était de cet avis. Je m'informai s'ils avaient rencontré de nos hommes et désigné un lieu de rassemblement; ils n'avaient même pas eu l'idée de cette dernière précaution, tant ils sentaient leur impuissance sur cette masse sans caractère, et croyaient peu à un mouvement d'opinion.

Nous fûmes à *la Réforme*, pour savoir ce que pensaient les gros bonnets. M. Flocon ne savait que dire; l'affaire ne lui paraissait pas sérieuse. M. Ledru-Rollin, qui venait de quitter le bureau, la jugeait tout aussi défavorablement. Il n'entrevoyait rien de bon dans ce qui se passait. De confiance dans le succès, il n'en avait aucune, et il songeait que les pots cassés pourraient bien retomber sur *la Réforme*, en général, et sur lui en particulier.

Au dîner, qui eût lieu chez M. Ledouble, rue Croix des Petits Champs, même doute, ou plutôt même certitude d'échec. Il y avait là MM. Baune, Fargin-Fayolle, Chancel, Albert, Grandmenil, Caussidière, Garnaux et d'autres qui, depuis, ne manquent jamais l'occasion de parler avec fracas de la révolution qu'ils ont faite; or, cette révolution, ils l'avaient déclarée impossible la veille; et ce jour-là, elle poussait sous leurs yeux sans qu'ils l'aperçussent.

A neuf heures, on se rendit au rendez-vous du Palais-Royal. Tous les chefs dont je viens de citer le nom s'y trouvaient; il y avait en outre MM. Pilhes, Demongeot, Chesneau, Boissier, familiers de *la Réforme*, et trois ou quatre chefs de groupes, parmi lesquels M. Chenu. La police pouvait enlever cette réunion et couper la direction des sociétés secrètes; elle ne le jugea pas à propos. Au fond, c'eut été simplement une douzaine d'hommes de moins, attendu que leur action, comme on va le voir, a été toute individuelle dans les affaires. L'assemblée se

tint sous la colonnade du côté du passage Radzivill. Le palais était morne, ses galeries désertes; on put causer à l'aise. Chaque membre invité à donner ses impressions et à proposer ses moyens fit une réponse à peu près pareille : d'impressions, on n'en avait que de vagues; de moyens, on n'en voyait pas de bien efficaces. Après une demi-heure de pourparlers stériles, où on n'aurait guère reconnu nos tranche-montagnes actuels, il fut convenu que le lendemain, en cas de nouvelle descente des faubourgs, ce qui paraissait fort incertain, les sociétés secrètes se réuniraient au boulevart Saint-Martin. Cette indication provenait de moi; craignant qu'on ne rassemblât les hommes dans quelque quartier enchevêtré, j'avais proposé un lieu découvert, qu'on accepta sans opposition.

Le rendez-vous au Palais-Royal et la réunion des groupes au boulevart Saint-Martin, sont les seules mesures d'ensemble prises pendant les trois jours; tout le reste ne fut que des faits particuliers. Ces deux mesures elles-mêmes n'ont eu, d'ailleurs, aucune influence sur la révolution.

Dans la soirée, il y eut encore quelques scènes d'une certaine gravité : on dévalisa le magasin d'armes de Béringer, rue du Coq. Un détachement de troupes passait justement pendant le pillage; on cria : Vive la ligne! et on se rangea devant la boutique, de manière à cacher ce qui s'y faisait. Les soldats s'éloignèrent sans avoir rien vu, ou sans avoir rien voulu voir. Il y avait déjà trop de temps qu'on

tique. Un jour, il alla trouver M. de Larochejaquelein pour lui demander une subvention en faveur de la République. L'honorable représentant du Morbihan se rappellera le fait.

Je trouvai ces messieurs extrêmement animés au café des Postes. M. Sobrier, l'œil hagard, la toilette en désordre, la voix enrouée, tenait des propos de sang que ses gestes exprimaient plus que ses paroles. M. Pilhes était à son diapason. Bientôt M. Sobrier, nous prenant à part :

— « Voulez-vous des armes ? dit-il. Arrivez ! »

Nous le suivîmes rue Mazagran, où il étala devant nous un arsenal complet : pistolets, fusils, carabines, tromblons, sabres et épées ; le tout en fort mauvais état. Chacun prit ce qui lui tomba sous la main, et nous redescendîmes dans la rue. La troupe, avec ses armes cachées, son allure oblique et sa marche prudente le long des murs, ressemblait assez à un peloton de conspirateurs d'opéras. Arrivés dans le quartier Saint-Martin, plusieurs détonations nous firent dresser les oreilles : c'était un petit engagement entre trois ou quatre émeutiers et des tirailleurs de Vincennes ; les premiers laissèrent un des leurs sur le carreau.

— « Il s'agit de se mettre en ligne, dit M. Pilhes, qui portait le tromblon : chargeons nos armes ! »

Chacun se disposa à obéir ; mais il y avait une difficulté : personne n'avait de munitions ; on ne s'en était pas aperçu jusque là. Il fallut battre en retraite, et comme il était une heure du matin, après

un conseil orageux tenu dans la rue des Marais, on décida de s'aller coucher.

D'après ce bulletin de la journée du 22, on voit que le Gouvernement était encore en assez bonne position. S'il a pu se croire perdu dès cette heure, les républicains ne partageaient nullement son opinion.

Ce qui fut le plus remarquable ce jour-là, c'est bien moins l'agression populaire que la réserve du pouvoir ; mais cette réserve s'explique. Aux yeux du Gouvernement, l'émotion n'était qu'un feu de paille qui tomberait de lui-même, et qu'il fallait craindre d'aviver. Ce raisonnement était juste ; sans doute on pouvait et on devait montrer d'abord une grande réserve ; mais toutes les concessions ayant été faites, il s'agissait le lendemain d'envelopper Paris d'un réseau de troupes et de faire savoir qu'on ne tolérerait plus le moindre rassemblement, ni le déplacement d'un seul pavé. Ces mesures auraient peut-être amené quelques engagements ; mais Paris le soir se serait couché tranquille, et on ne s'inquiéterait pas de savoir aujourd'hui ce qu'on va faire de la République.

CHAPITRE V.

A la suite de la journée du 22, une incertitude grave avait saisi le pouvoir; la garde nationale était-elle pour son système? Je ne dis pas pour la monarchie, l'immense majorité de la classe moyenne était sans contredit pour la royauté, garantie d'ordre et sauvegarde des intérêts commerciaux. Dans la soirée, le rappel n'avait réuni que peu de monde, on s'inquiéta, et de là le manque de mesures énergiques qui étonna dans la matiné du 23; on avait jugé prudent de temporiser de nouveau.

Les gens au fait du Paris révolutionnaire ne pouvaient douter que les scènes de la veille ne se renouvelassent; il y a dans la capitale du monde civilisé une légion de paresseux, de vagabonds et de malfaiteurs que toute commotion fait lever et mett aux ordres de quelques Catilinas en blouse ou en habit. Cette bande disparaît vite devant un pouvoir résolu

et expéditif, mais elle redouble naturellement d'audace devant une résistance incertaine. Les faubourgs recommencèrent donc leur irruption dans le centre de la ville. Des groupes se portèrent aux Champs-Elysées, théâtre des événements de la veille; s'y voyant isolés, ils gagnèrent les champs classiques de l'émeute, les quartiers Saint-Martin et Saint-Denis. La troupe gardait ces points, non sérieusement comme il l'eut fallu, c'est-à-dire en les cernant de toutes parts et en crevant les rassemblements à mesure qu'ils se formeraient; elle se contentait de rester l'arme au pied dans les positions découvertes, laissant les petites rues à l'abandon. Maîtres de ces défilés, qui sont les plus importants, car l'insurrection y a tout l'avantage, tandis qu'ailleurs elle est aussitôt écrasée par la tactique et la discipline, les hommes des faubourgs se mirent aux barricades, puis songèrent à trouver des instruments de défense.

Pour avoir des armes, il existe un procédé qui date de 1832 et qui a été employé depuis dans toutes les révoltes, c'est d'entrer de gré ou de force dans les maisons et de forcer les gardes nationaux à livrer leurs fusils. On se présente en nombre, d'un air farouche, jurant, sacrant, proférant des menaces, et la famille du garde national, tremblante de terreur, le force à s'exécuter. C'est ainsi que s'arment toujours les premiers corps d'insurgés. Il y a des mesures à prendre à ce sujet, que l'autorité y songe.

Vers deux heures, toutes les ruelles enchevêtrées

du centre étaient occupées par l'émeute, coupées de barricades et garnies de défenseurs. Les troupes ne bougeaient pas. La garde municipale, seule, apparaissait de temps en temps, et sa présence était généralement le signal d'une décharge. La situation des esprits, depuis le matin, était fort perplexe. J'ai dit que, dans tous les alentours des points stratégiques, le peuple n'était pas inquiété; il se barricadait et s'armait sans obstacles. Mais cette indolence de l'autorité ne s'expliquait pas et faisait redouter un piége. On savait que des canons étaient braqués sur plusieurs points, et on s'attendait à une attaque soudaine et meurtrière. L'énigme de la mollesse des troupes se devina enfin. Quelques pelotons de la garde nationale s'engagèrent dans les rues barricadées, ils étaient suivis d'une escorte de faubouriens criant à tue-tête : *Vive la réforme !* Salués de ces cris par les hommes des barricades, les gardes nationaux y répondirent en levant les mains en signe de paix. Les émeutiers se regardèrent tout étonnés, et des paroles d'espoir s'échangèrent. Dès ce moment, l'idée d'une révolution entrait dans les têtes, elle se fortifia des nouvelles qui circulèrent bientôt : non-seulement la garde nationale n'était pas contre le mouvement, mais quelques compagnies avaient engagé l'action avec les troupes. On parlait d'une rencontre où quatre gardes nationaux étaient tombés en soutenant l'insurrection. Entre la place des Victoires et celle des Petits-Pères, un chef de bataillon, M. Degousée, s'était précipité sur les baïonnettes

des municipaux prêts à faire feu et les avait arrêtés. D'autres faits de résistance ouverte étaient signalés. Cette situation, d'une extrême gravité, résultait d'une combinaison machiavélique que je vais faire connaître.

Certains qu'avec le seul noyau des sociétés secrètes et les bandes suspectes descendues des faubourgs, il n'y avait rien à faire, et tourmentés cependant d'une inquiétude révolutionnaire bien naturelle, MM. Flocon, Et. Arago, Monginot, Lesseré et d'autres, tinrent conseil dans la matinée. Evidemment c'était à l'endroit de la garde nationale que le bât blessait le gouvernement, il fallait agir en conséquence. Une idée triomphante fut émise : la République ne comptait guère de gardes nationaux ; qui empêchait d'en faire, de chercher des habits et des armes chez les fripiers, partout où on pourrait, et d'en affubler les patriotes ? Cette milice postiche, jointe au contingent des républicains inscrits sur les cadres, formerait un noyau de quelques centaines d'hommes dans chaque arrondissement. Les vrais gardes nationaux arriveraient aux mairies les premiers ; crieraient : *Vive la réforme !* et persuaderaient au quartier que toute la légion est dans le mouvement. Une partie d'entre eux resterait à la mairie pour garder la position et endoctriner les survenants, les autres se répandraient dans les rues avec les miliciens improvisés, fraterniseraient avec le peuple et empêcheraient l'action de la troupe. Voilà ce qui fut imaginé et qui parut

merveilleux ; c'était effectivement un plan d'une assez belle perfidie. Il fut adopté et mis sur l'heure à exécution. MM. Monginot et Lesseré, en fort bons termes avec *le National*, coururent à la rue Lepelletier, pour donner avis de l'invention et mettre de l'ensemble dans les manœuvres.

La vigilance et l'énergie des hommes d'ordre eussent facilement déjoué cette machination ; mais on s'en rapportait au pouvoir du soin de sa défense ; les bons citoyens n'avaient pas pris la peine de se déranger ; de son côté, le pouvoir comptait sur ces derniers, croyant avoir besoin de leur force morale pour engager la lutte. La société, prise au milieu de ce malentendu, avait déjà les deux pieds dans l'abîme.

C'est alors que le gouvernement fit cette faute, presque sans remède, de céder à une manifestation armée. Je dis manifestation, car les trois ou quatre petits engagements du quartier Saint-Martin n'étaient qu'un enfantillage au point de vue militaire.

Si l'on demande ce qu'il fallait faire, le voici : Il fallait aller aux mairies avec de bons détachements de chasseurs de Vincennes, demander les gardes nationaux décidés à rétablir l'ordre sur l'heure, prendre ceux qui se présenteraient et désarmer les autres; si l'on était décidé à accorder la réforme, ce qu'il eut mieux valu faire plus tôt, c'était de l'annoncer, si on le voulait, mais en déclarant bien qu'on ne s'exécuterait pas avant le rétablissement complet de la tranquillité. Quand on y pense, quelle

série de désastres eut évité, un mois plus tôt, l'abaissement du cens à 50 francs !

La nouvelle du changement de ministère désarma sur le champ la multitude : preuve sans réplique que le parti républicain n'était pas l'âme du mouvement ; il n'y comptait que pour la mascarade de gardes nationaux et ses quelques bandes de sacripans ténébreux. Les généraux de sociétés secrètes, les lieutenants de *la Réforme*, noyés dans la foule, marchaient à la suite des événements, sans y peser par aucune direction, par aucune mesure d'ensemble. A partir de ce moment, les destinées de la France pendaient au bout d'un fil tenu par la fatalité.

Parti, vers midi, de *la Réforme*, avec M. Albert, M. Caussidière, arrivé à la rue Grénétat, reçut, à ce qu'il raconte, une décharge de mousqueterie qui, du reste, épargna sa précieuse personne. Il a prétendu que ce cadeau venait de moi. J'aurais une assez bonne réponse à faire à M. Caussidière, c'est que, ne l'ayant pas vu de toute cette journée, il m'était fort difficile de le désigner aux sicaires de la tyrannie ; mais je préfère lui demander pourquoi on se serait amusé à le tuer plutôt qu'un autre. Je savais fort bien son importance dans le mouvement, c'était celle du premier venu ; il n'y tenait un peu plus de place que grace à ses larges épaules.

J'avais erré dans les rues toute la journée ; je retournai vers quatre heures à *la Réforme*, où toute la bande des familiers rabattait. M. Ledru-Rollin était

là, ne cachant pas sa satisfaction du résultat obtenu; il croyait tout fini, et en était enchanté. Des fantômes de commissaires de police l'obsédaient. Cette partie, qui se jouait malgré lui et sans lui, n'était aucunement de son goût.

Quant à M. Flocon et à ses honorables amis, qui n'avaient rien à perdre, ils étaient furieux contre ce misérable peuple qui n'abattait pas aussitôt un pouvoir dont ils aspiraient si ardemment l'héritage. Voir aboutir à un simple replâtrage la superbe invention des gardes nationaux postiches et une si belle apparence d'insurrection, c'était un crève-cœur affreux. Mais fallait-il perdre tout espoir? Si par quelque beau pendant au premier procédé, on réussissait à renflammer le peuple encore tiède, à le chauffer à blanc, à lui donner une de ces colères qui brisent tout, quel triomphe! Les imaginations se tendirent; on chercha, on s'ingénia, mais sans succès. C'était à se casser la tête aux murs. Depuis que la générosité du Gouvernement laissait entrevoir la possibilité de sa perte, tous les patriotes, comme des dogues sentant la curée, hurlaient de fureur et de gloutonnerie.

Au *National*, dont les coryphées n'avaient pas bougé jusque-là, fort inquiets d'un mouvement qu'ils ne comprenaient pas et où leur influence était encore plus nulle que celle de *la Réforme*, on commençait à s'enhardir aussi; les diplomates de la célèbre feuille, MM. Recurt et Marrast, clignaient de l'œil en ricanant :

« Eh! eh! » disait l'un, « si tout cela était bien mené, on en tirerait quelque chose.

— Une toute petite république; mais cette populace deviendrait bien gênante.

— Bah! quand on est le maître, on se gare de la canaille.

— Il faut voir... Il y a peut-être moyen d'arranger tout cela. »

Et ces sages patriotes cherchaient de quelle manière ils pourraient bien engager Raton à tirer les marrons pour Bertrand.

Au *National*, on crie nuit et jour contre les jésuites; nous déclarons que l'incarnation du jésuitisme est dans ce journal.

Or, pendant qu'aux deux feuilles républicaines, on se creusait la tête pour mettre le feu au ventre du peuple, un homme prenait l'initiative sans demander conseil à personne: c'était M. Sobrier. Depuis la veille, son exaltation tenait de la frénésie. Vers six heures, il était au café des Postes, avec MM. Cahaigne, Pilhes, Boivin, Alexandre Thomas, Zammaretti; ces derniers, chefs dans les *Saisons*, et plusieurs autres démocrates à tous crins. Ils s'étaient installés dans une salle qu'ils avaient retenue, et qui offrait un coup d'œil d'un pittoresque étrange. Sur les tables étaient posés pêle-mêle des pipes, des poignards, des chopes, des pistolets, des tasses, des bols, des vêtements, et enfin des feuilles de papier sur lesquelles chacun écrivait. On faisait des copies de proclamation pour le peuple et pour l'armée.

De temps en temps le travail était interrompu par quelque motion dont le génie d'un des copistes accouchait; chacun relevait la tête et on voyait les figures, harassées et enduites d'une couche de sueur, s'agiter fiévreusement comme sous une commotion galvanique. Une circonstance ajoutait au caractère du tableau; tous ces hommes n'avaient plus de voix; ils s'étaient enroués à force de hurlements et de vociférations. Leur gosier rendait avec peine quelques bribes de sons déchirés et sifflants. Le travail fini, M. Sobrier se leva, mit son pistolet à sa ceinture, et déclara qu'il fallait aller convoquer le peuple sur les barricades, attendu que l'effet des proclamations serait insuffisant. Il était huit heures. L'illumination féerique qui avait transformé les murs en espaliers de lumières, durait encore. La troupe sortit d'un air farouche; M. Sobrier en tête, arrêta des gamins qui passaient avec des torches, les fit aller devant pour éclairer la marche et, montant sur la première barricade, s'y arrêta et commanda le silence. Un loustic cria :

—Attention! c'est M. Thiers qui vient faire sa profession de foi.

— Non, répondit un autre, c'est le directeur du Lazary, qui annonce relâche pour les événements.

M. Sobrier, sans se dérider, prononça l'allocution suivante : « Citoyens, la satisfaction donnée au peu-
» ple n'est qu'une dérision. Thiers en place de Gui-
» zot, peu nous importe! Le peuple a été massacré
» par les sergents de ville et les municipaux, il faut

» que ces deux corps d'assassins soient licenciés ! Les » droits du peuple sont violés depuis quatorze siè- » cles, il faut qu'ils soient solennellement recon- » nus ! Citoyens, vous êtes tous convoqués demain à » la Chambre des députés pour demander justice. »

— Et allez la grosse caisse ! dit un des gamins qui portaient les torches. Bourgeois, ajouta-t-il, continue-t-on la cérémonie ?

— Oui, va plus loin, dit M. Sobrier qui, absorbé par son rôle, n'avait pas le temps de s'arrêter aux irrévérences du jeune homme. A chaque barricade, ce discours fut répété. L'orateur, tout-à-fait à bout de voix, ne lançait plus que des sons gutturaux qui semblaient sortir d'un tuyau crevé, mais M. Pilhes et d'autres le relayaient de temps en temps et lui faisaient reprendre haleine. On parcourut ainsi les principales rues des quartiers Montmartre, Montorgueil, Saint-Denis, Saint-Martin et du Temple. Un rassemblement considérable, qui s'était formé autour de la troupe, la suivait dans son pélerinage. Pas un agent de la force armée ne se présenta pour mettre ordre à cet odieux scandale.

Vers dix heures, M. Sobrier et ses acolytes, brisés de fatigue, n'ayant plus le souffle, entrèrent dans un cabaret et ne reparurent plus. La foule, privée de ses meneurs, se dispersa en différents groupes, dont l'un gagna le boulevart et le descendit vers la Madeleine. Peu à peu il se grossit et reprit les dimensions d'un rassemblement. En passant devant *le National*, il s'arrêta et se joignit à une autre troupe

qui stationnait devant les bureaux et écoutait un orateur. Le discours fini, un homme qui venait de se glisser dans la multitude, s'écria :

— Allons! mes amis, en avant!

On s'ébranla sur les pas de cet homme, mais avant de s'éloigner, beaucoup de personnes aperçurent deux tombereaux de messageries qui se tenaient près de là, et dont la présence à cette heure donna lieu à des remarques. Certes! on était loin de prévoir alors à quel lugubre office ils étaient destinés. Le rassemblement descendit le boulevart au milieu de chants joyeux, et toujours éclairé par les flambeaux de résine. Les lampions jetaient leurs dernières lueurs aux rares maisons illuminées du boulevart. La troupe arriva devant l'hôtel des Capucines, où elle trouva le passage barré par un bataillon du 14e de ligne. Les chants avaient cessé; des clameurs les remplacèrent bientôt : A bas Guizot! A bas l'homme de Gand! Les soldats, sur la défensive, l'arme au poing, ne bougeaient pas. Peu à peu la masse se houla sur eux et sembla vouloir les écraser. Comme ils abaissaient leurs baïonnettes pour résister, l'inconnu qui avait pris la direction du rassemblement engage a un court colloque avec un officier, puis, tirant tout à coup un pistolet, le déchargea au milieu du bataillon.

Quel était ce misérable? On a accusé M. Lagrange, et, c'est chose notoire que ce montagnard a passé pour fou les jours suivants, et qu'on attribuait son état au choc que son esprit avait reçu de cette épou-

vantable affaire. Quoi qu'il en soit, cet homme tomba aux pieds des soldats, pour éviter les balles, ou parce qu'il était frappé, et depuis il n'est resté de lui que le souvenir de son forfait.

En face d'un rassemblement considérable qui, après les insultes, en venait à l'emploi des armes, les soldats se crurent sérieusement menacés; les plus impatients tirèrent sans ordres, les autres crurent l'ordre donné et la fusillade devint générale.

Si grande qu'ait été la précipitation de la troupe elle s'explique; mais en est-il ainsi de l'acte du provocateur? Cet homme qui donne un signal dont la conséquence ne peut être qu'une boucherie, a-t-il agi comme les soldats sous le coup d'un premier mouvement; a-t-il commis involontairement cette monstrueuse imprudence? Nul ne le croira. Il y avait complot pour imprimer au front du pouvoir une tache de sang horrible, et les hommes du complot ont pris ce sang dans la poitrine du peuple! Voilà la vérité.

Et la fin n'a que trop bien répondu au moyen. En moins d'une heure, l'effroyable nouvelle enveloppait Paris et y répandait la stupeur et l'indignation. Les gens les plus calmes avaient une malédiction contre ce pouvoir qui, disaient-ils, voulait se relever dans un bain de sang. L'exécration tombait surtout sur M. Guizot, à la sûreté de qui cet holocauste semblait offerte.

Le National, racontant la catastrophe, emploie une expression étrange et qui prouve un désordre d'idées

extraordinaires. La voix du sang lui grinçait-elle déjà des malédictions? « Bientôt après, » dit-il, « nous » avons vu *revenir* au *National* un tombereau portant » des cadavres. » *Revenir!* le mot y est : *National* du 24. On ne peut plus nier la présence des tombereaux au *National* avant l'affaire. Pourquoi donc étaient-ils là? Que la justice publique réponde!

Dans le même article, *le National* annonce qu'il vient de parcourir les rues pour s'assurer de l'impression produite par l'événement; rien de plus vrai. M. Dornès et d'autres parcoururent aussitôt Paris avec un empressement significatif.

Au reste, rien ne fut négligé pour rendre cet effet saisissant, et c'est à ce moment surtout que *le National* déploie son talent révolutionnaire. Qui donne l'idée au tombereau de cette promenade sinistre, devenue un appel si poignant à l'insurrection? *le National!* Qui conseille aux malheureux échappés au massacre de se répandre dans tous les quartiers pour propager l'affreuse nouvelle? *le National!* Qui crie le premier : Aux armes! et appelle l'extermination sur le Gouvernement? *le National!* Dans quel quartier voit-on les barricades s'élever comme par enchantement? dans le quartier du *National!* Pas un des hommes de ce journal n'a paru dans le mouvement le matin; le soir ils y sont tous! c'est qu'on a fait jouer la mine; une brèche est ouverte et tout le monde est envoyé à l'assaut!

Cette machination n'est-elle pas d'ailleurs dans le vrai caractère de ces hommes? Quel est le trait

frappant de leur histoire, si ce n'est un génie d'intrigue sanguinaire? Le 23 Février, ils assassinent la monarchie dans un guet-à-pens; le 23 Juin 1848, ils facilitent un épouvantable égorgement pendant lequel ils dérobent le pouvoir.

Un tombereau était *revenu* dans la rue Lepelletier. Un homme qui ignorait tout, honnête au fond, mais égaré dans une caverne, M. Garnier-Pagès, harangua les conducteurs du char lugubre, leur promettant de demander satisfaction à la Chambre. Pitié! A *la Réforme* où le second tombereau arriva à minuit, M. Flocon fut plus explicite; il annonça d'un air solennel que justice terrible serait faite!

Voilà l'histoire de cette journée. Elle se résume en deux faits : Les gardes nationaux supposés et le massacre du boulevart des Capucines ; le parti républicain en a l'honneur, je ne chercherai pas à le lui enlever; mais c'est toute la part qu'il a droit de revendiquer. Le reste des événements est le fait d'une bande sans nom et d'une partie de la bourgeoisie indignement abusée.

CHAPITRE VI.

Tous les prétendus chefs, les Caussidière, Albert, Flocon, Sobrier, Marrast étaient plus que jamais des individualités perdues dans les événements; la révolution glissait et s'avançait d'elle-même dans la mare de sang du boulevart.

Il se fit dans la nuit un travail prodigieux; à six heures du matin, Paris n'était plus praticable, les rues étaient zébrées de barricades, le dixième des pavés avait été remué. Une circonstance remarquable, c'est que l'insurrection s'établissait surtout dans les quartiers opulents, généralement dédaignés par elle. Sur les boulevarts, les scies et les haches mordaient au pied les grands arbres, débris de 1830, et qui semblaient épargnés pour 1848.

Ce fut une véritable veille d'armes avec toutes ses impressions. De temps en temps, le roulement des tambours, dans le lointain, était coupé de claires

détonnations; au milieu du bourdonnement de la ville en travail, de grands cris s'élevaient comme une rafale dans le bruissement des vagues; puis, tout à coup, plus saisissante que toutes ces voix, celle du tocsin s'élevait, saccadée, haletante, ainsi qu'un appel dans un danger suprême.

Le roi fit un nouveau changement de ministère. Que pouvaient des noms d'hommes dans cet ouragan? C'étaient des mesures extrêmes qu'il fallait. Toujours sous l'erreur funeste de la veille et, de plus, écrasé par la catastrophe de l'hôtel des Capucines, l'esprit du Gouvernement flottait dans une indécision désastreuse. Les courtisans montraient un front pâle et n'avaient que des conseils contradictoires ou désolants. Le roi savait bien que faire, mais ne savait pas la vérité. Le mouvement de la garde nationale était-il sérieux? Toute sa préoccupation était là. Dans la nuit, des conseillers de sang froid lui montrèrent l'état réel des choses et le firent tressaillir d'aise. Sûr de n'avoir pas à combattre la véritable bourgeoisie, il prit aussitôt des mesures décisives. Le maréchal Bugeaud fut investi du commandement général des troupes, et six colonnes furent organisées, avec ordre d'attaquer à la pointe du jour, si la nomination du nouveau ministère n'arrêtait pas le désordre. C'était tout ce qu'il y avait à faire. Malheureusement, dans la matinée, l'indécision recommença. La masse de la population était plutôt agitée qu'hostile; la plupart des barricades n'étaient pas défendues; agir de rigueur pa-

rut chose imprudente et inhumaine. Sous cette impression, le maréchal fut rappelé ainsi que ses généraux, et, chose incroyable, on s'en rapporta à la garde nationale du soin de tout arranger. On n'avait pas encore découvert que le petit nombre de gardes nationaux sous les armes, obéissaient à quelques chefs, vrais ou faux, qui les trompaient ou se trompaient eux-mêmes. Il est certain, en effet, que des hommes comme MM. Altaroche, du *Charivari*, Perrée, du *Siècle* et les officiers de la nuance Odilon Barrot, n'entendaient pas renverser la monarchie; or, ils braillaient tous à la tête de leur compagnie le cri de réforme. Que voulaient-ils? Quelques changements politiques, soit! mais la République était un morceau trop rude pour leur tempérament délicat. Et cependant ils y menaient tout droit les niais de leur espèce qui formaient le gros de la garde nationale favorable au mouvement. Ils se croyaient les meneurs et ils étaient ingénuement menés par des intrigants ou de froids ambitieux, qui les bernaient et riaient aux éclats à leur beau cri de ralliement. En fait de vrais officiers républicains, il y avait MM. Lesseré, Monginot, Fallet, Degousée, Jouanne, Aubert Roche, Greinezer, Destourbet, Yvon Villarceaux, Dauphin et une douzaine d'autres; c'étaient les chefs importants; ils étaient secondés par un certain nombre de simples gardes nationaux réels ou supposés. Au fond, le quart de la garde nationale, tout au plus, était sur le pavé le 24, et dans ce quart, un dixième de révolutionnaires menait ef-

frontément le reste à l'anarchie. Dans une pareille position, laisser le pavé libre à ce qu'on appelait la garde nationale, tuer non-seulement l'action, mais le moral et l'autorité de la troupe par une retraite accompagnée de circonstances sans. exemple, c'était livrer la forteresse à l'ennemi, c'était tout perdre : rien de plus évident.

Paris offrait le coup d'œil le plus extraordinaire. Pendant qu'en certains quartiers, sur le boulevart des Italiens, par exemple, on acclamait au passage de M. Odilon Barrot, dans d'autres on se battait en lançant des imprécations au nouveau ministère. L'imbroglio, vers dix heures, du matin était au comble; un fort mouvement d'un côté ou d'un autre pouvait abattre ou sauver la monarchie. Je ne parle que d'un mouvement d'opinion ; car je ne mets pas en doute que les colonnes du maréchal Bugeaud n'eussent encore, à cette heure, écrasé facilement la révolte. Que serait-il arrivé d'une attaque en règle à dix heures du matin, moment où la chute du trône devint imminente ? Une bataille s'engageait, non pas avec les gardes nationaux qui se fussent retirés ou eussent secondé le pouvoir, quand le danger de la monarchie leur eut été connu, mais avec la horde descendue des faubourgs, le corps détestable des sociétés secrètes et la petite troupe de bourgeoisie atteinte de républicanisme. On les eut décimés, le pavé eut été teint de sang ; mais qu'y faire ? C'était le combat de Juin 1848 cinq mois plus tôt, avec le grand parti conservateur en place de la

petite coterie du *National*. En quoi donc, s'il vous plaît, le droit de l'un était-il moindre que celui de l'autre?

Le roi, croyant toujours à la fidélité de la garde nationale, confirma les ordres qui prescrivaient la retraite des troupes. Dès ce moment la catastrophe devint inévitable. La fraction républicaine vit que le pouvoir et la royauté allaient tomber expirants dans ses bras.

Qu'on ne croie pas, même à ce moment, à quelque stratégie savante de la part des chefs; aucun ne dominait la masse et n'imprimait de direction : c'est la force des choses seule, le manque complet de résistance qui poussa un flot de peuple vers les Tuileries et mit en fuite une royauté qui s'était désarmée.

Dès le matin, l'agitation avait été grande à *la Réforme;* l'affaire du boulevart y donnait les plus vives espérances, sans éveiller toutefois sérieusement l'idée de République. Au fond, on s'attendait à un combat sanglant dont les chances ne paraissaient pas trop mauvaises. Les rédacteurs et familiers du journal s'étaient armés, M. Flocon, de son fusil de garde national, M. Baune, d'un fusil de chasse, M. Caussidière, d'une carabine et d'un grand sabre consulaire qui lui pendait aux reins au bout d'un cordeau. En outre, se trouvaient là, porteurs d'armes de différentes sortes, MM. Tisserandot, Fargin-Fayolle, Albert, Boivin, etc.; le bon M. Grandménil ne portait rien qu'une grande soif, selon l'habitude. Cette troupe avait son quartier-général à *la Réforme*, et

poussait de fréquentes reconnaissances aux cabarets de la rue Jean-Jacques Rousseau. M. Etienne Arago arriva annonçant la retraite des troupes. Ce fut sur chaque visage une allégresse mêlée d'étonnement. M. Flocon s'écria :

— Ils ont perdu la tête ; si on s'en tient au cri de réforme et qu'on ne montre pas trop tôt l'oreille de la République, la partie est gagnée !

— Ma foi, ajouta M. Albert, on peut dire que la République nous vient en dormant.

Rien de plus vrai ; l'auteur véritable de la République, c'est la monarchie qui s'est retirée et lui a fait place.

Vers dix heures, une fusillade s'entendit du côté du Palais-Royal. MM. Caussidière, Tisserandot, Fayolle, Albert, Boivin quittèrent leur position prudente de la rue Jean-Jacques Rousseau et se rendirent au feu. Un instant auparavant, j'avais rejoint la troupe que je ne m'attendais pas à trouver armée, et à laquelle je me présentai simplement avec ma canne. Comme on s'étonna de me voir en tenue aussi pacifique, je pris avec moi deux ou trois hommes, j'allai dans le quartier de la place Vendôme, j'effrayai un pauvre commerçant et le forçai de me donner son fusil. Je revins aussitôt sur la place du Palais-Royal où la fusillade était fort vive. Les soldats du poste de la cour s'étaient enfermés au Château-d'Eau, avec la garde municipale, et s'y défendaient avec une grande bravoure ; mais qu'espérer ? Dix fusils se braquaient contre chaque assiégé

qui se montrait aux fenêtres. La défense ne se soutenait donc que par point d'honneur militaire; elle ne pouvait triompher à moins d'un prompt secours. J'aperçus, tant sur la place que dans la cour et aux deux barricades bouchant les ouvertures de la rue Saint-Honoré, une cinquantaine de gardes nationaux commandés par le major Poissat et les capitaines Lesseré, Fallet, Thomas, Greinezer et Jouanne; puis, quatre à cinq cents hommes du peuple, entremêlés de rares bourgeois. MM. Caussidière, Tisserandot, Albert étaient à la barricade du côté de la rue du Coq; M. Et. Arago dans la cour du palais. Ce dernier montre depuis, avec complaisance, un képi troué de balles qu'il portait, dit-il, dans le combat; cela se peut; cependant, il faut dire que les amis de ce vaudevilliste révolutionnaire le savent d'une imagination très-grande pour tout ce qui regarde l'honneur de sa personne; en toute sincérité on ne conçoit pas bien pourquoi les municipaux auraient tant tenu à maltraiter sa coiffure. Le surlendemain des glorieuses, M. Etienne Arago dictait à un jeune patriote borgne un récit de ses hauts faits, qui orna le feuilleton de *la Réforme;* M. Ribeyrolles en riait de tout son cœur, surtout du fameux képi pris pour cible par les municipaux; je crois que le public a droit de faire un peu comme M. Ribeyrolles.

M. Lagrange, que M. de Lamartine met partout dans son roman de *la Révolution,* était bien effectivement à la barricade du côté de la rue de Valois; il

contribua à dégager le général Lamoricière des mains d'une troupe de furieux.

Comme la résistance des soldats se prolongeait, un insurgé eut une idée horrible :

— Il faut les griller, s'écria-t-il : allons chercher des bottes de foin et mettons le feu au bâtiment!

L'exécution suivit les paroles; le peuple le plus généreux de l'univers s'en fut prendre des matières incendiaires et se mit en devoir de rôtir les assiégés, des soldats de cœur, les seuls qui, dans cette sombre journée, aient soutenu l'honneur du drapeau. Les flammes s'élevèrent bientôt autour du bâtiment, enfermant des défenseurs dans un double cercle de mort. Pris de désespoir, ces malheureux imprimèrent à la lutte une énergie sauvage ; pendant un instant, leur feu cribla les bandes d'insurgés; mais c'était l'effort suprême, le dernier bond contre le trépas. La fusillade de la forteresse se ralentit, devint de plus en plus rare, puis s'éteignit tout à fait. A sa place on entendit des gémissements et des cris de rage. Les murs embrâsés formaient une étuve où les assiégés brûlaient tout vivants. Mort pour mort, ceux qui conservaient quelques forces ouvrirent la porte et se livrèrent aux balles. Les épargner était un devoir d'honneur aussi bien que d'humanité : on les massacra jusqu'au dernier; le chef de bataillon qui les commandait fut éventré d'un coup de baïonnette. On entra alors dans le poste. Épouvantable spectacle [illegible] quante victimes étaient sur le carreau, incer[illegible] et trouées de blessures. Parmi elles, les in-

surgés purent contempler quelques-uns des leurs, amenés prisonniers la veille et ne formant plus qu'un charbon comme les soldats. Quand les morts passèrent sur des civières, leurs bourreaux se découvrirent et les saluèrent!...

Voilà ce que fut le combat du Palais-Royal, le seul de quelqu'importance pendant les trois jours. Je restai frémissant d'épouvante, écrasé devant ce spectacle. Plus d'une fois j'eus l'envie de décharger mon arme contre ces cannibales qui enfumaient leurs adversaires comme des bêtes fauves et les assassinaient ensuite sans défense. On m'a cité dans plusieurs récits comme ayant fait le coup de feu au Palais-Royal; j'y étais, mais je n'ai pas tiré.

Pendant ce temps la chute du trône se consommait. D'une erreur capitale le roi venait de tomber dans une autre. Il avait cru la garde nationale disposée à défendre la monarchie et s'en était fiée à elle. Sans doute la bourgeoisie voulait conserver la royauté constitutionnelle, mais puisqu'elle n'était pas là, il fallait la suppléer; il fallait balayer ces imposteurs ou ces niais qui prétendaient la représenter. Maintenant, par des rapports erronés ou perfides, le roi passait à l'extrême contraire. On était venu dire que toute la garde nationale, gagnée à l'insurrection, s'avançait menaçante contre le château, et il l'avait cru. C'était une nouvelle foudroyante.

Le roi était l'élu de la classe moyenne; lutter contre elle, se maintenir au prix d'une lutte san-

glante lui parut impossible. Il se résigna à tout. L'acte d'abdication était sous sa main, il le signa.

Les généraux d'Afrique, cette cohorte d'hommes au coup-d'œil sûr, à la volonté de fer, bouillonnaient d'impatience, tordaient leur épée de désespoir. Assister, l'épée au fourreau, à la chute de la monarchie, eux ses hommes d'armes; capituler sans défense devant une multitude traînée par des aventuriers, une bourgeoisie aveugle, traîtreusement conduite à l'abîme, et qui demain leur reprocherait de ne l'avoir pas sauvée malgré elle, cela brisait leur cœur de citoyens et de soldats. Plusieurs fois le vieux maréchal Bugeaud monta à cheval et se jeta au milieu des groupes, pour leur porter des paroles de raison; le général Lamoricière aussi fit de ces généreuses tentatives; tous deux furent accueillis par des menaces ou des coups de fusils. Les mots n'étaient plus de saison; il ne fallait que des actes; et le roi, qui se croyait enchaîné, enchaînait ses défenseurs.

Vers une heure, M. Aubert Roche, médecin, énervé par l'opium, homme sans valeur et sans autorité, se faisait introduire auprès du duc de Nemours, comme délégué d'une immense armée de gardes nationaux; cette armée, disait-il, massée autour des Tuileries, n'attendait qu'un signal pour les prendre d'assaut. Il suppliait le prince d'éloigner les troupes pour éviter l'effusion du sang. Qu'étaient-ce que les grandes forces de M. Aubert Roche? Quelques milliers de ces pauvres gens qu'on menait à la République par le chemin de la réforme. Une

troupe que les bataillons du Carrousel et des Tuileries eussent dispersée trois heures plus tôt, comme une volée de moineaux. Mais le prince, lui aussi, avait ordre de ne pas engager de lutte; il ordonna aux régiments de se retirer. Dix minutes après, le château des rois, laissé sans défenseurs, était livré à une abominable dévastation. L'Hôtel de Ville et toutes les positions capitales étaient occupées de la même façon, c'est-à-dire, sans un coup de fusil. Partout il avait été ordonné de ne pas faire de résistance. Incompréhensible fatalité!

Qu'avait fait la petite fraction républicaine dans ces événements? rien, si ce n'est de persuader qu'elle était partout lorsqu'elle n'était nulle part, hormis dans quelques groupes infimes. Elle se couvrait de la garde nationale pour paraître nombreuse, et abritait subrepticement son drapeau sous celui de la réforme. Elle savait si bien la répulsion de son nom qu'elle le cachait comme une honte. Tout son rôle, toute sa gloire consistent en ceci: Voyant le malentendu terrible qui existait entre la bourgeoisie et la royauté, elle avait poussé à la lutte, puis, comme ces loups qui suivent les armées, elle avait rampé derrière les combattants pour dévorer les cadavres.

Tout était fini, et le peuple souverain, qui avait gagné la bataille sans coup férir, mais à qui la main démangeait, trouvant aux Champs-Elysées un poste de municipaux qui ne songeaient à aucune résistance, les égorgeait froidement, à trois pas, en pous-

sant des éclats de rire féroces. A la Préfecture de police, de vieux soldats brûlaient leurs cartouches pour ne pas les livrer, jettaient leurs armes avec colère, et puis s'en allaient sans défense, protégés par la parole d'honneur de M. Caussidière. A un pas de la Préfecture, des décharges les roulaient sanglants sur le pavé.

Et aux Tuileries, où des écriteaux portaient cette vertueuse et révolutionnaire sentence : *Mort aux voleurs !* on volait les bijoux de la famille royale, on volait les objets d'arts, on volait les papiers, on volait les châles de Mme la duchesse d'Orléans, on volait pour la valeur de plusieurs millions, sans compter le vin des caves que la patriotaillerie buvait à même des tonneaux défoncés!

CHAPITRE VII.

J'ai raconté le drame, passons à la farce. *Le National*, vers midi, commençait à prendre ses mesures. Tout le cénacle était réuni : MM. Marrast, Recurt, Dornès, Thomas, Garnier Pagès, Vaulabelle, Marie, y compris MM. Louis Blanc et Etienne Arago, hommes de *la Réforme*, bien aises d'avoir un pied partout. On se battait au Palais-Royal ; les Tuileries étaient occupées qu'ils ne s'en doutaient pas ; mais la tournure des choses leur laissait tout espérer, et ils taillaient d'avance leur lopin dans la proie que le hasard leur livrait. On mettait en avant les noms du gouvernement révolutionnaire. Tout-à-coup on vient annoncer que le peuple est aux Tuileries. Vite la liste est bâclée, copiée et expédiée à *la Réforme*, à la Chambre et dans la multitude. Elle portait en tête : MM. Marrast, Garnier Pagès, Bethmont, Marie, quatre hommes de la coterie ! Et puis, MM. Fran-

çois Arago, Ledru-Rollin, Louis Blanc et Odilon Barrot, ce dernier pour la part qu'il avait prise à la révolution. L'honorable membre dut voir une sanglante ironie dans cet honneur qu'il n'avait que trop mérité et qu'il expie si cruellement. Cette besogne faite, et leur priorité ainsi établie, tous s'en allèrent, qui à la Chambre, qui à l'Hôtel de Ville, pour soutenir et enlever leur investiture.

M. Flocon n'avait pas quitté *la Réforme*, non plus que M. Baune ; comme des généraux en chef, ils se garaient du danger pour conserver leur précieuse personne au parti ; il y a cette différence que les troupes républicaines ne leur obéissaient aucunement, et que le tohu-bohu révolutionnaire roulait tout à fait en dehors de leur influence. M. Caussidière et ses compagnons avaient regagné leur bureau après la grillade humaine du Palais-Royal, ne se doutant pas de l'invasion des Tuileries et de l'état réel des choses. On vint dire qu'une attaque générale se préparait contre le château ; tout le monde prit les armes et partit pour le théâtre de l'action. Ils marchaient à grands pas et pleins d'ardeur, quand je fis leur rencontre rue Montesquieu. Avec M. Flocon, il y avait MM. Caussidière, Albert, Tisserandot, Fayolle et deux ou trois autres. Je revenais des Tuileries, l'œil morne, et me rendais moi-même à *la Réforme*.

« Où allez-vous ? » lui dis-je.

« Prendre les Tuileries, » répondit fièrement M. Flocon.

« C'est fait ; vous arrivez trop tard. Je viens de voir un chiffonnier roulé dans les coussins du trône. »

Quelle nouvelle ! Chacun s'embrassa de joie. Désormais la dissimulation était inutile, le danger passé ; on couvrit la rue d'un vaste cri de : Vive la République ! Au Carrousel, quelques clameurs pareilles avaient déjà retenti, mais sans produire l'effet attendu. Des gardes nationaux qui les avaient entendues étaient partis, l'oreille basse, en murmurant : Qu'avons-nous fait ?

Sans perdre une minute, on retourna à *la Réforme*, où se trouvèrent bientôt réunis une trentaine de patriotes, armés de toutes pièces et faisant grand tapage. M. Louis Blanc arriva en uniforme ; il s'était déguisé ainsi depuis un instant afin de se faire voir en tenue militaire. M. Thoré n'avait que son patriotisme pour tout bagage. Voici la liste exacte de ces individus qui allaient se transformer en grands électeurs de l'Empire :

MM. LOUIS BLANC.
FLOCON.
BAUNE.
THORÉ.
CAUSSIDIÈRE.
ÉTIENNE ARAGO.
CAHAIGNE.
SOBRIER.
FARGIN-FAYOLLE.
ALBERT.
DE LA HODDE.
TISSERANDOT.
CHENU,

PONT, rédacteur du *Haro de Caen*.
GARNAUX, caissier du journal.
PETIT, employé aux abonnements.
JEANTY SARRE, copiste de M. Étienne Arago.
AUGIER, coupeur du journal.
VALLIER, capitaine en retraite.
GRAS, commis voyageur.
BOCQUET, instituteur.
BOIVIN, tourneur en cuivre.
JOSEPH LEDOUX, carreleur de souliers.
ZAMMARETTI, fumiste.
GAULIER, vidangeur.
BOILEAU, mécanicien.
GERVAIS, maçon.
DUPUIS, corroyeur.
DELPECH, fondeur.
TISSOT, charpentier.

Il y avait, en outre, plusieurs rédacteurs subalternes, un commis aux écritures et les garçons de bureau.

A l'instant même on entra en séance, car le temps pressait, et il ne fallait pas, comme fit observer un brave homme, laisser escamoter la révolution... par d'autres. Les trente palatins se tenaient rangés, debout, le fusil au poing, autour du tapis vert. Il fut convenu qu'on représentait parfaitement le peuple français, et qu'on allait lui faire cadeau d'un gouvernement. M. Flocon lut la liste du *National* qu'on venait de lui remettre, et en donna lecture.

« Bon ! » s'écria le capitaine en retraite, « les intrigants du *National* sont déjà en mouvement. »

Intrigants pour intrigants, ceux de *la Réforme* avaient tout l'air de marcher de pair avec leurs ri-

il n'y eut pas de manifestation dans la cour, les phalanges n'y ont jamais existé et cette fameuse cour où on entendait des *milliers* de voix enthousiastes, n'a pas plus de soixante pieds de long sur quarante pieds de large; c'est-à-dire que trois cents personnes n'y tiendraient pas.

La liste, expurgée de quelques noms, augmentée de quelques autres, se trouva définitivement composée de la manière suivante : MM. Fr, Arago, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Flocon, Albert, de Lamartine, Marie, Recurt et Marrast. On voit que *la Réformé*, sans s'arrêter à l'affront du *National*, faisait à M. Marrast la galanterie de le comprendre dans son gouvernement.

Lecture ayant été donnée des noms de ces divers personnages, on tomba d'accord que le gouvernement de la France leur revenait de droit; on les proclama donc solennellement en présence des électeurs souverains, y compris les commis et garçons de bureaux du journal. On n'oublia qu'une chose : de dresser procès-verbal de cette majestueuse opération.

L'assemblée s'occupa ensuite du service des principales administrations. Elle nommait le pouvoir suprême, c'était bien le moins qu'elle pût nommer des agents inférieurs ; on convint de fabriquer à l'instant même un préfet de police et un directeur des postes. Pour le premier emploi on proposa M. Caussidière, qui se faisait remarquer dans le groupe par ses grosses épaules et son grand sabre de 93. Comme il était parvenu à nourrir *la Réforme* par une série

d'expédients de diverses natures, on le tenait pour un homme très expert, et très apte à remplir une mission délicate. Il se fit bien prier un peu, alléguant que la police n'était pas un métier de son goût, mais cette considération ne l'arrêta pas longtemps. On connaît la sincérité de ses scrupules : pour garder cet emploi dont il semblait faire fi, il se retranchait le jour même à la préfecture, avec un corps de janissaires dont les exploits sont connus. Afin d'alléger le fardeau, il fut question de lui donner un aide; M. Sobrier s'avança bruyamment, bouscula la foule, et déclara qu'il se proposait. Le premier venu est le premier pris en révolution; M. Sobrier fut proclamé préfet de police en second.

Quant à la direction des postes, l'idée de l'offrir à M. Étienne Arago ne souleva aucune objection; surtout de la part de ce dernier qui se sentit très-capable de signer des arrêtés administratifs avec sa plume de vaudevilliste. Un patriote agréable fut très-applaudi en disant que la place d'un homme de lettres était à la poste.

La cérémonie était terminée. On poussa un cri de: vive la République, et les nouveaux dignitaires coururent au plus vite à leurs emplois.

Mais ce n'est pas tout, il y eut le 24 une troisième plaisanterie de ce genre.

Les deux premiers jours de la lutte, M. Ledru-Rollin, on s'en souvient, se comporta d'une façon médiocrement héroïque ; on ne l'aperçut nulle part dans la rue; il se glissa deux ou trois fois à la

Réforme pour avoir des nouvelles, mais n'y fit guère sentir son autorité de chef de parti. Rien ne se dessinait, ce qui empêchait le tribun de se dessiner lui-même. Le soir du 23, après le drame sanglant du boulevart, il commença à se reconnaître; évidemment cette affaire changeait la condition des choses. Toutefois, il ne sortit pas encore de sa prudente réserve.

Le lendemain, vers deux heures, la bataille du Palais-Royal était gagnée, et les Tuileries s'étaient rendues. La révolution était faite. Pour le coup, le moment de se montrer était venu. Le tribun arriva fièrement à la Chambre. Mais en face de Mme la duchesse d'Orléans et du comte de Paris, que saluaient de vives acclamations, il ne sût que faire. Me Marie avait déjà proposé la nomination du Gouvernement provisoire; Me Crémieux avait fait un plaidoyer contre la famille, dont il escortait la voiture un instant auparavant, que le chef des patriotes n'avait pas encore desserré les dents; ce fut seulement à l'apparition d'une bande d'hommes armés, que son grand cœur se réveilla; en voyant la révolution dans la Chambre, il jugea qu'il n'y avait plus à hésiter. Il se leva, fit ronfler quelques phrases contre le projet de régence et s'occupa tout de bon à mettre la main sur le pouvoir abandonné. La scène qui se passa alors est du comique le plus lamentable.

L'idée d'aller à la Chambre provenait d'un Monsieur Bussy et de quelques gardes nationaux de la Villette; ils firent appel à une bande de routiers qui

passait et partirent avec l'intention de jeter les députés par les fenêtres. On sait comment ils s'introduisirent de force et firent un bivouac de la représentation nationale; ils étaient cent cinquante à deux cents. Tous les députés avaient disparu à l'exception de ceux qui étaient républicains auparavant, ou qui l'étaient devenus tout-à-coup au glorieux tableau de la populace souveraine; donc, les deux cents insurgés, parmi lesquels il s'en trouvait peut-être qui avaient grillé les soldats du Palais-Royal, allaient à leur tour disposer des destinées de la France.

M. Ledru-Rollin est au milieu de cette bande sinistre; il la constitue en arbitre de la situation et l'invite à nommer un gouvernement. Des noms ont été proposés un instant auparavant par M. de Lamartine, pauvre papillon empétré dans cette vase; mais il y a eu des réclamations et M. Ledru-Rollin, homme de palais, veut que les choses se fassent en règle.

« Citoyens, dit-il, vous comprenez que vous faites » ici un acte grave en nommant un gouvernement » provisoire. Ce que tous les citoyens doivent faire, » c'est d'accorder silence et de prêter attention aux » hommes qui veulent *se constituer* ses représentants; » en conséquence, écoutez-moi. Nous allons faire » quelque chose de grave. Il y a eu des réclamations » tout à l'heure. Un gouvernement provisoire ne » peut pas se nommer *d'une façon légère*. Permettez-» moi de vous dire les noms qui semblent proclamés » par la majorité. A mesure que je les lirai, suivant » qu'ils vous conviendront, ou ne vous conviendront

» pas, vous crierez *oui* ou *non*. (Très-bien ! écou-
» tez !) et *pour faire quelque chose d'officiel*, je prie
» MM. les sténographes du *Moniteur* de prendre note
» des noms à mesure que je les prononcerai, parce
» que nous ne pouvons pas présenter à la France des
» noms qui n'auraient pas été approuvés *par vous*. »

Cela semble tiré d'une pièce d'Odry; mais c'est authentique et littéral; *le Moniteur* est là pour l'attester.

M. Ledru-Rollin, homme politique fort grave, n'entend pas qu'on nomme un gouvernement à la légère. Il est en présence de quelques douzaines d'aventuriers qui représentent très-fidèlement le peuple français, c'est au mieux ; mais il faut que ces mandataires procèdent régulièrement; sans quoi le pays aurait droit de se plaindre. Pour que l'opinion de la France soit bien exprimée, il y a un moyen : que les deux cents insurgés crient : *oui* ou *non*, lorsque M. Ledru-Rollin appellera les noms; de cette manière tout sera légal et la nation trop heureuse de ratifier des choix aussi solennels. Elle le fera avec d'autant plus de plaisir que *le Moniteur*, averti de prendre note, proclamera le lendemain cette décision souveraine. M. Ledru-Rollin réclame l'intervention du *Moniteur*, parce qu'elle donne aux nominations un cachet officiel, et que ce caractère appartiendra, comme il le dit très-bien, aux choix approuvés par la poignée d'individus qui ont envahi la Chambre.

Donc, la question étant posée de cette grave manière, M. Ledru-Rolln procède dans l'ordre suivant à l'appel des noms :

Dupont, de l'Eure. (Oui! oui!)

Arago. (Oui! oui!)

Lamartine. (Oui! oui!)

Ledru-Rollin. (Oui! oui!)

Garnier Pagès. (Oui! oui! — Non!)

Marie. (Oui! oui! — Non!)

Crémieux. (Oui! oui!)

Une voix dans la foule. — Crémieux! mais pas Garnier Pagès. — Si! si! — Non! — Il est mort le bon!

M. Ledru-Rollin. — Que ceux qui ne veulent pas lèvent la main. (Non! non! — Si! si!)

Il se fait un tumulte; les *si* et les *non* s'entre-croisent. Les destinées de la France sont fort ballottées. Mais sans s'arrêter à ce léger désaccord, M. Ledru-Rollin reprend la parole en ces termes : (toujours textuel).

« Messieurs, le Gouvernement provisoire, *qui vient* » *d'être nommé,* a de grands, d'immenses devoirs à » remplir. On va être obligé de lever la séance pour » se rendre au sein du Gouvernement, et prendre » toutes les mesures nécessaires pour que les droits » du peuple soient consacrés. »

La séance est levée effectivement et le tribun part en triomphe pour l'Hôtel de Ville.

Certes! la nomination des Empereurs d'Allemagne était mesquine auprès de ces scrutins à coups de crosses de fusils et de votes avinés; en fait d'élection aussi extraordinaire, on ne trouve guères que celle du roi des Ribauds.

CHAPITRE VIII.

M. Ledru-Rollin, escorté de MM. Jules Favre, Félix Pyat, Grandménil et de la bande du palais Bourbon, considérablement grossie sur la route, arriva à l'Hôtel de Ville vers quatre heures. Des milliers de décharges saluaient son passage. Tous les mauvais sujets de Paris s'étaient procuré des armes, depuis la débandade du Gouvernement; pendant trois jours, ils assourdirent et épouvantèrent la capitale d'un immense et continuel feu de peloton. Qu'on ne croie pas que, sur le passage du tribun, la République fut acclamée universellement; quelques bandes la hurlaient d'une voix enrouée; mais la bourgeoisie restait stupéfaite, et les hommes d'ordre dans un morne accablement. Arrivé à l'Hôtel de Ville, M. Ledru-Rollin se fit place, tant bien que mal et, monté sur une estrade, proclama, dans un discours embarrassé, non pas la République so-

ciale, non pas même une République quelconque, mais la Souveraineté du peuple purement et simplement. Il déclara que la nation serait appelée à se donner une forme de gouvernement. M. Ledru-Rollin n'était pas encore sûr de son fait, tant s'en faut. Si les clameurs de république sociale, dont il a parlé depuis dans certains discours, avaient environné l'Hôtel de Ville, il n'aurait pas hésité à s'exprimer nettement; mais il était trop troublé d'un fait qu'il regardait comme impossible trois jours auparavant, et il voyait trop bien l'incertitude des esprits pour s'aventurer au-delà d'une faconde prudente.

Tous les élus des trois diètes étaient arrivés; ils jouèrent longtemps à Colin-Maillard dans la cohue des salles, avant de se rejoindre et de pouvoir commencer leurs opérations. Avant tout, il y avait à s'occuper d'une vérification de pouvoirs. Trois collections de souverains arrivaient de côtés différents; quels étaient les bons? La difficulté semblait assez grave; mais elle fut tranchée d'une manière fort simple: on admit tout le monde pour ne pas faire de jaloux, y compris le souverain en blouse. On essaya bien d'abord de donner à quelques-uns le simple titre de secrétaire, avec arrière-pensée d'expulsion prochaine; mais l'idée ne réussit pas: il fallut laisser à chacun sa part égale de dictature.

On se mettait à l'œuvre, et la désorganisation de la société se décrétait rondement, lorsque M. Drevet père, un très-vieux patriote, à ce qu'il paraît, quoique très inconnu, se présenta au Gouvernement,

déclarant que le peuple voulait assister aux délibérations pour donner ses idées et empêcher le char de la révolution de verser dans l'ornière. L'exigence pouvait passer pour fort ridicule ; on ne s'empressa pas moins de l'admettre. Monseigneur le faubourien était le maître ; il en fallait passer par ses caprices. On lui accorda un certain nombre de délégués à qui il fut permis de dicter insolemment ce qu'ils avaient à faire, à des hommes qui se vantaient d'être un gouvernement.

La majorité des dictateurs recula jusqu'à minuit la proclamation de la République ; alors seulement, sur l'injonction de la populace, elle se décida à lâcher le mot; non pas franchement et nettement, mais comme des gens qui ont la main forcée et qui biaisent. « Le Gouvernement provisoire veut la République, sauf ratification par le peuple, qui sera immédiatement consulté. » Telle fut la formule.

L'Hôtel de Ville regorgeait de patriotes, poussés comme des champignons, dont les plus vieux républicains n'avaient jamais connu les titres ni le nom. A l'inhumation des victimes, j'en trouvai un qui marchait avec le Gouvernement provisoire, donnant du citoyen à pleine bouche. Il avait fait métier jusque là de se gausser de la démocrapule, comme dit M. Chenu, et ne s'était jamais plus inquiété de la République que M. Bareste, lequel avait coutume de dire, avant février, que tout homme sage n'a qu'une opinion, celle du bifsteck. Je m'informai de cet amateur, et j'appris qu'il était l'un des secré-

taires du Gouvernement provisoire. Je ne pus m'empêcher de hausser les épaules et de lui demander, devant MM. Louis Blanc et Caussidière, depuis quand il était devenu si bon républicain. On le mit à la porte le soir même. C'était chose repoussante que de voir la platitude des gens, et comment on léchait les bottes d'hommes qu'on n'eut pas touchés la veille avec des pincettes. Cela m'avait frappé à l'Hôtel de Ville, mais m'indigna à la Préfecture de police. De hauts employés, parmi lesquels je citerai tout d'abord M. Elouin et M. Allard, étaient pour M. Caussidière d'une servilité qui dépassait celle du pauvre Jean, ce domestique qui payait les faveurs du préfet avec le cognac de M. Delessert. Ces messieurs, qui se savent impossibles maintenant, font patte de velours aux chefs de la Préfecture sous la monarchie, espérant qu'un revirement pourra les remettre à flot. J'ai la conviction qu'ils se trompent. D'abord, j'avertis ici tout haut M. Delessert et M. Pinel que ces serviteurs, si fidèles en paroles, si prodigues de belles protestations après coup, les auraient fait pendre sans miséricorde pour conserver l'honorable amitié du préfet de Février. Le fait avancé par M. Chenu est vrai : ils ont fait espionner leurs bienfaiteurs au profit d'une tourbe immonde. J'ai signé moi-même, comme secrétaire-général, le passeport d'un employé qui fut envoyé à Londres avec une mission secrète. Il y a autre chose : ces deux amis de l'ancienne administration m'ont vendu, moi, à M. Caussidière. Je ne faisais pas d'orgie,

cependant, à la Préfecture ; je n'y rêvais pas tout haut de chaos social, de flots de sang et de dictature populacière, pourquoi donc m'ont-ils livré ? Ont-ils tué, je ne dirai pas ma personne, mais mon action qui ne pouvait tendre qu'aux idées d'ordre ? Je n'en veux pas, comme particulier, à ces messieurs ; mais, comme homme de parti, j'ai le droit de leur dire et je leur dis qu'ils ont agi bassement ; ils ont fait ce qu'un bon fonctionnaire n'a jamais fait, même sous le couteau, ce qu'un homme de cœur ne fera jamais.

J'en étais à l'Hôtel de Ville. Le 28, j'y allai rendre visite à d'anciens compagnons. L'un d'eux me dit :

« Sais-tu ce qui arrive au général Lagrange ?

— Comment, général ? depuis quand possède-t-il ce grade ?

— Tu ne sais donc rien. Il s'est installé dans l'Hôtel de Ville comme commandant ; un farceur l'a appelé général, il a pris la chose au sérieux, s'est fait présent d'un beau chapeau, d'une paire d'épaulettes, et puis a tranché du général tout au long.

— C'est un beau trait. Mais que lui est-il arrivé?

— La nuit dernière il s'est levé en poussant des cris et a crevé la muraille de deux coups de pistolet, prétendant avoir affaire à une troupe de royalistes qui voulaient l'assassiner. Depuis il bat la campagne ; son hallucination ne le quitte pas. On l'a rencontré ce matin, errant par la ville, dans un état déplorable.

— Il y a du mystère là-dessous ; comment explique-t-on cette aventure ?

— On parle de la fusillade des Capucines. Du reste, toutes sortes de versions circulent. J'ai entendu raconter tout bas que sa folie n'est pas réelle ; il y a des gens qui auraient intérêt, dit-on, à y faire croire... Si l'idée du massacre du boulevart provient de certains hommes que tu devines ; ces hommes, maintenant au pinacle, peuvent être bien aises de mettre l'affaire sur le compte d'un aliéné... Tu comprends? »

J'avais fort bien compris.

Je ne rejoignis M. Caussidière que le 25. Attéré par la catastrophe de la veille et par ma position, j'avais résolu de m'expatrier. Mais, après réflexion, je pris le parti d'aller à la Préfecture de Police, jugeant que j'y pourrais servir la cause de la raison et de la justice. M. de Lamartine prétend que les instructions du Gouvernement étaient de faciliter la fuite de la famille royale ; voici ce que je sais : Le 26, M. Caussidière me dépêchait aux Invalides avec ordre d'appréhender au corps Mme la duchesse d'Orléans, qui devait s'y trouver, et de l'amener à la Préfecture. De bon vouloir, M. de Lamartine n'en manquait certainement pas, mais on voit comment ses intentions étaient remplies. La princesse n'était plus aux Invalides. J'avais pris mes mesures, et je l'eusse sauvée, je l'espère, si elle s'y était trouvée. Quand je revins de cette expédition, le préfet me dit :

« Il faut vous installer au secrétariat général, j'ai besoin ici d'hommes solides. La boutique administrative marchera toujours à peu près ; j'ai con-

servé provisoirement les anciens employés ; quand ils auront formé les patriotes, nous les *balancerons;* l'affaire n'est pas là. Il s'agit de faire de la Préfecture la place forte de la révolution ; donnez le mot à nos hommes ; qu'ils viennent tous. Lorsque nous aurons ici un millier de bons b....., nous tiendrons la queue de la poële. Ledru-Rollin, Flocon, Albert et moi, nous nous entendons, et j'espère que la besogne marchera. Il faut que *le National* soit culbuté. Cela fait, nous républicaniserons le pays de gré ou de force.

L'idée générale de M. Caussidière se résume dans ces paroles. Son idée particulière, dès le premier jour, fut de se maintenir de force à son poste. M. Garnier Pagès, maire de Paris, sous les ordres duquel la police avait été placée, vint voir son subordonné et lui laissa entendre que le commandement du château de Compiègne serait bien plus convenable, à un homme comme lui, que le vilain métier qu'il allait faire ; cela tomba dans l'oreille d'un sourd. L'ex-commis-voyageur lui répondit de sa petite voix flûtée, dont le contraste était si étrange avec ses grosses épaules :

— M'en aller à Compiègne ? Impossible ; il faut que je reste ici. J'ai là, en bas, plusieurs centaines de bons enfants qui travaillent bien ; j'en attends encore deux fois autant. Si la bonne volonté ou le courage vous manque à l'Hôtel de Ville, j'irai vous aider... Ah ! ah ! la révolution fera son petit bonhomme de chemin, il le faudra bien.

— La révolution ! mais elle est faite.

— Bah ! elle n'est pas commencée.

Le pauvre maire resta abasourdi. En passant dans la cour, il avait entrevu quelques-uns de ces bons enfants, dont lui parlait son préfet ; c'étaient des sacripants finis, l'œil louche, la lèvre gloutonne, drapés d'un haillon et armés jusqu'aux dents. Il fit rassembler les employés à qui il voulait adresser une harangue de bien-venue, et, dans son trouble, leur promit, entre autres choses, que la République allait augmenter leurs traitements.

Le lendemain, M. Bethmont, ministre du Commerce, vint à son tour. L'impression qui le saisit fut encore plus terrible ; il n'échangea que quelques paroles et se retira épouvanté.

Un livre récent a tracé de l'intérieur et du personnel de la Préfecture un tableau sur lequel je ne reviendrai pas ; il me suffira de dire que les couleurs, si crues qu'elles soient, sont d'une palpitante vérité. En toute justice, il faut avouer cependant que M. Caussidière valait un peu mieux que son entourage. Ce n'est point un méchant homme, au fond. Quoique sans instruction, il peut se tirer d'affaire dans bien des cas, à l'aide d'une certaine intelligence et d'une finesse qu'il cache sous un grand air d'ingénuité. Qu'il ait cherché à remettre un peu d'ordre dans Paris, c'est incontestable ; mais qui ne l'aurait fait à sa place ? Qu'il ait empêché qu'un plus grand désordre eût lieu, c'est possible, en ce sens qu'un autre n'aurait pas eu son autorité sur les bandes sinistres de la Préfecture ; mais tout cela n'empêche

pas que le bonhomme ne nous l'ait fait échapper belle. Connaissant son parti à fond, sachant bien que, quoique taré et d'une capacité ordinaire, il valait autant que tout autre patriote, il s'était mis en tête d'arriver ni plus ni moins qu'à la dictature; non pas à la dictature à onze, mais à la dictature à lui tout seul. Déjà une partie de son plan était réalisé. Au moyen de ses janissaires, il s'était ancré à la Préfecture, malgré la majorité du Gouvernement qui le détestait et le méprisait; puis, à l'aide de quelques mesures d'édilité que lui soufflaient des employés capables, tels que M. Jennesson dont les services en différents genres lui furent fort utiles, il se façonnait tout doucement une popularité dont il n'entendait pas faire une chose de luxe. Au 15 Mai, il aida au mouvement, mais à contre-cœur, parce que le succès lui montrait des concurrents terribles dans MM. Blanqui et Raspail. Aux affaires de Juin, ce fut différent, il était débarrassé de ses rivaux, et toute sa sympathie, si ce n'est sa bravoure, fut acquise à l'insurrection. L'inspiration, l'influence et une bonne partie de la direction viennent de lui. C'est lui que la République sociale eut certainement élevé sur le pavois, en cas de triomphe. Magnifique spectacle pour le monde! Le héros de l'épopée-Chenu, maître absolu des destinées de la France!

Voilà le sort ridicule et terrible dont le ciel nous a préservés.

Au reste, l'orgie crapuleuse ne s'étala pas seulement à la Préfecture. Une partie des héros des so-

ciétés secrètes qui avaient suivi M. Albert au Luxembourg, s'y donnèrent aussi la satisfaction d'une régence démocratique. De charmantes fêtes étaient improvisées chaque soir au petit Luxembourg, et le vin du grand-référendaire y arrosait le gosier rauque des patriotes et de leurs poétiques maîtresses, des bayadères de la Cité à 15 sous! Un certain M. Barbier, chef de groupe dans les *Saisons*, menait ces parties fines. Le jour, on allait écouter avec ardeur le roitelet du communisme, dévidant son chapelet de balivernes, jetant l'encensoir au nez de ses bedeaux les délégués et grimaçant toutes sortes de sensibleries vertueuses, c'était la corvée; les pelouses du jardin et les appartements souillés du palais voyaient le délassement. M. Louis Blanc fermait les yeux pour n'avoir pas à gourmander ses amis, pauvres agneaux qui l'écoutaient avec une admiration si touchante. M. Albert, le meilleur de la bande, le moins fou et le moins charlatan, cédait au torrent par faiblesse. L'homme du coup de pistolet à poudre des Tuileries, M. Henry, cet idiot intéressé qui simula un régicide par spéculation, vint rappeler son exploit à M. Albert qui lui donna un billet de 1,000 francs! Le sens moral avait quitté tout le monde. Il s'était fondé, au Luxembourg, avec les fonds de l'État, une caisse où tous les repris de justice politiques faisaient queue soir et matin. Dieu sait combien d'escrocs y ont puisé! M. Grandménil, M. Barbier, M. Lhéritier (de l'Ain) présentaient les états de paiement à M. Albert qui les signait sans

regarder. A la fin, il donna même des signatures en blanc. C'était un charme que de voir distribuer les bons de 100, 200, 500 francs au premier venu qui se présentait avec les mains sales, la voix enrouée et une mine d'échappé de galères. Disons qu'à la fin, instruit de cette odieuse dilapidation, M. Albert se fâcha et y mit ordre. Quant aux médianoches délicats, émaillés de bayadères de casernes et de vin de champagne bu dans des chopes, leur cours ne cessa qu'à la naissance de l'affreuse réaction. Il fallait bien que le pauvre peuple prît quelques distractions.

J'arrêterai ici ce travail. L'esquisse que j'ai essayée me paraît suffisante. Dans un livre, qui est sous presse, je ferai l'histoire complète de la fraction républicaine sous le dernier gouvernement. Ce que je tenais à exposer sur le champ, pour compléter la lumière qui s'est faite d'un autre côté, c'est le tableau net, positif, saisissant de la révolution de Février ; ce que je voulais prouver d'une manière catégorique, c'est que la chute de la monarchie n'est qu'un accident, provoqué par l'imprudence de la bourgeoisie et la défaillance sans exemple de l'autorité. Les républicains n'ont joué dans l'affaire que le rôle de taon, harcelant le bœuf échauffé. Tout ce qui leur revient dans la révolution, c'est la supercherie des gardes nationaux, la tuerie du boulevart, la grillade du Palais-Royal, les déprédations des Tuileries, les saturnales de la Préfecture et du Luxembourg, et enfin le chaos social posé sur la

France à la place de l'ancienne couronne des rois!

Il y avait vingt mille républicains dans tout le pays avant Février; est-ce l'expérience du gouvernement populaire, ses mœurs, ses procédés, ses résultats, le trouble dans la rue, dans les esprits et dans les intérêts, la dictature, les montagnards, les clubistes, Juin 1848, Paris désert, les provinces consternées, le commerce anéanti, est-ce tout cela qui a républicanisé la France? Qui oserait le dire? La France n'est donc pas plus républicaine après qu'auparavant. Des dupes, des ambitieux, des traficants de désordres, des orgueilleux fourvoyés, voilà tout ce qui forme aujourd'hui le surplus des vingt mille démocrates de la veille. Ceux de ces hommes qui sont de bonne foi reviendront à la vérité aussi facilement qu'ils sont allés à l'erreur. Quant aux autres, un grand pays a-t-il à compter avec leurs fantaisies? En fait, la France est tenue dans l'état où elle est par l'imperceptible minorité des hommes de la veille; il est bon de faire savoir cela encore au pays. Il a vu ces hommes à l'œuvre; ils sont prêts à recommencer. Veut-il les laisser faire?

Un homme qui, toute sa vie, a lu à livre ouvert dans le cœur et l'existence de ce qu'on nomme la démocratie sociale, qui n'est autre que le communisme, le déclare ici froidement et sans haine: il n'y a parmi elle que des dupes et des dupeurs. Si le pays les frappe clairement de sa réprobation; avant une année, l'autorité aidant, ils peuvent être atteints de mort; si l'indifférence publique les encourage, avant un an, ils peuvent avoir dévoré la société.

TABLE DES MATIÈRES.

PRÉFACE..... 5

CHAPITRE Ier. — Les Sociétés secrètes et *la Réforme;* ce qu'elles valent..... 9

CHAPITRE II. — Histoire de ce journal affamé..... 24

CHATITRE III. — M. Louis Blanc et M. Ledru-Rollin demandent à aller se cacher le 21 février..... 38

CHAPITRE IV. — Incertitude des agitateurs dans la journée du 22. — Les faux gardes nationaux..... 50

CHAPITRE V. — Massacres du boulevart des Capucines. — Les organisateurs de l'assassinat partent des bureaux du *National*..... 60

CHAPITRE VI. — La grillade de la place du Palais-Royal. — Scènes de carnage. — Sac des Tuileries..... 74

CHAPITRE VII. — Les trois gouvernements provisoires. — Le pouvoir est escroqué..... 85

CHAPITRE VIII. — Le lendemain de la Révolution. — La folie de M. Lagrange. — MM. Elouin et Allard font espionner leurs anciens bienfaiteurs. — Ordre d'empoigner Mme la duchesse d'Orléans. — L'orgie passe de la Préfecture au Luxembourg. — Où nous allons..... 98

LES

CONSPIRATEURS.

Paris. — Imprimerie Bonaventure et Ducessois,
55, quai des Grands-Augustins.

LES CONSPIRATEURS

PAR

A. CHENU
Ex-capitaine des gardes du citoyen Caussidière.

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES

LA PRÉFECTURE DE POLICE
SOUS
CAUSSIDIÈRE

LES CORPS-FRANCS.

PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS,
Palais-National.
ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

1850

Ces Mémoires sont les souvenirs d'un homme qui s'est trouvé fatalement mêlé aux événements qu'il entreprend de retracer avec la plus scrupuleuse exactitude.

Les persécutions sans nombre, les infâmes calomnies qui ont été dirigées contre lui n'ont point aigri son caractère au point de le rendre à son tour calomniateur. Il a été attaqué dans son honneur, qui est celui de sa famille; il veut se réhabiliter aux yeux des honnêtes gens. Mais, plus habile à manier le marteau que la plume, il sera heureux si son inexpérience dans l'art de bien dire lui permet d'atteindre le but qu'il s'est proposé. C'est sur

cette inexpérience qu'avaient compté ses ennemis, et pourtant il espère leur prouver qu'une volonté déterminée sait vaincre tous les obstacles.

Indépendant aujourd'hui, sans fiel au cœur, il oublie les souffrances passées ; mais tout en vengeant son honneur outragé, il croit, en faisant connaître l'ingratitude et les projets de ceux dans les rangs desquels il avait fait abnégation de sa vie, rendre un service à la société, et empêcher peut-être les nouveaux désastres que nous préparent encore les éternels fauteurs des révolutions. Avec le titre saint d'amis du peuple dont ils couvrent leur ambition effrénée, ils entraînent des milliers de malheureux, les égarent par leurs doctrines subversives et de brillantes promesses ; puis, après s'être fait un marchepied de leur folie, il les rejettent avec dédain, trop heureuses encore leurs victimes si elles n'ont qu'à gémir de l'ingratitude de leurs anciens amis devenus leurs maîtres. Souvent, pour se dé-

barrasser de complices incommodes, ces hommes sans cœur les couvrent de boue et d'infamie.

Que leur font, en effet, les pleurs et le désespoir des familles! ne sont-ils pas arrivés au pouvoir sans s'arrêter un instant à l'idée que chacun de leurs pas laissait une trace de sang!

C'est en vous voyant de près que l'auteur a appris à vous connaître, vils exploiteurs! Il peut vous demander où sont vos promesses d'autrefois, vos écrits, vos discours. Vos actions? chacun les connaît maintenant; ne vous a-t-on pas vus à l'œuvre? Qu'avez-vous fait? Rien!,. ah! si fait; vous avez travaillé, mais pour vous, à vous enrichir. Voilà tout! Égoïstes! que vous a-t-il manqué pourtant? Vous étiez à même de remplir toutes vos promesses: l'administration, le trésor, l'armée, le peuple, tout enfin vous appartenait. En avez-vous profité pour relever aux yeux du monde entier la gloire et le prestige du nom français traînés dans la boue, disiez-vous, pendant un

règne honteux de dix-huit ans? Non! comme vos devanciers, vous avez accrédité vos ambassadeurs auprès de la Sainte-Alliance; vous avez laissé subsister les traités de 1815; vous n'avez pas même protesté contre ces traités; et cependant vous n'aviez pas assez d'expressions pour les flétrir quand vous faisiez de l'opposition.

Une fois les maîtres, vous avez trouvé commode de gouverner la République avec les vieux rouages de la monarchie. Vous n'avez rien imaginé de sérieux, de durable. Votre passage aux affaires a été déplorable et sera une des pages funestes de l'histoire de notre pays.

Les hommes éminents que la crainte de l'opinion vous avait forcés de vous adjoindre n'osaient rien proposer de grand et de vraiment démocratique, car ils craignaient de lâcher la bride à vos imaginations déréglées. Mais que vous importait le peuple! Vous meniez un train de princes, messeigneurs! vous

vous faisiez servir par la valetaille des châteaux royaux. O démocrates ! comme ils étaient doux vos loisirs, et que vous deviez bénir la baguette magique du peuple qui était venue changer vos sales mansardes en splendides palais !

Il est délicieux, n'est-ce pas, de se faire traîner en brillant équipage, d'avoir une garde du corps, des acclamations sur son passage, une livrée, des maîtresses dans tous les théâtres de Paris et de l'or à pleines mains ; de l'or quand on n'a jamais eu que des dettes ? quel contraste avec votre vie passée !..

Mais ceci est un tableau qui doit tenir sa place dans le cours de ces mémoires, et l'auteur pourrait paraître avoir conservé le souvenir des maux que vous lui avez fait souffrir après Février, prison, exil, diffamation, tandis qu'il n'écrit que pour se justifier, et qu'il ne se souvient de vous que pour vous plaindre.

Les rôles sont bien changés, d'ailleurs ; vous si puissants et si terribles naguères, vous

avez à votre tour la prison et l'exil pour partage. Vous avez donc droit à sa pitié, à lui qui a repris sa vie paisible et laborieuse d'autrefois.

C'est avec une véritable douleur qu'il se voit contraint par la force des choses de dévoiler le ridicule et l'odieux de vos actes. Puis il désire rentrer dans son humble sphère de travailleur, dont il n'aurait jamais dû sortir.

I^RE PARTIE.

Les Sociétés secrètes avant Février.

CHAPITRE I.

Insurrection de Juin 1832.

Ce fut le 5 juin 1832 que, poussé par je ne sais quelle funeste inspiration, je vins me mêler aux rangs les plus serrés de la foule immense qui suivait le convoi du général Lamarque.

Avant même que le cortége se fût mis en marche, je remarquai des individus parmi lesquels se trouvaient quelques artilleurs de la garde nationale; ils se donnaient beaucoup de mouvement; on allait et venait, on demandait des ordres : d'où je conclus que je voyais des hommes politiques. Grande fut mon admiration en présence de ces héros que mon imagination me faisait hauts de six coudées. (J'avais quinze ans!) Je les voyais marcher et agir comme le reste des mortels, eux que j'entendais appeler les amis du peuple !

Tout à coup une voix s'écria que le comité devait se mettre à la tête du cortége; je les suivis. Ces Messieurs ne se gênaient plus. — « La journée est à nous, disaient-ils, le peuple, la garde nationale, les écoles, les sociétés populaires sont avec nous. Il faut profiter de l'occasion. Pourquoi hésiter! » — Puis, avec ce manque d'appréciation qui a toujours fait échouer les conspirations républicaines, ils marchaient fiers de la foule qui les suivait, et qu'ils croyaient à eux.

J'ai toujours remarqué, en effet, que les républicains n'ont jamais calculé leur nombre : ils voient cent mille hommes, ils sont cent mille. Au premier coup de fusil les curieux se dispersent, et ils ne se trouvent plus que quelques centaines, Ils combattent avec courage, mais ils succombent sous des forces supérieures; les soldats sont pris, condamnés, déportés. Quant aux chefs, ils ont disparu : c'est là l'histoire du Cinq-Juin.

Arrivé à la place de la Bastille, le cortége fut chargé par un escadron de dragons. Je reçus un coup de sabre; et le trompette qui me le donna mordit la poussière. Nous désarmâmes un poste auprès du Grenier d'Abondance, et fîmes une barricade avec cinq ou six charrettes à bois. Un chef d'escadron de dragons pressé par nous fut dégagé au moment où il allait se rendre. Mais avec six de mes camarades je fus acculé contre la maison de l'éclusier, où nous eûmes à soutenir une attaque

tellement vive, que les dragons, ne pouvant nous atteindre, nous lançaient leurs sabres au visage. Le lieutenant-colonel et plusieurs de ses soldats furent tués ou blessés grièvement. Une bande sortant du faubourg Saint-Antoine nous délivra.

Réunis à nos libérateurs nous allâmes piller la poudrière du boulevard de l'Hôpital; puis ayant appris que les vétérans de la caserne du Jardin-des-Plantes avaient arrêté quelques-uns des nôtres, nous résolûmes de les délivrer. Ceci exécuté, nous eûmes à lutter contre une compagnie de municipaux, mais la plupart d'entre nous lâchèrent pied. Puis, par le Panthéon et la rue Saint-Jacques, nous descendîmes au poste du Petit-Pont, que nous prîmes et reprîmes deux fois, et qui enfin nous resta. On nous dit alors que plus de mille insurgés étaient prisonniers à la Préfecture. Délivrons-les! fut le cri général.

Nous espérions qu'ils allaient grossir nos rangs; mais arrivés en face de la cour de la Sainte-Chapelle, dont l'entrée était défendue par une barricade élevée par des agents de police, nous fûmes accueillis à coups de fusil par des gardes municipaux et des sergents de ville déguisés en gardes nationaux. J'eus la simplicité de franchir la barricade pour entraîner mes compagnons par mon exemple, mais je fus pris et terrassé par deux individus qui avaient suivi mes pas, et qui à l'aide des gardes municipaux me traînèrent au poste. En che-

Enfin, les conseils de guerre commencèrent à fonctionner. Le premier qui fut appelé fut un perruquier : il fut acquitté. Cela parut d'un bon augure. Le lendemain, Geoffroy, l'homme au drapeau rouge, fut condamné à mort. Vint ensuite le tour de Pépin, l'épicier, qui fut plus tard exécuté pour l'affaire Fieschi; Vidal, marchand de crépins de la rue de Bretagne, et Tilmann, qui se faisait appeler le colonnel Tilmann. Ces deux derniers furent condamnés à vingt ans de travaux forcés. Quant à Pépin, il fut acquitté. En rentrant à la chambrée : « Comment trouvez-vous l'épicier Pépin, s'écria Tilmann? Il a osé faire entendre le cri infâme de Vive le roi! dans la salle même du conseil de guerre; il s'est déshonoré à jamais! » Tilmann était superbe d'indignation et de fureur.

A l'instant même, Collet, dit la Jambe de Bois, s'empressa d'organiser un charivari monstre. A peine le malheureux Pépin fut-il descendu dans la cour, que de toutes parts s'éleva le cri ironique de Vive le Roi! Puis on le porta en triomphe autour de la cour; on dansa en rond autour de lui, on l'invectiva : « Ah! tu cries vive le Roi! épicier! aristo! (Le nom n'est pas nouveau.) Sans doute tu postules après une place de sergent de ville? » Puis on l'accabla de renfoncements : il lui fut impossible de s'expliquer. Tels furent les adieux des Républicains à cet homme qui plus tard devait porter sa tête sur l'échafaud pour avoir tenté par le crime le plus

affreux d'assurer le triomphe de son parti. J'ai toujours pensé que la scène de Sainte-Pélagie n'avait pas été étrangère à la résolution extrême de Pépin, bon homme au fond, mais l'esprit affaibli par les obsessions continuelles de ceux qui exploitaient sa grande simplicité. Loin d'être dégoûté pour toujours des hommes du parti républicain par ce traitement aussi ignoble que stupide, il voulut se réhabiliter à leurs yeux, et le cri qu'il poussa devant le conseil de guerre lui coûta la vie.

L'état de siége ayant été levé, comme chacun sait, sur la plaidoirie de M. Odilon Barrot devant la Cour de cassation, je fus enfin transféré à la Conciergerie; je passai quelques jours après en Cour d'assises, où, grâce à ma grande jeunesse, je fus acquitté, ainsi que mes coaccusés. Depuis, je n'ai revu qu'un seul d'entre eux, Birlet, et cela en prison, douze ans plus tard.

CHAPITRE II.

Affaire d'Avril.— La rue des Ménétriers.

Deux ans après, arriva l'affaire d'Avril. Je n'avais encore fait partie d'aucune société secrète ; mais j'avais rencontré de temps à autre d'anciens camarades de prison. Quelques jours avant cette insurrection, je vis Deshayes, centurion aux Droits de l'Homme, qui dit : « Nous allons recommencer, toute la France est avec nous : Lyon, Bordeaux, toutes les grandes villes n'attendent que notre signal. Veux-tu être des nôtres? » Je refusai, en lui disant que je ne me souciais pas de retourner en prison. Il ne se rebuta pas pour cela, et vint me voir plusieurs fois sous différents prétextes, mais en réalité pour m'inculquer les principes républicains, Quoique sans la moindre éducation, Deshayes me convenait; j'admirais en lui la bravoure et la franchise. Un matin,

il vint chez moi; il me parla bataille, et, malgré la pensée que je chagrinais ma bonne vieille mère, je le suivis chez un marchand de vin. Nous y trouvâmes des chefs de section en permanence.

On nous ordonna d'aller rue Beaubourg faire des barricades; nous désarmâmes des gardes nationaux; on nous donna deux paquets de cartouches. La troupe nous attaqua; il y eut des morts et des blessés de part et d'autre.

Le lendemain, vers cinq heures du matin, je fus blessé dangereusement d'un coup de baïonnette dans une attaque faite par un peloton du 35e de ligne: c'était rue des Ménétriers, qui aujourd'hui a entièrement disparu dans les nouvelles constructions de la rue de Rambuteau. On me porta chez un épicier.

Quelques instants après, la barricade fut enlevée par la troupe. L'épicier et sa femme pansèrent ma blessure. Une heure après, j'étais un peu revenu à moi et je manifestai l'intention de retourner chez ma mère, qui devait être inquiète de mon absence. Ces braves gens me prêtèrent une blouse, car la mienne était tachée de sang et de boue; puis ils ouvrirent la fenêtre donnant sur la rue Beaubourg pour s'assurer si je pouvais me retirer en sûreté. J'entendis quelques coups de fusil, puis un cri. Je me retournai, le mari était tombé raide mort dans l'embrasure d'une fenêtre. Je n'eus que le temps, avec le garçon, de prendre la femme et de la porter

sur le lit, où elle expira en disant : « Mon Dieu ! Mon Dieu ! »

« Je vais les venger ! m'écriai-je ; » et, saisissant le fusil appendu au-dessus du lit, je le chargeais, lorsque le garçon, voyant ses maîtres étendus sans vie, me pria de ne pas attirer de nouveaux malheurs sur la maison. « Vous avez raison, lui dis-je, » et je me retirai le cœur navré de cette scène.

Deux autres individus réfugiés comme moi dans cette maison en sortirent en même temps. Mais quel plus affreux spectacle nous attendait rue Transnonain ! Des soldats du 35e, ivres pour la plupart, se tenaient devant une maison dont ils éloignaient brutalement le monde ; leurs baïonnettes étaient rouges de sang, et des cheveux étaient collés à la crosse de leurs fusils. C'était hideux à voir !

Je trouvai en rentrant ma mère dans une affreuse inquiétude ; elle fut me chercher un médecin, et malgré ses soins je restai près d'un an malade de ma blessure ; et je jurai encore une fois de ne plus me mêler à ces luttes sanglantes. Mais l'homme propose et Dieu dispose.

CHAPITRE III.

La Société des Saisons. — Insurrection du 12 mai 1839. — Barbès et Blanqui.

Le 29 février 1838 je rejoignis mon régiment qui tenait garnison à Lille. Après diverses aventures ordinaires à la vie de soldat, et par suite d'une altercation avec mon capitaine, je désertai et revins à Paris.[1]

Dès mon retour je me mis à travailler ; je ne me cachai pas : seulement le moindre bruit matinal me mettait sur le qui vive. Mais je me rassurai bientôt, et comme distraction j'allai quelquefois visiter une société lyrique. Copréaux, qui était le président et avec lequel javais déjà eu occasion de parler politique, me proposa de faire partie d'une société secrète dont il était, disait-il, l'un des chefs.

[1] Voir à la fin de mes Mémoires ma lettre en réponse à l'accusation portée contre moi par Caussidière.

Après bien des refus et malgré ma répugnance, je finis par accepter. Je me rendis chez lui à l'heure indiquée, et voici avec quelle cérémonie mystérieuse je fus proclamé membre de la société des *Saisons*.

En entrant je vis réunis dans sa chambre deux frères et amis qui m'attendaient, et une jeune fille qui faisait griller des côtelettes. Copréaux, en sa qualité de parrain, me banda les yeux, et on me lut un formulaire ainsi conçu :

« D. Es-tu républicain?

R. Je le suis.

D. Jures-tu haine à la royauté?

R. Je le jure.

D. Si tu as la prétention de faire partie de notre association secrète, sache donc qu'il faut obéir au premier ordre de tes chefs. Jure obéissance absolue.

R. Je le jure.

—Je te proclame alors membre de la société des *Saisons*. Au revoir donc, citoyen, et à bientôt. »

Il descendit l'escalier et remonta tout doucement. Copréaux me débanda les yeux, et je vis les deux mêmes hommes assis à mes côtés. Je me réservai de découvrir celui qui m'avait proclamé membre des *Saisons*. Quant à la jeune fille, pendant la cérémonie elle avait laissé brûler les côtelettes.

« Eh bien! me dit Copréaux, te voilà des nôtres! Allons prendre un verre de vin pour fêter ta bienvenue, »

En route, mes deux acolytes furent muets com-

me des tombeaux; mais, en entrant chez le marchand de vin, l'un d'eux s'écria : « Garçon ! un litre à seize ! » Je reconnus la voix du grand-prêtre qui m'avait initié. Je les quittai, après avoir payé la dépense.

Quelques jours après, je fus convoqué à une réunion chez un marchand de vin de la rue Pastourel. Nous étions une vingtaine; là j'appris le nom du chef de groupe, il se nommait Goujard; Copréaux était son second. Un autre chef plus influent entra un instant après.

« Bonjour, citoyen Couturat, » lui disait-on; et chacun se disputait l'honneur insigne de lui presser la main. Ce chef, qui prenait le titre pompeux d'agent révolutionnaire, reçut leurs félicitations avec dignité, puis, prenant place, il lut un ordre du jour fulminant, et nous prévint qu'avant peu il fallait s'attendre à descendre dans la rue. Après la séance, chacun mit 50 centimes pour la cotisation mensuelle, puis pour les détenus politiques, puis pour le matériel de l'imprimerie des ordres du jour, puis pour achat d'armes et munitions de guerre Ça n'en finissait plus. Je vis combien était dispendieux l'honneur de faire partie d'une société secrète; Mais j'étais loin alors de penser que cet argent était destiné à engraisser des bavards et des fainéants qui exploitaient tout bonnement notre patriotisme.

Après deux ou trois réunions de ce genre, qui se renouvelaient mensuellement, un nommé Sainte-

Croix, qui avait remplacé Couturat, vint me trouver un dimanche vers six heures du matin :

— Lève-toi, me dit-il, tout rayonnant de joie. C'est aujourd'hui le grand jour !

— Bon, lui dis-je.

Je m'habillai à la hâte, et le suivis dans une centaine d'endroits où il allait convoquer ses hommes.

—Remarque bien leur demeure, car si je suis tué, tu me remplaceras ; tu seras chef de groupe.

Nous marchâmes ainsi jusqu'à une heure de l'après-midi, et, au lieu de cent hommes sur lesquels il comptait, nous nous trouvâmes une quinzaine.

— Si c'est avec cette armée que tu espères renverser le gouvernement, je puis t'assurer que nous allons être joliment étrillés.

— Tu verras, à deux heures, me répondit-il, rue Saint-Martin, où est le rendez-vous général, nous serons plus de dix mille.

Arrivés dans cette rue, nous entrons chez un marchand de vin, et Sainte-Croix nous dit : « Attendez-moi ici, que personne ne sorte, vous êtes en permanence. »

Au bout d'une heure il revient : « Aux armes ! » s'écria-t-il, « suivez-moi. »

Nous le suivons jusqu'à la rue Bourg-l'Abbé, nous envahissons la boutique d'un armurier et nous nous armons de fusils de chasse. On nous distribue à chacun quelques paquets de cartouches. Mais le comité n'avait pas songé que nos fusils de chasse

allaient nous être inutiles, les cartouches n'y pouvaient pas entrer. Nous fûmes obligés de couper les balles en quatre, ce qui nous demanda du temps.

Enfin tout est prêt. Nous demandons les chefs, le comité :

« Le comité? c'est moi, s'écrie un homme en s'élançant sur une borne : Je suis Barbès ! mes collègues sont Blanqui et Martin-Bernard. Que ceux qui veulent renverser le gouvernement de Louis-Philippe me suivent. Nous sommes peu nombreux pour commencer une aussi grande entreprise ; mais tout Paris frémit sous le joug de cet infâme tyran. Aux armes ! Les républicains ne doivent pas compter avec leurs ennemis. »

Je fus saisi d'admiration, non du discours, mais de la chaleur avec laquelle il avait été prononcé. En voilà un du moins qui marche hardiment à la tête de son parti. Je me plaçai près de lui et nous partîmes au pas de course jusqu'à l'Hôtel-de-Ville, que nous prîmes sans coup férir.

A peine y étions-nous installés que la garde municipale à cheval y arriva au galop. Nous réunir, nous précipiter à sa rencontre fut l'affaire d'un moment. Nous les repoussâmes vigoureusement. Alors Barbès, ivre de joie :

— Mes amis, la journée est à nous ! la Préfecture doit être prise par Blanqui : Nous allons organiser un gouvernement provisoire.

— Mais non, la Préfecture n'est pas prise, dit un

individu qui arrivait tout essoufflé. Blanqui ne veut pas marcher; il dit que nous sommes des fous, que nous allons nous faire exterminer, et qu'il ne veut pas exposer ses hommes.

—C'est impossible, dit Barbès, tout était convenu ce matin. Citoyens, en avant! à la Préfecture de Police! Qu'une centaine d'hommes me suivent.

Arrivés au quai aux Fleurs, nous entendîmes des coups de fusil. Les gardes municipaux du poste de la place du Châtelet se défendaient avec acharnement. On nous assura que plusieurs des nôtres avaient été tués. Nous avançâmes cependant sur le poste du Palais-de-Justice.

—Rendez vos armes, dit Barbès à l'officier du poste.

—Non! répond celui-ci.

Aussitôt un coup de fusil partit et le lieutenant Drouinot tomba mort.

La garde municipale, embusquée sur la place Dauphine et dans la cour de la Préfecture, arriva sur nous au pas de charge; nous fîmes feu sur elle tout en battant en retraite. Rue Saint-Martin, nous essuyâmes quelques décharges, auxquelles nous ripostâmes vigoureusement. Des barricades avaient été élevées; nous fûmes contraints de les abandonner après une défense opiniâtre. Enfin le soir, Barbès avoua lui-même que c'était une affaire manquée. Il était furieux contre Blanqui et ne savait comment qualifier sa conduite.

Je passai avec Barbès et une dizaine d'autres devant cette fatale maison de la rue des Ménétriers ; il me sembla encore voir le malheureux épicier et sa femme étendus à mes pieds ; Je frissonnai à ce souvenir. A quelque pas de là, nous fûmes assaillis par la troupe. Barbès, blessé, se mit à courir comme un fou. Je brûlai jusqu'à ma dernière cartouche, puis après je fis comme les autres, je me sauvai chez moi. C'est la seule affaire dans laquelle je ne fus pas blessé.

Le lendemain, je sortis pour avoir des nouvelles. Je rencontrai un nommé Dugrospré, qui me dit que le combat recommençait vers le quartier du Marais, et qu'il allait à une réunion rue des Blancs-Manteaux.

Je partis avec lui ; nous trouvâmes chez un marchand de vin de cette rue une quarantaine d'individus, pour la plupart armés, qui délibéraient sous la présidence du citoyen Louis Guéret. A notre invitation d'aller rejoindre nos camarades qui recommençaient la lutte, il nous fut répondu par un refus formel. Ce n'était pas leur société qui combattait ; ils étaient disciples de Cabet.

Alors, comme toujours, les dissentiments des chefs firent échouer une insurrection qui fut peut-être la plus formidable de toutes celles qui avaient eu lieu sous le gouvernement de Louis-Philippe, non pas par le nombre des combattants, mais par l'impétuosité de l'attaque.

Un mois après, je fus de nouveau convoqué, et je vis les hommes du groupe dont je faisais partie; quelques-uns avaient été arrêtés, puis relâchés. Sainte-Croix, ayant appris que d'injustes soupçons planaient sur son compte, se retira, et jamais on n'entendit plus parler de lui.

Quelque temps après, la mère de la jeune fille avec laquelle Copréaux vivait en concubinage le fit arrêter comme déserteur. Goujard, qui n'avait pas paru à l'affaire du 12 mai, fut déclaré suspect et incapable pour cela de diriger le groupe. Un nommé Leprestre du Bocage m'en fit donner la direction au nom d'un nouveau comité.

Dès ce jour, je fus mis directement en rapport avec les personnages les plus importants du parti.

CHAPITRE IV.

Cabet. — Le voyage en Icarie. — Dissensions dans le parti.

Nos réunions avaient lieu, comme je l'ai déjà dit, chez plusieurs marchands de vins, qui connaissaient parfaitement le but que nous nous proposions en allant chez eux. Quelques-uns même, tels que Coffineau, Pégrinet et Rousseau, étaient du parti. Il s'en fallait beaucoup que chacun fût d'accord sur les principes; les communistes étaient les plus nombreux. Nous passions souvent notre temps à disputer plutôt qu'à discuter. Nous entendions parfois des discours à faire dormir debout l'auditeur le plus acharné. Cabet avait gâté l'esprit de tous ces pauvres gens-là en publiant son *Voyage en Icarie*, ouvrage qui pourrait passer pour l'œuvre d'un fou, si l'on ne savait qu'il a été écrit dans un but mercantile. Ce brave marchand de papier entretenait

sa clientèle dans un saint délire en publiant son journal *le Populaire* et de petites brochures.

« Méditez, méditez encore mes écrits, disait le pontife, et vous marcherez dans la voie du salut. »

Je ne sais si cette voie conduisait sur les bords de la Rivière Rouge; mais je sais que j'ai revu de ces pauvres malheureux qui, égarés par ses prédications, l'ont suivi dans les déserts du Texas; ils m'ont avoué qu'ils étaient complétement désillusionnés, et juraient, mais un peu tard, que le révérend père Cabet ne les y prendrait plus.

A l'époque dont je parle, les chefs des différentes écoles publiaient une foule de petits écrits qui causaient la ruine du parti. Les attaques les plus violentes, les injures, la calomnie surtout étaient à l'ordre du jour. Les qualifications de traître, de mouchard, étaient prodiguées à des hommes qui souvent avaient fait les plus grands sacrifices et qui possédaient la plus profonde conviction. Il suffisait pour vous perdre qu'un individu, par motif de vengeance, vînt dire de vous :

—Connaissez-vous un tel?

—Oui, eh bien?

—Le voyez-vous souvent?

—Quelquefois.

—On dit qu'il est mouchard!

—Ah bah! Et moi qui l'autre jour me suis trouvé à une réunion avec lui! C'est bon, j'en préviendrai les amis.

Et ce propos, grossi comme d'usage, allait de bouche en bouche jusqu'à ce qu'un ami vînt vous en prévenir. Inutile de chercher à remonter à la source de ces calomnies : celui qui le premier avait donné le branle se cachait dans la foule. Je suis persuadé qu'aucun homme politique du parti républicain n'a été entièrement à l'abri de ces infâmes soupçons. Albert lui-même, l'honnête Albert en fut un instant victime. La police devait bien rire en voyant ainsi la moitié d'un parti accuser l'autre d'être en relation avec elle.

Tel était le brillant accord qui régnait parmi les républicains, lorsque définitivement je m'enrôlai sous leur bannière. Je fus en peu de jours au courant des intrigues des petits et des grands. J'allais aux réunions des agents révolutionnaires, puis je lisais les ordres du jour dans toutes les sections de mon groupe, tantôt chez ceux qui consentaient à prêter leur domicile, tantôt chez les marchands de vin. J'avais pris mes fonctions au sérieux et j'exécutais avec la plus scrupuleuse exactitude les ordres qui m'étaient transmis par le comité. C'est ainsi que je me liai avec Albert, qui aimait mon zèle.

J'ai toujours remarqué en lui la plus profonde conviction, un peu d'orgueil, il est vrai, mais c'était son seul défaut ; honnête homme, très-brave, républicain sincère, sachant garder un secret, il avait toute les qualités d'un conspirateur, si ce n'est qu'il se laissait facilement influencer par ceux dont

le langage habile sut toujours l'éblouir; aussi se traîna-t-il constamment à leur remorque.

Comme il demeurait dans mon quartier, nous nous rendions mutuellement visite. Dans nos entrevues nous causions toujours de nos espérances en l'avenir. « Si jamais nous triomphons, disions-nous, souvenons-nous que nous sommes des ouvriers: soutenons-nous, ne servons pas de marche-pied aux intrigants, complétons notre éducation afin de nous mettre à la hauteur des événements qui peuvent surgir. N'ayons qu'une seule pensée, qu'un seul but, l'affranchissement de la classe ouvrière. » C'est ainsi que je devins non-seulement l'ami politique d'Albert, mais son ami intime.

En peu de temps nous donnâmes une impulsion puissante au parti; nous le réorganisâmes. Notre système de prendre des auxiliaires dans les ateliers et en dehors des sociétés secrètes l'augmenta considérablement. Albert en fut si enchanté, qu'il pria le comité de passer une revue de nos hommes sur les boulevards extérieurs.

Cette revue fut passée un dimanche en plein jour, et voici comment : Chaque chef de groupe convoqua ses hommes dans un cabaret voisin du boulevard, *extra-muros*, puis, à un signal, il prenait la file à son tour.

Dans un café, près du théâtre Montmartre, les chefs du comité se tenaient à une fenêtre, sous laquelle avait lieu le défilé. Les hommes marchaient

trois par trois, les chefs de groupe en tête. Afin de se faire mieux reconnaître, tous les hommes avaient boutonné à gauche leur redingote ou leur habit.

Après la revue, les chefs de groupe, au nombre d'une centaine environ, se rendirent à un banquet barrière Rochechouart, chez le restaurateur Vieil-Escaze. Là, il fut décidé que le parti étant assez nombreux, on descendrait dans la rue à la première occasion. Des discours ardents furent prononcés, et un membre du comité, Dourille, engagea les chefs de groupe à percevoir avec exactitude la cotisation mensuelle et à tancer vertement les récalcitrants, car j'ai oublié de dire que certaines mauvaises têtes prétendaient que l'argent était détourné de sa destination par MM. du comité. Ils les mettaient au défi de leur montrer une seule caisse d'armes et de munitions.

Ceux-ci répondaient que le secret devait être gardé si on ne voulait pas mettre la police sur la trace des dépôts. Mais la suite prouva que les accusateurs avaient raison, car en Février le comité n'avait ni armes ni munitions, et ces fameux ordres du jour, qui absorbaient tant d'argent, étaient imprimés moyennant dix francs par mois par Becker. Ce fait fut avéré lors du procès de l'affaire de la rue Pastourel, où Becker avoua que, malgré la modicité du prix, il lui était redû deux impressions.

Quant aux détenus politiques, ils ne recevaient qu'une faible partie des fonds qui leur étaient des-

tinés. Pendant plus d'un an que je restai en prison, je ne reçus que quinze francs, que je partageai avec mes camarades de captivité. Qu'on juge des sommes qui furent volées aux détenus politiques, pendant dix-huit ans que dura cette exploitation, comme elle dure encore, quand on saura qu'à Paris et dans toute la France, chaque réunion, chaque banquet patriotique se terminaient toujours par des collectes très-fructueuses.

La plupart des prisonniers politiques ne touchaient rien, car c'était pitié de mendier pour obtenir d'aussi faibles secours. Leurs malheureuses femmes étaient toujours renvoyées de Caïphe à Pilate. Mais si un écrivain, ami de ces Messieurs du comité, était arrêté par hasard, il se faisait mettre à la pistole. Dans les visites de chaque jour qu'on lui rendait, on se faisait suivre de paniers des meilleurs vins et de provisions de toute sorte; tandis que le pauvre ouvrier dévorait en silence le pain noir et la maigre pitance de la prison.

Ces Messieurs ne fréquentaient que les banquiers banqueroutiers et les faussaires enrichis, avec lesquels ils se livraient à de joyeux galas. Le pauvre patriote n'avait pour compagnons que les voleurs et les forçats; souvent même il était forcé d'habiter le même cabanon qu'eux.

CHAPITRE V.

Affaire de la rue Pastourel.

Quelque temps après la revue dont je viens de parler, comme personne ne voulait plus payer les cotisations et que certains membres du comité voyaient ainsi s'évanouir toutes leurs ressources, ils imaginèrent de fonder un journal. Il fallait pour cela des fonds considérables et un homme *présentable* pour le gérer. On jeta les yeux sur Grandmesnil.

C'était un homme d'une grande probité; il avait de nombreux amis parmi les hommes politiques, et connaissait les conspirateurs des quatre parties du monde. Ce n'était point un homme d'action, mais un homme de conseil seulement. Par malheur, il était d'une intempérance excessive, le vrai type de Gargantua; ne quittant jamais le gigot ni la bou-

à terre. Un autre assura même me l'avoir vu jeter. Pendant ce temps, Catelier ayant reconnu parmi les commissaires de police un de ses amis d'enfance, le sieur Elouin, il s'approcha de lui pour lui demander des explications :

« Va-t'en au diable, » lui dit Elouin, et il le fit garder plus étroitement que les autres.

Comme je persistais à déclarer que c'était une méprise, et que je refusais de donner mon nom et mon adresse, l'un d'eux me dit : « Nous vous connaissons, voilà quinze jours que nous sommes à vos trousses. Vous demeurez rue du Puits-Vendôme, n° 4, au quatrième étage ; vous allez nous y suivre. Du reste, la place est déjà occupée par des hommes à nous, et rien ne sera enlevé. »

Je compris que j'étais pris au piége, et que toute résistance était impossible. Il fallait donc me résigner et accompagner ces messieurs à mon domicile. Ils procédèrent en ma présence à une perquisition qui ne fut pas longue, car ils allèrent droit à l'armoire où était déposé le sac aux munitions. Ils y trouvèrent un pistolet de cavalerie, une poire à poudre, des cartouches et un drapeau ; puis, dans un tiroir à secret de mon secrétaire, le formulaire de l'association, un ordre du jour, et quelques lettres de Catelier adressées au comité. Tout cela, avec un vieux sabre rouillé, compléta la saisie.

— Messieurs, dis-je alors en riant, vous avez été bien renseignés.

— Nous ne nous trompons jamais, dit une espèce d'ours mal léché du nom de Figac.

En entrant à la Préfecture, je ne pus me défendre d'un frémissement douloureux en me rappelant les affreux traitements que j'y avais endurés autrefois. Mais alors j'y trouvai un grand contraste; au lieu des cris et des vociférations, je n'y entendis que le grincement des portes roulant sur leurs gonds, et le pas cadencé des sentinelles.

Le lendemain, on me conduisit à la Conciergerie, où je restai cinquante jours au secret. Après trois mois d'instruction, le parquet n'ayant pu trouver contre nous la trace du plus petit complot, on nous envoya en police correctionnelle comme prévenus d'avoir fait partie d'une société secrète, et moi, en plus, comme ayant eu en ma possession des armes et des munitions de guerre.

Au jugement, j'appris une foule de choses intéressantes sur le compte de mes co-accusés : Catelier avait été condamné à cinq années de travaux forcés pour faux, et avait subi sa peine au bagne de Toulon; Becker, l'imprimeur des ordres du jour, avait aussi été condamné à dix années de travaux forcés pour faux. J'espérais pour eux que c'était une calomnie; mais ils avouèrent, et le rouge me monta au visage,

Dourille fut défendu par Emmanuel Arago, et cet avocat, qui se disait pourtant républicain, suivit la vieille méthode de ses confrères ; il voulut sau-

ver le chef en sacrifiant les soldats, et se permit cette étrange sortie : « N'allez pas, messieurs, dit-il en s'adressant aux juges, n'allez pas comparer Dourille avec ces hommes ! Est-ce qu'il les connaît? Est-ce qu'il les a jamais vus? » Et il jeta sur nous un magnifique regard de mépris.

Je me contentai de dire à Dourille, en présence de son avocat et des nôtres : « Il paraît, monsieur, que vous avez laissé ignorer à votre avocat les relations que nous avons eues ensemble. » Dourille garda le silence.

Me Joly me défendit avec un talent remarquable. Il ne se laissa point aller à des récriminations mesquines, comme l'avaient fait les autres avocats. Il plaida la cause au fond, et il eut d'admirables mouvements oratoires, lorsque, pièces en main, il prouva que les ministres d'alors avaient été conspirateurs et membres des sociétés secrètes.

Malgré ses généreux efforts, j'eus la grosse part dans l'affaire et je fus condamné à deux ans de prison.

Au nombre des voleurs et des assassins parmi lesquels je me trouvai, il y avait un ancien agent de la police secrète, qui en avait été chassé pour sa mauvaise conduite, et qui alors était en prison pour vol. Cet homme, ayant appris que j'étais condamné politique, m'aborda, et, voulant se venger de ses anciens chefs, m'initia aux secrets et aux mystères de la préfecture de police. Il me nomma tous les

agents secrets, il m'apprit leurs ruses, il me dit leurs lieux de rendez-vous, et me mit ainsi en état de déjouer tous leurs projets par la suite.

Après plus d'un an de prison, on vint nous annoncer une amnistie que le Roi nous accordait à l'occasion de son voyage en Angleterre et de la victoire d'Isly.

M. Pinel, secrétaire-général de la Préfecture de Police, se rendit lui-même à la prison ; il nous fit une petite morale et m'engagea à ne plus voir mes anciens amis politiques.

Quelques jours après ma sortie, je fus insulté par ces mêmes agents qui m'avaient arrêté. Je fis la sottise de leur répondre, une lutte s'engagea, dans laquelle je maltraitai si fort deux d'entre eux, qu'ils restèrent tout étourdis sur la place. Je fis trois mois de prison pour cette belle équipée.

A ma première sortie, je rencontrai Albert, le petit Leroux, Boivin et plusieurs autres républicains. Albert parut enchanté de me revoir, et de mon côté j'éprouvai un vrai bonheur en lui serrant la main, car je l'ai toujours aimé. Il me proposa d'entrer dans un café pour causer, et me donna rendez-vous chez lui pour le lendemain.

CHAPITRE VI.

La gogusette de la Grande-Chaumière. — Moyens d'existence du citoyen Caussidière.

Le lendemain, je fus exact au rendez-vous. « Depuis ton arrestation, me dit Albert, il n'y a rien de nouveau dans le parti. Dourille voulait tout diriger seul, mais comme il n'est pas capable, je me suis retiré, et je me suis abouché avec des personnes plus influentes que lui. Le journal *la Réforme* nous sert pour faire la propagande. Les rédacteurs forment avec plusieurs députés de l'opposition un comité dont moi-même je fais partie, comme représentant la classe ouvrière. Si tu veux être des nôtres et m'aider dans la nouvelle organisation, je te dirai les hommes qui sont à notre tête. »

Comme il allait au-devant de mes plus chers désirs, j'acceptai son offre avec empressement. Je me mis à l'œuvre dès le lendemain, et peu de jours

après j'avais enrôlé un grand nombre d'adhérents dont le concours m'était assuré d'avance. J'organisai ces hommes militairement.

Un samedi de paye, je conduisis Albert dans des ateliers de deux à trois cents ouvriers. Il ne pouvait trop admirer leur enthousiasme. En effet, ils ne demandaient que des chefs pour les conduire au combat.

« Vous en aurez, s'écria Albert, et qui combattront courageusement comme vous! »

Plusieurs fois Albert me remercia au nom du comité; quelques-uns de ses membres témoignèrent même le désir de me voir.

Je fus invité à un banquet chez le restaurateur ordinaire de ces messieurs, l'éternel Viel-Escaze, de la barrière Rochechouart. Ce fut là que je vis Caussidière pour la première fois.

Que j'étais loin de soupçonner alors la haine terrible, implacable qui devait remplacer la cordiale amitié qui s'établit ce jour-là entre nous d'une manière si franche de part et d'autre!

Nous échangeâmes de bonnes poignées de main, et nous promîmes de nous réunir tous les lundis au même endroit pour nous occuper des affaires du pays.

Nous avons tenu notre promesse, et pendant plus de deux ans, Léoutre, Tiphaine, qui fut secrétaire de Caussidière à la préfecture de police, Pilhes, qui fut représentant du peuple, Fargin-Fayolle, Albert,

Lagrange, Delahode, Grandmesnil et tant d'autres s'y trouvaient habituellement.

Après le dîner, nous allions dans l'été au Château-Rouge, et dans l'hiver à une goguette appelée *la Grande-Chaumière*. Combien de fois Caussidière fit-il à lui seul les frais de notre gaîté! Rien de plus comique que lui lorsqu'il nous chantait *le Vieux Soldat*, de Béranger. C'était sa seule chanson, mais il en usait largement.

Lorsque les fumées de Bacchus commençaient à obscurcir ses idées, il s'écriait :

« Attention! mes amis, je vais vous chanter le *Vieux Soldat*, de Béranger. »

La chanson est fort belle, mais l'abus, l'affreux abus qu'il en faisait, nous l'avait rendue si redoutable, que chacun prenait la fuite, qui par la porte, qui par la fenêtre.

—Mes amis, c'est pour la dernière fois!

—Non, mille fois non!

Alors se voyant exposé à n'avoir plus d'auditeurs, il s'élançait et saisissant le premier venu de sa main de fer :

—Eh bien! tu l'entendras toi, et tout entière.

Il fallait se résigner à une heure de torture, car le malheureux bissait jusqu'à trois fois de suite, tant était grand l'enthousiasme qu'il s'inspirait à lui-même.

Un jour nous étions à la Chaumière, et le président ne lui accordant pas assez vite la parole, il en-

tonna de sa voix de stentor *la Marseillaise*, qui était alors interdite. Le président agite sa sonnette; le maître de l'établissement intervient. Mais ils ne savent pas à qui ils ont affaire. Rien ne l'arrête : il tonne, il éclate! Au second couplet, il arrive au refrain ; mais il s'élève à un tel diapason, qu'il s'arrête suffoqué, écarlate.

Le président le rappelle à l'ordre pour avoir chanté sans y être invité. Mais Caussidière a respiré, il recouvre la voix. « Je t'em..... s'écrie-t-il; je sais bien que tu aurais préféré m'entendre chanter *Vive le vin! vive ce jus divin!* » Et sans écouter le président, il continue le couplet. Toute la salle alors retentit d'un tonnerre d'applaudissements. Caussidière chante, danse et se donne un air grotesque en voulant paraître gracieux.

En sortant, il fut heurté par une vieille chiffonnière encore plus ivre que lui. Il s'empressa de lui donner le bras, et s'enfuit précipitamment avec elle. Après bien des recherches, nous parvînmes à les trouver buvant ensemble chez un marchand d'eau-de-vie. Léoutre, Albert et moi, nous eûmes toutes les peines du monde à séparer les deux amants.

En passant par la Halle, nous nous arrêtâmes un instant chez un marchand de vin, et Caussidière, qui devait quelques années plus tard se trouver à la tête de la police de Paris, se battit avec des porteurs. Je le laissai avec le petit Leroux. Bien m'en prit, car ils rencontrèrent Grandmesnil et s'instal-

lèrent dans un restaurant de la rue Montmartre. Là une lutte gastronomique s'engagea. Elle dura deux jours, gigantesque, incessante, au grand effroi du restaurateur. Grandmesnil ne dut sa victoire qu'à une ruse de guerre : il avait retiré ses bottes pour être plus à son aise.

Ce fut vers cette époque que je m'aperçus par quel moyen ingénieux Caussidière se procurait l'argent nécessaire pour subvenir à toutes ses dépenses. Voici comment il battait monnaie : lorsque le matin il se trouvait remis de son ivresse, ou plutôt *de sa fièvre de lait*, comme il disait plaisamment, il allait trouver un individu complaisant qu'il connaissait insolvable.

« J'ai besoin d'argent, lui disait-il, fais-moi un billet, je le passerai et te donnerai cinq ou dix francs », suivant l'importance de la chose. Il connaissait bien son homme, et n'était jamais refusé. Muni de ce bon billet, il allait chez un des nombreux patriotes aisés de sa connaissance et lui présentait sa valeur. Il recevait tantôt de l'argent, tantôt des marchandises; il échouait rarement, car il assurait que le souscripteur était bon et que dans tous les cas on pouvait se présenter chez lui à l'échéance. Lorsque Caussidière parle d'affaire commerciale ou d'entreprise quelconque, il a un tel accent de sincérité que les plus prudents se laissent prendre; et d'ailleurs comment se défier d'un homme qui, comme lui, faisait, disait-il, pour des

milliers d'affaires par an, et menait une vie si confortable ?

Inutile de dire que lorsque le billet lui revenait, un malheur imprévu était venu contrarier inopinément ses plus magnifiques opérations et le forcer à demander du temps. Lorsqu'il lui devenait difficile de placer ses billets, il s'adressait à un autre faiseur comme lui et l'envoyait à son tour exploiter sa clientèle. Je ne citerai pour exemple qu'un vieil officier de l'Empire, habitant Méry-sur-Oise, qui a fourni sept mille francs entre autres sommes pour l'entreprise des numéros des maisons pendant la nuit. Caussidière était l'associé de l'inventeur. Ce vieil officier était du reste une des meilleures vaches à lait de ces messieurs.

Ils n'épargnaient personne : ainsi, un jour, Caussidière se présenta chez M. Ledru-Rollin, et lui demanda une somme de 25,000 francs, que Ledru refusa net. Alors Caussidière, employant les grands moyens, tira un pistolet de sa poche et menaça de se brûler la cervelle, dans le cabinet même de l'homme impitoyable qui ne voulait pas sauver un patriote au prix d'un si léger sacrifice. Ledru-Rollin attendri s'exécuta et donna sa signature. C'est en prêtant ainsi son argent à certains démocrates, qui ne lui rendaient jamais, et en soutenant les journaux de l'opposition, que Ledru-Rollin a contracté ces dettes, source pour lui de tant de tracasseries.

Mais la plus riche moisson pour Caussidière fut celle que lui procura l'insurrection de Cracovie, en 1846. Muni de plusieurs feuilles de souscription, plein d'une sainte ardeur, il allait chaque jour quêter au profit des Polonais chez tous les démocrates, exploitant ainsi l'enthousiasme qu'inspira toujours cette nation héroïque et malheureuse.

On assure qu'après la recette il daignait, en bon frère, partager avec eux. Ce furent là les beaux jours du citoyen Caussidière.

CHAPITRE VII.

Berceau du Socialisme. — Coffineau et sa bande.

Cependant les événements marchaient vite; de nouveaux scandales éclataient chaque jour, la corruption s'étalait avec audace, la dernière heure de la monarchie arrivait fatalement, un seul effort devait la précipiter dans l'abîme. Que faisions-nous? nous nous réunissions dans des banquets; nous entendions des discours dans les conciliabules. Les hommes du parti s'impatientaient, appelaient l'heure de la lutte, et ne voulaient plus se contenter de nos ordres du jour. Ils menaçaient de quitter le comité de *la Réforme* et d'en former un autre, composé d'hommes d'action.

Je fis part de leur projet à Albert et l'engageai à venir les voir. Il fut très-mal reçu : « Si nous n'avons pas une solution dans un mois, lui dirent-ils, nous

laissons de côté tous vos écrivains de *la Réforme*. Ce sont des jouisseurs, des piliers d'estaminet qui dépensent en plaisirs et en orgies l'argent de nos abonnements.

« Votre Léoutre, qui se vante de dépenser 20 francs par jour au café, c'est un *aristo*, ainsi que votre Flocon. Depuis quatre ans, *la Réforme* a englouti plus de 500,000 francs. Pourriez-vous nous dire où sont allés les 17,000 francs des souscriptions au profit des Polonais[1] ? sans doute qu'ils ont rejoint les 1,500 francs versés pour offrir une épée d'honneur à l'amiral Dupetit-Thouars. Croient-ils que cela puisse durer ! S'ils agissaient, encore ! mais ils ne font rien. »

Les charpentiers surtout et les hommes de la Chapelle-Saint-Denis étaient les plus mécontents.

En le reconduisant, je dis à Albert : « Comment les trouves-tu ?

— Ils vont nous déborder et tout compromettre. »

Il me promit de décrire la situation à la première réunion du comité.

Ainsi que je l'avais prévu, ces messieurs ne s'occupèrent que fort peu de ces réclamations. Les patriotes indignés se divisèrent en plusieurs fractions. Les plus exaltés formèrent avec Coffineau une asso-

[1] Cet argent fut versé plus tard dans la caisse du Comité polonais, sur les réclamations du *National*, qui, par un sentiment naturel de fraternité, saisissait toutes les occasions de tracasser la *Réforme*.

ciation qui prit le titre de *Socialiste matérialiste*. Coffineau était un homme assez respectable, mais d'un caractère sombre et hargneux. On se rappelle ses différends avec Cabet.

Les prédications insensées des communistes avaient égaré les hommes de Coffineau. Ils avaient compris à leur manière les théories de Fourier, de Cabet et de Considérant. Ils émirent les plus étranges doctrines, ils érigèrent le vol en principe, et c'était logique avec leurs antécédents. La plupart d'entre eux s'étaient jetés dans les conspirations, parce qu'ils n'avaient rien à perdre, et ils se faisaient ce singulier raisonnement : « Ruinons les boutiquiers, les commerçants, ils nous ont assez longtemps volés, puis nous en ferons des mécontents; ce qui servira nos projets révolutionnaires. »

Ils commencèrent à mettre leurs théories en pratique, en saccageant la boutique d'un cordonnier, qu'ils dévalisèrent complétement. Ils employèrent aussi l'expédient de Caussidière et infestèrent le commerce de billets de complaisance. Ils ravagèrent les champs pendant la nuit, et volèrent à main armée sur les grandes routes.

Il leur fallait un grand nombre de complices pour mener à bonne fin des opérations aussi étendues; aussi s'en ouvrirent-ils à plusieurs de leurs anciens amis. Les uns les repoussèrent avec dégoût, d'autres les dénoncèrent aux honnêtes gens du parti, d'autres enfin les livrèrent à la police.

Cette bande fut jugée aux assises de 1847, et le plus grand nombre fut condamné à des peines infamantes. Voilà le résultat de cette triste affaire, qui jeta le trouble dans les esprits. Les véritables républicains en furent consternés.

Le socialisme apparut ainsi sous de bien fâcheux auspices ; il se présenta d'abord comme une branche du communisme ; aujourd'hui il menace d'envahir la société tout entière, et ne dissimule plus ses espérances. Je le dis hautement, malheur à la France, malheur à la civilisation de l'Europe, si jamais ce parti triomphe par la faiblesse ou plutôt par l'impéritie de nos gouvernants. Alors plus d'arts, plus d'industrie. On verrait se renouveler plus sanglantes les proscriptions de 93. Les comités de salut public, le partage des biens, la guillotine en permanence, le règne de la terreur, avec les promenades nocturnes pour effrayer la bourgeoisie.

Qu'on ne dise pas que j'assombris le tableau, c'est un résumé fidèle de ce qui s'est dit pendant dix-huit ans dans les sociétés secrètes ; et si Février n'a point amené tous ces désordres, c'est que les hommes modérés du parti républicain ont pris la direction des affaires, et ont su maintenir ceux qui jadis avaient conspiré avec eux. Aussi, que de haines se sont-ils attirées pour avoir sauvé le pays des convulsions de l'anarchie où voulait nous plonger une secte barbare! Qui ne se rappelle les trop fatales journées de Juin! quelle preuve plus sanglante en faut-il donner!

Aujourd'hui encore, que font leurs organes? ils excitent, ils poussent les mécontents à la révolte, ils ne dissimulent plus leurs projets; si jamais ils triomphent, ils n'écouteront plus la voix de ceux qui les ont dirigés avec tant d'art pendant les premiers jours de la révolution. En un mot, c'est un Mardi-gras révolutionnaire qu'il leur faut, Proudhon l'a dit, il doit les connaître.

Que fait-on cependant pour combattre un ennemi aussi redoutable? que fait-on en présence des cent mille voix données dans Paris à des noms jusqu'alors inconnus, choisis à dessein par les habiles du parti pour faire voir avec quelle discipline il fonctionne? On parle d'une *ligue contre le socialisme*, d'une croisade; on menace de le supprimer violemment. Mauvais système; la persécution enfante les prosélytes, et la plus mauvaise doctrine, traquée, poursuivie, aura bientôt de nombreux adhérents. C'est là l'histoire depuis le commencement du monde. D'ailleurs les véritables chefs du parti socialiste présentent leurs idées d'une manière habile et qui au premier abord peut séduire les esprits les plus forts. Ces rêveurs, avec leurs principes tout absurdes qu'ils sont au fond, fascinent aisément l'imagination des classes laborieuses, et puis les paresseux, les ivrognes et les vagabonds voudraient les mettre à exécution d'une manière immédiate et absolue.

Voici peut-être, s'il n'était pas dangereux pour

la société, qu'il exposerait à une terrible secousse, le moyen le plus sûr de combattre et de vaincre le socialisme. Ce serait de lui donner toutes facilités pour mettre son système en essai.

Aussitôt on verrait les chefs d'école présenter leurs théories toutes contraires les unes aux autres. Ils se déchireraient à belles dents, sans trêve ni merci; ils présenteraient des projets insensés et voudraient faire adopter chacun le sien comme étant le seul capable d'assurer le bonheur de l'humanité. Leurs interminables et folles querelles auraient bientôt désabusé ceux qui sont de bonne foi, et le socialisme tomberait sous le ridicule de son impuissance. Alors les républicains modérés proposeront les lois régénératrices et de progrès qui doivent assurer le bien-être des travailleurs, et feront bénir la république. Tandis qu'aujourd'hui, les préoccupations de la défense, arrêtent le bon-vouloir des législateurs et leur font rejeter toute amélioration.

Ainsi les malheureux qu'ont égarés les fougueux orateurs du socialisme en sont venus à ne rêver que le chaos au lieu de la vraie république qui pouvait seule assurer leur sort. Et, par la crainte qu'ils inspirent, on voit se jeter dans les bras des anciens partis une portion notable de la bourgeoisie dont les sympathies étaient sincèrement acquises à la république.

CHAPITRE VIII.

Le Comité dissident. — Affaire des bombes incendiaires.

Après cette funeste affaire de Coffineau, le comité comprit qu'il était temps de se mettre à l'œuvre, de réunir les différentes fractions éparses du parti républicain, et de les soumettre à une direction supérieure et intelligente pour éviter à l'avenir de nouvelles catastrophes. Je fus chargé de ce travail avec Albert.

Ma mission consistait à aller trouver les chefs les plus influents et à leur expliquer les intentions du comité central. Pendant ce travail je fus heureux de pouvoir mettre à profit les indications que m'avait données en prison l'ex-mouchard dont j'ai parlé, pour éviter de me heurter aux faux frères. Bientôt je reconnus la vérité de ce qu'il m'avait dit, et je suivis ses conseils.

Dans une de mes excursions nocturnes, j'aperçus Delahode se promenant sur le quai Voltaire, entre le pont du Carrousel et le pont des Arts. Il pleuvait à verse, et cette circonstance me donna à réfléchir. Est-ce que par hasard ce cher Delahode puiserait aussi dans la cassette des fonds secrets, me dis-je? Mais, me rappelant ses chansons, ses magnifiques strophes sur l'Irlande et la Pologne, et surtout les articles violents qu'il écrivait dans le journal *la Réforme*, je jugeai la chose impossible, et, allant droit à lui, je lui frappai sur l'épaule.

—Bonsoir, Delahode!

—Hein! fit-il, d'un air tout surpris.

—Que diable fais-tu par ici à cette heure et par ce temps affreux?

—J'attends un bougre qui me doit de l'argent, et comme il passe par ici tous les soirs à cette heure, il va me payer, ou sinon... Et il frappa violemment le parapet, de sa canne.

Je remarquai bientôt qu'il voulait se débarrasser de moi. Mais comme il s'aperçut que je m'obstinais à rester, il dit tout-à-coup : « Ah, bah! voilà une heure que je l'attends! je reviendrai une autre fois et par un plus beau temps. »

Puis après m'avoir souhaité le bonsoir il me quitta en prenant du côté du pont du Carrousel. Moi je pris celui du pont des Arts.

« Ah! tu veux me donner le change! Il ne sera pas dit que j'aurai été mouillé jusqu'aux os sans

avoir découvert le mystère que tu veux me cacher. »

Au lieu de prendre le pont des Arts, je me postai sous les arcades du palais de l'Institut. Il était environ minuit, et à la lueur des becs de gaz je le vis revenir sur ses pas en cherchant de tous côtés si je n'étais pas embusqué sous quelque porte cochère. Il paraît qu'il se rassura, car je le vis recommencer sa promenade de long en large, comme auparavant.

Un quart-d'heure après, j'aperçus la voiture aux deux petites lanternes vertes que m'avait signalée mon ex-agent. Elle s'arrêta au coin de la rue des Vieux-Augustins; un homme en descendit. Delahode traversa le quai et alla droit à lui. Ils causèrent un instant, et je vis Delahode faire le geste d'un homme qui met de l'argent dans sa poche.

Que disait-il donc, qu'il avait un mauvais débiteur? ils se connaissent! j'en sais assez et je partis.

Toute mon application alors se porta à éloigner Delahode de nos réunions, et surtout à empêcher Albert de tomber dans quelque piége. Car il était la clef de voûte de notre édifice. J'eus recours à la ruse; car si j'avais dit alors ce que je savais sur Delahode, j'aurais passé pour un calomniateur.

Quelques jours après, on lui refusa un article qu'il voulait faire insérer dans le journal *la Réforme*. Sa vanité d'écrivain en fut blessée. Je lui conseillai de se venger en fondant un autre journal, ce qu'il fit de concert avec Pilhes et Dupoty Ils

publièrent même le prospectus du journal *le Peuple*, et pendant ce temps-là nous en fûmes presque débarrassés.

Ces occupations ne me détournaient cependant pas du projet qu'avait conçu le comité. Je découvris une nouvelle fraction qui faillit compromettre encore le parti. Ce fut un nommé Cullot qui me mit en rapport avec elle. Elle était nombreuse et dirigée par des hommes de sac et de corde. Cullot m'apprit qu'ils avaient résolu de forcer les Tuileries et de tuer Louis-Philippe. Comme il leur fallait acheter des armes, ils devaient piller la boutique d'un changeur pour se procurer l'argent nécessaire.

Ils fondaient des balles, s'exerçaient à fabriquer de la poudre et des bombes incendiaires, dont une seule devait suffire pour incendier une caserne de gardes municipaux.

Je dissimulai mon étonnement au récit de toutes ces merveilles et je me rendis avec lui à une de leurs réunions qui se tenait chez un marchand de vin dans un passage, rue des Écluses, faubourg Saint-Martin.

J'entendis là discuter les projets les plus insensés. Le marchand de vin me montra un moule qui fondait cinquante balles à la fois, ensuite il apporta des fers de lance. En ce moment Barbast arriva suivi de deux individus, dont l'un était de mes suspects. A peine assis, le citoyen Barbast

demanda la parole pour une communication importante. Ignare et stupide à l'excès, cet homme a cependant de hautes prétentions à l'éloquence. Son discours qui menaçait d'être long fut interrompu par Velhicus, qui me demanda le but de ma visite.

Je lui expliquai alors que j'étais chargé par le comité central de rallier toutes les fractions divisées du parti républicain.

Le citoyen Velhicus, un des beaux parleurs de l'endroit, prit alors la parole. Mais Barbast et Vitou l'ayant prise en même temps, je subis trois discours à la fois, auxquels je ne compris qu'une chose, c'est que j'étais envoyé par les aristos de *la Réforme* pour les diviser.

Je répondis que des membres du comité je ne connaissais qu'Albert, et que s'ils le désiraient je l'amènerais à la prochaine réunion. J'avais à peine fini de parler qu'on frappa à la porte, et je vis entrer deux braves travailleurs chargés de plomb qu'ils avaient volé pour fabriquer des balles.

Cette circonstance suffit pour me déterminer à ne pas rester plus longtemps avec eux.

Le marchand de vin en me reconduisant me dit qu'il nourrissait tous ces excellents patriotes, mais qu'il était ruiné et qu'il avait hâte de les voir engager la lutte, car il était réduit à déménager à la *sonnette de bois* (sans bruit et clandestinement).

Je frémis en pensant que je venais de reconnaître un espion parmi eux et qu'en cas d'une descente de

publièrent même le prospectus du j[illegible] .rs, comme et pendant ce temps-là nous en [illegible] barrassés. [illegible] gea mes crain-

Ces occupations ne m[illegible] re tout son pos- dant pas du projet qu[illegible] . aussi détestables découvris une nouvel[illegible] promettre encore le [illegible] ., Cullot et Vitou vinrent qui me mit en ra[illegible] nèrent à une réunion qui se breuse et dirigé[illegible] , chez un marchand de vin ; ils Cullot m'app[illegible] ma présence était nécessaire, parce Tuileries e[illegible] pris des renseignements et que j'étais fallait a[illegible] si je voulais être des leurs, ils m'of- tique [illegible] position préférable à celle que javais cess[illegible] marchands de papier de la *Réforme*, qui [illegible] républicains que de nom.

Arrivés chez le marchand de vin qui se nommait [illegible], affilié lui-même aux sociétés, nous trou- [illegible] une nombreuse réunion. L'orateur Velhicus prit la parole : il proposa de nommer un comité composé de cinq membres, qui seraient déclarés en permanence. Ces membres devraient toucher chacun cinq francs par jour, pris sur les cotisations, et rendre de cinq jours en cinq jours compte aux chefs de groupes des mesures révolutionnaires qu'ils auraient adoptées. Deux agents révolutionnaires entretenus aussi aux frais de l'association transmettraient et feraient exécuter les ordres du comité.

Quiconque ferait connaître un des membres du comité serait expulsé. Les membres du comité ne

devront jamais être vus en état d'ivresse; ils seront révocables. Lorsque les adhérents seront au nombre de mille on commencera l'insurrection.

Je voulais me retirer, mais on insista en me disant que ma présence ne gênerait en rien et qu'on comptait sur ma discrétion.

Un chapeau noir, fort crasseux, fut placé sur la table et chacun y déposa son vote. Voici le résultat du scrutin : Feret, dit *Moustache*, Poitier, Vitou, dit *le Papa*, Cullot et Velhicus, dit *le Râpé*. La police fut heureuse et comme toujours il se trouva qu'elle eut de ses agents dans le comité.

Tous les membres présents jurèrent de ne jamais révéler ce qui venait de se passer.

La première démarche du comité fut de chercher à se procurer de l'argent pour acheter des armes et des munitions. Ledru-Rollin, auquel on s'adressa pour en obtenir un billet de 1,000 fr., destiné à mener à bonne fin une révolution, les éconduisit poliment en leur disant qu'un billet de 1,000 fr. ne suffisait pas pour renverser un gouvernement.

A la première entrevue que j'eus avec Albert il me demanda si je savais quelque chose de nouveau au sujet des hommes de la Villette. Sur ma réponse négative, il me dit : « Tu mens, ils t'ont nommé membre de leur comité, tu marches avec eux. »

Mes explications lui firent reconnaître son erreur. En ce moment Velhicus entra dans le café et nous aborda d'un air grave et sévère, et, s'adressant à moi :

— Vous causiez de nous, monsieur, me dit-il?

— C'est vrai, lui répondit Albert, et il partit d'un éclat de rire vraiment homérique, que je ne pus m'empêcher de partager en voyant la merveilleuse toilette de Velhicus.

Chose extraordinaire, il était rasé complétement et portait des lunettes bleues. Son chapeau blanc d'une hauteur prodigieuse, sa cravate blanche et son gilet blanc, contrastaient singulièrement avec le reste de son costume. Ses souliers d'une longueur démesurée ressemblaient assez bien à une paire de babouches; son pantalon noir ou plutôt un maillot de cette couleur recouvrait ses os qui pointaient de toutes parts; son habit noir, à queue de morue, qu'il avait emprunté à un charpentier d'une taille colossale, lui descendait jusque sur les talons, et pour se donner un genre de dandy accompli il portait sur le bras son éternel paletot d'été, qui lui avait fait donner parmi les siens le sobriquet du *Râpé*. Il fumait un cigare de 5 centimes et tenait à la main un jonc de deux sous.

Tous les habitués de l'estaminet se joignirent à nous et toute la salle partit d'un immense éclat de rire.

Velhicus, quoique très-susceptible, sut cependant se contenir. C'était un garçon d'une certaine intelligence, mais d'une vanité excessive et plein de confiance en son propre mérite. Il nous pria de sortir, car il venait pour nous parler sérieusement, disait-il.

Quand nous fûmes dehors : « Je sais, monsieur, que vous n'avez pas gardé le secret sur ce qui s'est passé à notre dernière réunion, et que vous en racontez tous les détails à qui veut vous entendre.

— Vous vous trompez, lui dis-je ; » et je lui racontai les reproches que m'avait adressés Albert à cause de ma discrétion.

Il me fit alors des excuses et me dit d'un ton sentencieux : « Je ferai part à mes collègues de mon erreur sur votre compte, citoyen. »

Dès l'instant qu'il me traitait de citoyen, je vis que j'avais reconquis son estime. Quand les républicains se donnent entre eux le titre de *monsieur*, il est synonyme de coquin, de scélérat, etc.

Nous comprîmes quel était le but de sa toilette quant il nous eut expliqué qu'il venait vers Albert chargé d'une *mission diplomatique*.

Lui et ses collègues du comité de la Villette avaient résolu dans l'intérêt de la cause, et mettant de côté les dissentiments particuliers, de demander la fusion des deux comités. Il priait en conséquence Albert de lui obtenir une audience immédiate du comité de la *Réforme*.

Albert lui répondit que le comité ne tenait que des séances absolument secrètes et qu'il ne pourrait communiquer avec eux que par un de ses membres délégué à cet effet. Qu'au reste il se proposait pour se mettre directement en rapport avec lui et ses collègues.

Velhicus, quoique très-contrarié, accepta la proposition d'Albert et nous invita pour le lendemain chez Gorau.

Lorsqu'il nous eut quittés : « Comprends-tu ces imbéciles! me dit Albert, aller former un comité! Ils vont tout compromettre ; la police va les pincer, car, déterminés d'en finir comme ils le sont, ils vont se lancer dans quelque folle entreprise. Le seul moyen de les retenir, c'est d'aller les voir et d'employer la ruse pour les forcer à se dissoudre. »

A la *Réforme* on s'en rapporta à notre zèle pour tout ce que nous ferions à cet égard.

Nous nous rendîmes donc le lendemain chez Gorau. L'assemblée était complète; on avait convoqué le ban et l'arrière-ban pour cette séance d'apparat.

On avait fait venir pour l'opposer à Albert le citoyen Lacambre, docteur en médecine, ex-professeur de rhétorique, etc., etc. Par malheur j'avais été prévenu dès le matin de cette disposition, et Albert, averti par moi, déclara dès son entrée qu'il allait se retirer si Lacambre restait; ajoutant que ses excentricités et ses inconséquences passées devaient le faire exclure de toute réunion politique.

« Puisque ma présence paraît compromettante à M. Albert, dit Lacambre en s'inclinant avec affectation, je me retire, mais je suis toujours à la dispotion des citoyens qui m'ont honoré de leur confiance. » Et il sortit accompagné de quelques amis

dévoués, qui ne voulurent pas l'abandonner. Ce furent alors des lamentations dignes de Jérémie : « Ah ! quel malheur ! s'il allait se fâcher, nous abandonner ! »

Ces pauvres gens, habitués à l'entendre discourir pendant de longues heures sur la famille, le libre arbitre, l'Évangile, la République de Sparte et les lois de Lycurgue, sur la femme, le travail en commun, l'égalité des fortunes, la suppression des monnaies, sur tout enfin et d'autres choses encore, se croyaient voués pour toujours à l'ignorance en perdant ce précieux orateur. Et puis ils comptaient tant sur sa rhétorique, pour éblouir Albert !

La séance allait commencer lorsqu'on s'aperçut que le président d'âge, le papa Vitou, était absent. On s'empressa de le chercher et après un assez long espace de temps on finit par le trouver buvant chez un marchand de vin de la barrière, tout en dévorant des petits gâteaux dont il était très-friand.

On le conduisit avec mille attentions au tabouret d'honneur. Il voulut prendre la parole et prononça même quelques mots ; mais l'ivresse dans laquelle il était plongé ne lui permit pas d'achever la première phrase, et chacun put s'apercevoir que l'infortuné avait oublié l'un des articles essentiels du règlement.

Velhicus s'empressa de prendre la parole, et Vitou, plein de confiance dans l'éloquence de son

ami, laissa tomber sa tête sur la table et s'endormit profondément.

Après quelques discussions, Albert lut un ordre du jour assez belliqueux, écrit par Delahode, et dont la lecture ne fut interrompue que par les puissants ronflements du président d'âge.

En sortant de cette réunion, Velhicus nous conduisit dans plusieurs endroits où se réunissaient des membres de cette même fraction.

Lorsque Velhicus nous eut quittés, Albert me dit: « Ils sont nombreux, et jai remarqué parmi eux beaucoup d'hommes d'action; ménageons-les, ils pourront un jour nous être fort utiles. Il nous faudra, je crois, faire quelques concessions à leurs idées les plus raisonnables. » Il me promit de secouer l'apathie des hommes de *la Réforme,*

Il alla, en effet, jusqu'à les menacer de se séparer d'eux, s'ils ne voulaient pas prendre une marche plus révolutionnaire : on le lui promit.

Tout allait donc bien, lorsque Cullot eut la malencontreuse idée de tomber dans un piége grossier. Une des *lumières* du comité proposa de fabriquer de nouvelles bombes incendiaires, assurant qu'une centaine suffiraient pour exterminer toute la garnison de Paris. On se mit aussitôt à l'œuvre: on fit un essai dans la plaine Saint-Denis, et quoiqu'on n'eût pas réussi complétement, on n'en mit que plus d'acharnement à surmonter tous les obstacles.

On dépensa tout l'argent en expériences infructueuses.

Cependant les hommes murmuraient; ils demandaient à grands cris ces fameuses bombes dont on ne parlait plus. « On a mangé notre argent, disaient-ils; il faut révoquer le comité. »

Cette menace produisit son effet. On se mit à l'œuvre; mais l'argent manquait. Cullot ramassa une cinquantaine de francs, avec lesquels on fabriqua quelques bombes : on les fit voir aux mécontents, et ils se calmèrent.

J'appris alors qu'on devait passer un billet au sieur Vallier, cet officier de Méry-sur-Oise, dont j'ai parlé à propos de Caussidière.

Cet homme faisait partie de tous les comités: bonapartistes, légitimistes, républicains; les conspirateurs le récompensaient ainsi de son dévouement en espèces sonnantes. Seulement les honneurs dont on le comblait n'étaient pas tout à fait du goût de sa famille, qui parla même de le faire interdire.

Cette fois, je convins avec Albert de le prévenir, et je fis le voyage de Méry avec Vitou père, qui resta dans un cabaret du village. Vallier me remercia, et me raconta tous ses mécomptes avec les patriotes.

Je dis à Vitou que le bonapartiste ne voulait pas délier les cordons de sa bourse.

« Encore un que l'on pendra pour son refus, » me dit-il. Le comité fut atterré à cette nouvelle; ce fut encore Cullot qui vint à leur secours. Il tira quinze

francs d'un médecin de la Villette; puis, le lendemain, il réunit encore une cinquantaine de francs: avec cela on fit des bombes qui, cette fois, réussirent à merveille : le choc seul suffisait pour les enflammer.

Le comité était triomphant. Barbast, qui avait contribué à leur confection pour une forte somme, en demanda deux pour mettre le feu au marché du Temple, qui ruinait son commerce de tailleur. Je fis remarquer que plus de quinze mille personnes du peuple vivaient de ce marché, et que ce serait rendre le parti odieux si un pareil fait était découvert : et on les lui refusa,

Un jour, je fus chez Cullot, au moment où il faisait des bombes. Je vis en entrant que le phosphore qu'il enfonçait par la petite ouverture s'enflammait :

— Mais la bombe va éclater! m'écriai-je.

— As-tu peur? me dit-il. Je m'assis auprès de lui ; Vitou fils se tenait à l'écart. Le jeune enfant de Cullot était baissé près de son père. Tout à coup j'aperçus un grain de poudre resté à l'ouverture enflammée.

Saisir l'enfant, le jeter sur un lit dans la pièce voisine, et refermer la porte sur moi, fut l'affaire d'un instant. La bombe éclate avec un fracas épouvantable, et brise les vitres de la maison. La femme de Cullot pousse un cri perçant.

Je me hasarde à ouvrir la porte ; la chambre est

pleine de fumée et de phosphore. J'étais suffoqué.

Je cherche Cullot à tâtons, et je le trouve dans la cuisine, où sa femme lui jetait de l'eau sur le visage. Je lui arrache sa blouse qui brûlait, et l'aide à en remettre une autre. Nous prenons vivement les bombes et les emportons pour les cacher dans un terrain voisin, car le portier et les locataires accouraient irrités, et menaçant du commissaire. La bombe avait sauté en l'air, et n'avait éclaté qu'au-dessus de la tête de Cullot. Vitou fils s'était jeté sur le carré, et s'était enfui précipitamment.

Quelques jours après, nous allions avec Cullot pour faire des expériences, lorsque des agents de police se jetèrent sur lui à la barrière de la Chapelle. Vitou père et un autre furent arrêtés. Je repoussai un des agents qui voulait porter la main sur moi, et me sauvai ainsi que plusieurs camarades. Je remarquai que Moustache avait, contre son habitude, refusé de prendre un verre de vin avec nous, et qu'au moment où les agents se ruaient sur nous il était à sa fenêtre. Je me dis en moi-même : *Il a été bien inspiré.*

Il n'y avait aucune preuve contre moi, et la femme de Cullot me dit que je n'avais rien à craindre de son mari ni du père Vitou. Ils m'engageaient, au contraire, à continuer d'organiser les hommes de la Villette, ce que je fis; seulement je pris la précaution de changer de domicile.

Ainsi que l'avait prévu Albert, l'accident arrivé

à Cullot fut un mal pour un bien; car, débarrassé de ce comité turbulent, et à l'aide d'un ami dévoué, j'eus bientôt organisé et discipliné tous ces hommes. Ce fut alors qu'Albert, voyant que cette occupation absorbait tout mon temps, demanda à mon insu au comité de m'accorder un subside pour m'indemniser de la perte de mon travail. Flocon lui remit de l'argent pour moi et mon ami. Je reçus ainsi quelques centaines de francs.

Lorsque j'eus mis Albert en rapport avec tous les chefs de groupe, il me dit : « Je suis tranquille maintenant; j'ai la clef, et nous pouvons faire la paix ou la guerre. Je vais demander quelques billets de mille francs chez moi pour acheter de la poudre, et si *la Réforme* ne marche pas, tu verras ce que je veux faire. »

Quelques jours après, il fut arrêté sur la dénonciation de Vitou fils. Je courus prévenir Flocon.

« J'ai quelque chose à vous apprendre, me dit-il; nous tenons un mouchard qui n'est peut-être pas étranger à l'arrestation d'Albert; et ce soir nous allons lui demander une explication. Lisez cette lettre. »

Elle était à l'adresse du sieur Turmel, marchand de vin rue de Poitou. On lui disait : « Si vous continuez ainsi à vous mettre en avant en tout, vous « vous perdrez, et vous ne me serez plus d'aucune « utilité. Il y a déjà quelques soupçons sur vous : « allez encore à *la Réforme*, car j'ai peine à croire

« ce que vous m'avez dit. Allez vous en assurer de « nouveau. » Cette lettre avait été jetée à la poste de la Préfecture.

Turmel, qu'on avait envoyé chercher, arriva. Il chercha à se justifier, mais, pour quelques-uns de nous, il fut toujours considéré comme un mouchard.

Albert fut mis en liberté quelques jours après son arrestation. Il me dit qu'il avait entendu prononcer mon nom chez le juge d'instruction, et que probablement un mandat d'arrêt allait être lancé contre moi, car Vitou fils m'avait aussi dénoncé.

Le fameux Considère se trouva mêlé, on ne sait comment, dans cette affaire, sans doute pour *moutonner* dans la prison. Il sut si bien exciter les autres prévenus contre moi, que tous, à l'exemple de Vitou, me signalèrent comme le meneur principal de ce complot.

Accablé sous toutes ces dénonciations, je fus condamné par contumace à quatre ans de prison et autant de surveillance.

Telle fut la véritable histoire de l'affaire dite *des bombes incendiaires*, que Caussidière, devant l'Assemblée nationale, lors de la commission d'enquête, confondit, à dessein, avec ces pétards qu'un monomane semait le soir dans les rues de Paris. Il osa m'accuser d'avoir répandu ces pétards pour épouvanter la population ; aujourd'hui je n'ai pas besoin de m'en défendre, puisque le pauvre fou vient d'être arrêté en flagrant délit.

Il y eut dans tout ceci quelque chose de plus funeste pour moi que ma condamnation : comme je n'avais pas été arrêté, mes co-accusés m'accusèrent de trahison, eux qui me dénonçaient!

Cette inculpation me fut très-pénible. Découragé, je dis à Albert que j'étais résolu de me retirer jusqu'au jour du combat, qui, je l'espérais, ne se ferait pas attendre longtemps, et qu'alors je ferais voir à mes calomniateurs qui d'eux ou de moi saurait mieux défendre la cause sacrée de la République. Je quittai Albert comme on quitte un ami, et je partis, le cœur serré par la tristesse, pour la Hollande, où j'avais des parents.

Comme on le voit, tout n'est pas couleur de rose lorsqu'on sert au péril de sa vie messieurs les démocrates : on risque encore, à ce service, son avenir et son honneur.

CHAPITRE IX.

La Révolution de Février.
Comment se bâcle un Gouvernement provisoire.

Quelques mois après, j'appris par les journaux de France, que je lisais assidûment sur la terre de l'exil, la manifestation qui devait avoir lieu à l'occasion du banquet du douzième arrondissement. Je compris que le moment était venu; que de graves événements se préparaient.

Je partis donc et j'arrivai à Paris le 21 février au soir. Le lendemain, dès le matin, je parcourus plusieurs ateliers, je rassemblai quelques hommes déterminés et nous arrivâmes aux Champs-Élysées. Je trouvai là une foule immense qui criait *vive la Réforme!*

Excités par la vue de tout ce peuple plein d'enthousiasme, par les charges nombreuses de la cavalerie, nous résolûmes de résister. Nous fîmes pleu-

voir les pierres et les chaises sur les sergents de ville et les municipaux. Nous sentions bien que le terrain des Champs-Élysées ne nous était pas favorable; aussi le quittâmes-nous pour traîner à notre suite l'émeute dans l'intérieur de Paris.

En chemin je rencontrai, rue Neuve-des-Petits-Champs, près de la Bibliothèque, Albert, Caussidière, Pilhes, Delahode et quelques autres. Ils me reconnurent : « Où vas-tu, me dirent-ils ?

— Je vais dans Paris continuer la besogne commencée aux Champs-Élysées.

— Ne crains-tu pas d'être arrêté? me dit Delahode : d'où viens-tu ?

— Je m'étais exilé devant les soupçons qu'on a voulu faire planer sur moi. J'avais promis à Albert de revenir pour le jour du combat : l'heure a sonné, et je viens me mettre à la disposition du parti. »

Albert, Pilhes et Caussidière me serrèrent la main et m'assurèrent qu'ils ne m'avaient jamais soupçonné. Nous nous séparâmes par prudence. Mais avant de nous quitter, Albert me donna rendez-vous pour le soir même, place du Palais-Royal.

Je vis donc Albert le soir : il m'avoua que le comité n'avait rien prévu, et que l'on n'avait pas d'armes.

« Où sont donc leurs promesses? m'écriai-je. Ils mentaient donc lorsqu'ils nous promettaient des armes et des munitions pour le jour du combat! Que sont devenues les sommes versées? N'importe,

je n'y tiens plus; j'ai des cartouches en lieu sûr; je commence demain avec les amis que tu as vus tantôt. Où est le rendez-vous, en cas de succès?

—A *la Réforme*, me dit-il, c'est de là que nous partons pour l'Hôtel-de-Ville, où nous devons installer un gouvernement provisoire. » On voit que nous vendions la peau de l'ours avant de l'avoir jeté par terre.

J'appris ensuite au café que Caussidière était résolu à donner; qu'on pouvait compter sur lui pour deux raisons. D'abord il avait besoin de se faire tuer, ses affaires allant très-mal; puis il avait dit sérieusement, et à jeun, qu'on ne pouvait tarder plus longtemps. Delahode seul s'opposait à une prise d'armes.

Le lendemain, la lutte s'engagea. Je fus blessé au côté gauche, à la barricade de la rue Vieille-du-Temple. Je n'entrerai point ici dans le détail des différents combats qui se livrèrent pendant ces deux jours; le souvenir en est présent à la mémoire de tous. Seulement, qu'il me soit permis d'affirmer, malgré les observations contraires, que le peuple s'est réellement battu en Février; et, d'ailleurs, pour quiconque a vu alors l'aspect de Paris, il est de toute évidence que cent mille soldats déterminés à mourir n'auraient pu sauver la monarchie.

Quand nous fûmes maîtres de l'Hôtel-de-Ville, où nous avions pris deux pièces de canon, je vis la

victoire assurée et je courus à *la Réforme* pour annoncer au comité cet heureux succès.

Je ne trouvai là que quelques habitués : je demandai où était Flocon. On me dit qu'il était au café. En descendant je le trouvai en uniforme de la garde nationale, causant avec Baune ; tous deux fumaient tranquillement leur pipe, leur fusil vierge sous le bras.

« L'Hôtel-de-Ville est à nous, leur dis-je, nous avons des canons, les troupes battent en retraite de tous côtés, les casernes sont brûlées ou occupées par le peuple, la garde nationale est avec nous, tout Paris est hérissé de barricades.

— Avez-vous vu Caussidière ? me dit Flocon.

— Non, je n'ai pas même vu Albert, mais je suis certain qu'ils se battent comme des lions.

— Voilà qui change terriblement les affaires, ajouta Flocon : il faut nommer un gouvernement provisoire. » Puis se tournant vers ceux qui me suivaient :

« Vous paraissez échauffés, mes braves, vous devez avoir soif, entrez au café. » Et il me donna de l'argent pour leur payer de la bière.

« Hâtez-vous, me dit-il, vous monterez à la *Réforme*, jai des ordres à vous donner. »

Un instant après je fus le retrouver ; il y avait avec lui Cahaigne, le frère de Bocquet, Baune et quelques autres.

On vint annoncer alors qu'un combat terrible se

livrait sur la place du Palais-Royal, et que la troupe, retranchée dans le poste du Château-d'Eau, opposait une résistance désespérée.

« Qu'on les mitraille, dit quelqu'un, » et l'on me donna l'ordre d'y conduire les deux pièces de canon de l'Hôtel-de-Ville. Cet ordre, rédigé par Bocquet, était ainsi conçu : « Citoyens, on massacre « nos frères sur la Place du Palais-Royal. Nous auto- « risons le citoyen Chenu, porteur de cette lettre, à « y faire conduire les deux canons qui sont en votre « pouvoir, afin d'en finir promptement avec les « derniers défenseurs du tyran Louis-Philippe. » Signé Bocquet. Au-dessous, le cachet de *la Réforme*.

On m'adjoignit Cahaigne pour porter cet ordre, et on nous donna, en outre, quelques proclamations pour les distribuer au peuple.

Arrivés à l'Hôtel-de-Ville, nous trouvâmes une foule compacte, ivre de joie et de vin. Des hommes, des femmes étaient montés sur les deux pièces de canon et jusque sur les chevaux. Ils se faisaient traîner ainsi autour de la place.

Nous ne pûmes leur faire entendre raison. J'eus beau leur montrer l'ordre dont j'étais porteur, leur expliquer que quelques coups de canon épargneraient le sang de leurs frères, rien ne put les engager à descendre et à nous suivre.

« Viens, dis-je à Cahaigne, cette scène me dégoûte ; il n'y a plus là un seul des combattants de ce matin ; il n'y a plus qu'une tourbe insensée

qu'une compagnie balaierait en un instant. Retournons à *la Réforme*. »

En route je me trouvai séparé de Cahaigne. Je retrouvai rue Rambuteau des patriotes de ma connaissance, qui gardaient leurs barricades. On nous dit que Pornin et une foule de nos amis, arrêtés la veille, étaient à la Préfecture. Nous résolûmes de les délivrer. Nous partîmes avec des forces imposantes.

« Tous les municipaux et les sergents de ville y sont réunis, razzia complète ! » tel fut le cri général.

Des sapeurs improvisés marchaient en tête, des tambours de la garde nationale battaient la charge. Arrivée au Quai-aux-Fleurs, la colonne se divisa en deux forts détachements : l'un prit par le quai pour attaquer la porte de la Cour-du-Harlay ; quant à nous, nous prîmes par la rue de Jérusalem.

La porte était fermée, nous allions l'enfoncer, lorsqu'elle s'ouvrit tout-à-coup. Nous nous précipitons et trouvons les municipaux armés et prêts à faire feu. Le sang allait couler, lorsque l'un de nous s'élance le sabre à la main, et relevant du geste les fusils qui s'abaissaient déjà :

« Bas les armes ! s'écria-t-il; si vous faites un mouvement, le peuple va vous écharper. » En ce moment on entendit quelques coups de fusil du côté du quai. Ce fut alors un désordre impossible à décrire. Près de deux cent cinquante cavaliers qui se trouvaient dans la petite cour du Dépôt l'encombraient ; le flot qui envahissait la Préfecture grossissait à chaque

instant. Les municipaux ne tentèrent plus alors aucune résistance; mais quelques-uns brisaient leurs fusils plutôt que de les rendre. Les cavaliers surtout voulaient s'en aller avec leurs chevaux, disant qu'ils étaient à eux. « Vous n'emporterez que votre peau, disait le peuple; trop heureux encore de n'en pas laisser après nos baïonnettes. »

On déposa les armes dans un coin de la cour; quant aux municipaux désarmés, pour les faire échapper à la colère de la foule on leur donna des blouses et des bourgerons. Alors nous fîmes mettre en liberté tous ceux de nos amis qui avaient été arrêtés les jours précédents. Ils défilèrent devant nous, Pornin en tête, en criant : *Vivent nos libérateurs !*

Je me dirigeai sur la place du Palais-Royal, où j'entendais encore la fusillade.

Arrivé à la rue du Musée, je vis des tourbillons de fumée; c'étaient les voitures du Roi qui brûlaient devant le poste du Château-d'Eau, dont le peuple s'emparait en ce moment.

Ce fut là le dernier et le plus terrible des combats de cette journée. Je vis là Pilhes, Étienne Arago en uniforme, Caussidière, Albert et Delahode. Lesseré venait d'être blessé à la cuisse, il était tombé en criant : *Vive la République!* Ce furent là les seuls chefs que je vis combattre; les autres, tels que Baune et Flocon, avaient jugé prudent de ne pas quitter la rue Jean-Jacques Rousseau. Les habi-

tants de cette rue qui ont de la mémoire doivent bien rire lorsqu'ils entendent ces deux braves se vanter d'avoir combattu pour la République; et le feuilletoniste qui écrivit dans le *Courrier Français:* « C'est à la barricade de la rue de Valois que le « citoyen Ferdinand Flocon s'est tant distingué », aurait mieux fait de dire : « C'est dans la rue Jean-Jacques Rousseau que le citoyen Ferdinand Flocon a si bravement fumé sa pipe, pendant que le peuple se faisait tuer à la barricade de Valois. » Mais c'est ainsi qu'on écrit l'histoire!

Après la prise du poste du Château-d'Eau, nous fûmes aux Tuileries, où nous assistâmes au sac des appartements du Roi et de la salle du Trône.

Je retournai à *la Réforme,* et chemin faisant je songeai au petit nombre de Républicains que j'avais vus combattre. Mais le peuple se passa bien d'eux, comme on a pu le voir, et puis, en revanche, si on ne les vit pas au combat, ils eurent soin de se faire voir après la victoire. Ils surent tirer à eux tout le profit d'une révolution qu'ils n'avaient pas faite, qu'ils n'avaient pas même prévue.

J'étais encore suivi d'une centaine de combattants ; les uns montèrent avec moi dans les bureaux, les autres formèrent un poste dans la cour. J'entrai dans la première pièce à gauche. Une quarantaine de personnes au plus étaient réunies, parmi lesquelles se trouvaient :

Flocon.
Beaune.
Caussidière.
Sobrier.
Louis Blanc.
Thoré.
Garnaux.
Fayolle.
Tisserandot.
Albert.
Delahode.
Boivin.
Chenu.
Joseph Ledoux.
Boileau.
Zammaretti.
Delpech, fondeur en cuivre.
Gaulier, vidangeur.
Gervais, maçon.
Tissot, charpentier.
Dupuis, corroyeur.
Gras.
Cahaigne.
Et. Arago.
Ch. Frottier, tailleur.
Vallier.
Etienne Augier.
Petit.
Bocquet.
Pont.
Etc., etc.

Plusieurs d'entre eux, qui ne m'avaient pas encore revu, vinrent me serrer la main. On me demanda si j'étais blessé, en voyant la buffleterie de ma giberne inondée de sang.

« Ce n'est pas mon sang, répondis-je, c'est celui d'un garde municipal. »

Beaune paraissait présider : « Voici, nous dit-il, la liste des délégués au Gouvernement provisoire que *le National* nous communique. Il nous laisse la moitié des places. »

On proposa tour-à-tour les citoyens Flocon, Arago, Ledru-Rollin, Louis Blanc; tous ces noms furent adoptés. Beaune proposa après coup le citoyen Albert pour représenter les travailleurs dans le Gou-

tants de cette rue qui ont de la m[illegible] asme.
bien rire lorsqu'ils entendent ce[illegible] un dé-
vanter d'avoir combattu pour [illegible] élégué à
feuilletoniste qui écrivit dans [illegible] s faut un
« C'est à la barricade de [illegible] ont tra his
« citoyen Ferdinand Flo[illegible] un rega rd
aurait mieux fait de di[illegible] la directio n
Jacques Rousseau qu[illegible] prendre posses-
a si bravement fur[illegible]
se faisait tuer à [illegible] rons-nous à la police? »
ainsi qu'on éc[illegible]

Après la [illegible] nom de Caussidière, et toutes
fûmes aux [illegible] vèrent pour l'engager à accepter ces
apparte[illegible] Il paraissait indécis. « Allons, ac-
Je [illegible] nous te servirons d'escorte. » Il se résigna.
sor[illegible] demanda à le seconder, et tous deux fu-
v[illegible] rent nommés délégués au département de la police.

Nous allions partir, lorsque revint Étienne Arago : « Les gardes nationaux qui gardent l'hôtel des Postes m'ont f.... à la porte, dit-il, et ne veulent pas me reconnaître pour directeur. » Je pris une cinquantaine d'hommes, et allai l'installer dans ses bureaux.

Quand nous revînmes de cette expédition, Caussidière était déjà parti avec quelques camarades seulement.

IIe PARTIE.

La Préfecture de Police sous Caussidière

CHAPITRE X.

La Nuit du 24 Février à la Préfecture de Police.

Je me rendis à la Préfecture en toute hâte, et je la trouvai gardée par des gardes nationaux. L'adjudant-major Caron s'avança vers moi, et me dit :

« Vous pouvez vous retirer, mon ami, on n'a pas besoin de vous ici, la garde nationale est assez nombreuse pour faire le service. » Je regardai avec plus d'attention cette prétendue garde nationale. Mais ce sont tous mouchards et sergents de ville déguisés! Caussidière n'est pas en sûreté avec ces gens-là ; et repoussant Caron, j'entrai dans la Préfecture malgré lui.

Je rangeai mes hommes dans la cour, et je montai chez Caussidière. Je le trouvai dans le cabinet du secrétaire-général, assis dans un fauteuil et causant avec Sobrier et plusieurs employés de la Préfecture.

victoire assurée et je courus à *la Réforme* pour annoncer au comité cet heureux succès.

Je ne trouvai là que quelques habitués : je demandai où était Flocon. On me dit qu'il était au café. En descendant je le trouvai en uniforme de la garde nationale, causant avec Baune ; tous deux fumaient tranquillement leur pipe, leur fusil vierge sous le bras.

« L'Hôtel-de-Ville est à nous, leur dis-je, nous avons des canons, les troupes battent en retraite de tous côtés, les casernes sont brûlées ou occupées par le peuple, la garde nationale est avec nous, tout Paris est hérissé de barricades.

— Avez-vous vu Caussidière ? me dit Flocon.

— Non, je n'ai pas même vu Albert, mais je suis certain qu'ils se battent comme des lions.

— Voilà qui change terriblement les affaires, ajouta Flocon : il faut nommer un gouvernement provisoire. » Puis se tournant vers ceux qui me suivaient :

« Vous paraissez échauffés, mes braves, vous devez avoir soif, entrez au café. » Et il me donna de l'argent pour leur payer de la bière.

« Hâtez-vous, me dit-il, vous monterez à la *Réforme*, jai des ordres à vous donner. »

Un instant après je fus le retrouver ; il y avait avec lui Cahaigne, le frère de Bocquet, Baune et quelques autres.

On vint annoncer alors qu'un combat terrible se

livrait sur la place du Palais-Royal, et que la troupe, retranchée dans le poste du Château-d'Eau, opposait une résistance désespérée.

« Qu'on les mitraille, dit quelqu'un, » et l'on me donna l'ordre d'y conduire les deux pièces de canon de l'Hôtel-de-Ville. Cet ordre, rédigé par Bocquet, était ainsi conçu : « Citoyens, on massacre « nos frères sur la Place du Palais-Royal. Nous auto- « risons le citoyen Chenu, porteur de cette lettre, à « y faire conduire les deux canons qui sont en votre « pouvoir, afin d'en finir promptement avec les « derniers défenseurs du tyran Louis-Philippe. » Signé Bocquet. Au-dessous, le cachet de *la Réforme*.

On m'adjoignit Cahaigne pour porter cet ordre, et on nous donna, en outre, quelques proclamations pour les distribuer au peuple.

Arrivés à l'Hôtel-de-Ville, nous trouvâmes une foule compacte, ivre de joie et de vin. Des hommes, des femmes étaient montés sur les deux pièces de canon et jusque sur les chevaux. Ils se faisaient traîner ainsi autour de la place.

Nous ne pûmes leur faire entendre raison. J'eus beau leur montrer l'ordre dont j'étais porteur, leur expliquer que quelques coups de canon épargneraient le sang de leurs frères, rien ne put les engager à descendre et à nous suivre.

« Viens, dis-je à Cahaigne, cette scène me dégoûte ; il n'y a plus là un seul des combattants de ce matin ; il n'y a plus qu'une tourbe insensée

« J'ai à te parler, lui dis-je, mais [illegible]

Nous passâmes dans un cabinet [illegible]
de mes remarques sur les grenad[illegible]
confiée la garde de la Préfe[illegible]
monde, ajoutai-je, et dans [illegible]
imprévue je ne serais pas [illegible]
pousser.

—Tu vas, me dit-il [illegible] je
les chefs de groupe [illegible] femme.»
lesquels nous pou[illegible]
temps à perdre. Je [illegible] politique; c'est une
ce sera mon pr[illegible] tout.

Nous rentrâ[illegible] autre dossier et lut : « Mon-
et écrivit : [illegible]selle M..., artiste du Gymnase,
« former [illegible]ue du Helder, a pour entreteneur un
« de po[illegible]teur de l'Académie royale de musique,
« tero[illegible]vient la voir très-assidûment. Un grand et
et a[illegible] beau jeune homme épie le moment de sa
« sortie pour aller le remplacer. Mademoiselle M...
« mène un grand train, et ses parents sont voisins
« de la misère. » Signé : Jules.

Puis Caussidière passa en revue les dossiers de ces dames, et nous fit faire connaissance avec les coulisses de l'Opéra. Toutes ces lettres étaient signées par ce coquin de Jules, qui se faisait un plaisir de raconter tous les matins au préfet de police la vie intime de ces charmantes pécheresses.

« Qu'est-ce que ça me f..., s'écria Caussidière,

de connaître les entreteneurs et les amourettes de ces dames ? Je vous demande un peu à quoi ça sert qu'un préfet de police sache tout ça ? Je casse M. Jules aux appointements et je le révoque de ses fonctions.

« Mais c'est une mystification de ce farceur de secrétaire-général. Au lieu de m'initier aux mystères de la politique, il me fait connaître les mystères des théâtres. Je lui ai écrit de venir demain. S'il vient, je le coffre d'emblée.

— Tiens, dit Israël Javelot, lis donc. » Il venait de trouver une lettre, sans doute oubliée dans l'empressement de la fuite. On prévenait le préfet que la veille une caisse d'armes déposée chez un entrepositaire à la Ville avait été pillée. Et on citait les noms de ceux qui avaient pris part à ce pillage. Cette lettre était encore signée de M. Jules. Mais cette fois il avait eu l'imprudence d'ajouter son véritable nom ; et comme il venait de changer de domicile, il donnait sa nouvelle adresse.

Caussidière prit la lettre et la serra dans la poche de sa redingote. « Enfin, dit-il, j'en tiens donc un ! Faites-moi souvenir de le faire arrêter. »

En ce moment l'adjudant Caron demanda à parler au préfet de police :

— Que me voulez-vous ? lui dit Caussidière.

— Monsieur le préfet, dit Caron.

— Dites citoyen, interrompit Caussidière.

— Citoyen préfet, je viens de la Ville, où j'ai

pris le mot d'ordre, et j'ai vu en passant porter des cadavres à la Morgue ; où faudra-t-il les exposer?

Caussidière le chargea d'aller les compter et de les faire transporter ensuite dans une des salles basses de l'Hôtel-de-Ville.

« Messieurs, dit Caussidière, je vous invite à souper. » Et il sonna.

« Jean, servez nous à souper, mon garçon, lui dit-il. » Jean sortit.

« Il va très-bien, ce petit Jean, n'est-ce pas? Comme ces coquins d'aristorates se faisaient servir à la parole! »

Pendant le souper la conversation roula, comme on doit bien le penser, sur les événements du jour. Je sus enfin pourquoi Caussidière avait si mal accueilli la maigre place qu'on lui avait offerte.

« J'avais juré à mon père, nous dit-il, de monter les marches de l'Hôtel-de-Ville (ce qui voulait dire, dans le langage du conspirateur, faire partie du Gouvernement provisoire). Je ne suis que préfet; mais patience! Il y a de bien mauvais éléments parmi les choix du *National*. Au premier soupçon de réaction je les écrase sans pitié. J'ai déjà un pied dans l'étrier, je leur monterai sur le dos. »

Après le souper, le préfet sentit que son pied était enflé des suites d'une entorse qu'il s'était donnée en franchissant les barricades. Son domestique lui fit une compresse avec de l'eau sédative.

« Je souffre aussi beaucoup,» dis-je à mon tour;

et Jean s'empressa de me panser aussi le pied; mais comme j'avais une écorchure assez profonde au-dessous de la cheville, l'eau sédative me causa une atroce douleur. Jean poussa la complaisance jusqu'à me prêter des pantoufles ; et comme nous étions restés seuls :

— Monsieur Chenu, me dit-il, voulez-vous me rendre un grand service?

— Qui diable vous a dit mon nom, Monsieur Jean?

— Je vous ai entendu nommer par M. Caussidière qui parlait de vous. Vous qui paraissez si bien avec lui, dites-lui un mot en ma faveur, je vous prie, pour qu'il me conserve ma place.

— Je crois qu'il vous rend justice; vous vous êtes montré très-intelligent ce soir. Je puis vous assurer qu'il est content de vous.

Et comme je partais sans prendre le petit-verre qu'il m'avait versé après le café :

— Vous oubliez de prendre votre petit verre, me dit-il.

— Je le sais bien.

— C'est que voyez-vous, monsieur, cette eau-de-vie-là est bien supérieure à tout ce que vous avez pu boire.

— Vous croyez ! lui dis-je ; et j'en avalai une gorgée. Elle était très-bonne en effet.—Ecoutez : vous me demandiez tout à l'heure de parler en votre faveur au citoyen préfet? Eh bien, je vais vous donner un conseil qui vaudra mieux pour vous,

j'en suis sûr, que les meilleures recommandations. Tenez toujours de cette excellente liqueur à sa disposition; ayez bien soin qu'il n'en manque jamais, et vous verrez qu'il ne pourra plus se passer de vous.

— Bien vrai, Monsieur Chenu?

— Je vous l'assure; je le connais un peu, je sais ses goûts.

— Soyez certain alors qu'il en aura toujours un carafon sous sa main, puisque vous dites que cela lui sera si agréable.

—Oui, mon ami, il sera très-sensible à cette délicate attention de votre part.

Je laissai M. Jean enchanté de mon conseil. Quand je rentrai dans le salon, Caussidière disait : « C'est ici que me recevait pour ma surveillance le secrétaire-général de la police. C'est ici qu'il m'a si souvent menacé de me faire quitter Paris. Maintenant je suis le maître, et demain je veux l'y recevoir à mon tour en vrai despote, dans mon fauteuil, le sabre au c.., n... de D...! »

On annonça un officier de pompiers; il nous dit que le feu était aux Tuileries.

— Qu'est-ce que ça me f..., dit Caussidière, laissez-les brûler. Il n'y aura plus de repaire à tyran à Paris.

L'officier lui fit observer que la galerie de bois adossée au Louvre exposerait le musée si le feu s'y communiquait. Alors il se décida à donner des ordres pour l'éteindre.

Sur ces entrefaites, l'adjudant Caron rentra et dit qu'il avait compté quatre-vingt-quatorze cadavres de bourgeois.

Caussidière, ayant reçu un message du gouvernement, se mit à écrire.

Pendant ce temps Cahaigne avait demandé la liste des commissaires de police. Nous nous mîmes à en casser une quarantaine.—Nous les remplacerons par des patriotes, dit Sobrier.

—Je voudrais, lui dis-je, voir changer celui de mon quartier. Le coquin me traitait avec une insolence et une méchanceté rares même chez un commissaire de police. Je voudrais voir sa figure en apprenant que c'est à moi qu'il doit son renvoi.

—Mieux que ça, me dit Sobrier, il sera plus plaisant de prendre sa place.

—Cette idée me convient, et j'accepte.

Il me nomma ainsi commissaire de police dans le quartier du Temple, et me donna sur-le-champ l'ordre d'expulser cet honorable magistrat. Mais ô néant des grandeurs humaines! A peine avais-je ma nomination dans ma poche que Caussidière présenta à Sobrier ce qu'il venait d'écrire.

Celui-ci fit un geste de surprise :

—Comment, s'écria-t-il, tu donnes ta démission?

—Oui, et tous les deux aussi vous allez faire comme moi.

— Très-bien, lui dis-je : et je mis ma nomination en morceaux.

—Oui, nous donnons notre démission, mais nous allons rester ici : et le premier qui vient pour prendre ma place, je le f... à la porte. Car je veux que ces messieurs, et il appuya sur le mot, sachent bien qu'on ne renverse pas Caussidière aussi facilement qu'on l'élève. Toi, capitaine, au lieu d'aller t'enfouir dans un bureau de commissaire de police, tu vas m'organiser militairement une armée révolutionnaire. Ce matin tous nos amis des sociétés secrètes convoqués par toi vont se rendre ici. J'ai écrit à Coré de venir avec cent hommes de la 11e légion. Ce son des bons, ils feront désormais le service avec vous. Tous les détenus politiques se joindront à nous et je veux si bien manœuvrer qu'avant peu je les tiendrai tous. Toi, Sobrier, tu feindras de te séparer de moi et tu vas à l'instant même, pour faire de la polémique contre le *National*, fonder un journal, et dans un premier article tu réveilleras le souvenir des clubs de 93, tu appelleras le peuple à ces assemblées révolutionnaires, et nous ressusciterons les sociétés des *Droits de l'Homme* et des *Amis du Peuple* dont tous les patriotes devront faire partie.

Alors Sobrier et Cahaigne se mirent sur un guéridon et rédigèrent ce fameux premier article de la *Commune de Paris*. Quand il fut achevé, Caussidière le trouva si parfait qu'il voulut qu'il fût affiché sur tous les murs de la capitale.

Grandmesnil entra en ce moment : on échangea quelques poignées de mains.

« Eh bien! dit Caussidière, nous y sommes. Ce n'est pas plus difficile que ça. » Et tous s'étendirent dans des fauteuils et sur des canapés : chacun prit ses ébats comme le font des valets en l'absence de leurs maîtres.

Grandmesnil nous fit alors un rapport exact sur la situation. Il nous raconta ce qui s'était passé à la chambre des députés : Toute la ville est dans l'allégresse; les maisons sont illuminées. Les Tuileries, la place de Grève sont encombrées de patriotes armés. Les barricades sont gardées comme si l'ennemi était à nos portes, Paris ressemble à une véritable forteresse.

— Garnier-Pagès est nommé maire de Paris.

— Mauvais choix, dit Caussidière; il m'a déjà envoyé un ordre et je refuse d'y obéir.

— Si Garnier-Pagès est appelé à la mairie de Paris, nous allons avoir le Pagnerre, Saint-Roch et son chien. Et Marrast donc? Il sera curieux de le voir dans le même conseil avec Flocon; les deux antipodes réunis! L'accord ne sera pas long. Nous voilà revenus au bon temps de la Gironde et de la Montagne.

Grandmesnil assura que le Gouvernement provisoire préparait un décret portant que tous les Français âgés de 21 ans seraient électeurs. Il donna ensuite son avis sur la création des clubs et des commissaires extraordinaires. Nous avons le suffrage universel, c'est bien commencer, dit-il ; nous aurons

avec cela la majorité à l'Assemblée nationale : la boutique est enfoncée. Mais il faut que tous les patriotes restent armés et que tous aussi fassent partie de la garde nationale ; et il engagea Caussidière à rédiger une proclamation dans laquelle il recommanderait aux citoyens combattants de conserver leurs armes et d'en empêcher la vente sur les places publiques comme cela s'était fait après la révolution de Juillet.

Léoutre, gérant de *la Réforme*, entra à son tour ; il sortait de Sainte-Pélagie. La Révolution lui épargnait un an de prison auquel il avait été condamné pour délit de presse. On vint dire que les défenseurs des barricades du Faubourg-Saint-Denis arrêtaient le départ des malles-postes, sous le prétexte que cela détruisait les barricades. Léoutre fut chargé d'aller leur faire entendre raison. La nuit se passa ainsi à donner des ordres.

CHAPITRE XI.

Première rencontre des Montagnards et des Sergents de ville. — Les Commissaires de police. Pornin et Caussidière

---

Quand vint le jour, je vis arriver successivement les chefs de groupe avec leurs hommes, mais sans armes pour la plupart, preuve évidente que les vieux de la vieille n'avaient pas tous combattu.

Je fis part de cette circonstance à Caussidière.— Je vais leur faire donner des armes, me dit-il; cherche-leur un lieu convenable pour les caserner dans la Préfecture.

Je me mis aussitôt en devoir d'exécuter cet ordre, et je les envoyai occuper ce poste des anciens sergents de ville, où j'avais été si indignement traité autrefois.

Un instant après, je les vis revenir en courant.

—Où allez-vous? leur dis-je.

—Le poste est occupé par une nichée de sergents de ville, me dit Devaisse ; ils dorment tranquillement, et nous allons chercher de quoi les réveiller et les mettre à la porte. Ils s'armèrent donc de tout ce qui leur tomba sous la main, de baguettes de fusil, de fourreaux de sabres, de courroies qu'ils doublèrent, et de manches à balai ; puis mes gaillards, qui tous avaient eu à se plaindre plus ou moins de l'insolence et de la brutalité des dormeurs, tombèrent sur eux à bras raccourci, et pendant plus d'une demi-heure leur infligèrent une si rude correction, que quelques-uns en furent longtemps malades. Aux cris qu'ils poussaient j'accourus, et ne parvins qu'avec peine à me faire ouvrir la porte que les Montagnards, car ils prenaient déjà ce nom, avaient eu la précaution de tenir fermée en dedans.

Il eût fallu voir alors les sergents de ville se précipiter dans la cour à moitié vêtus ! Ils franchissaient l'escalier d'un seul bond, et bien leur prenait de connaître les êtres de la Préfecture pour disparaître aux yeux de leurs terribles ennemis qui les poursuivaient avec acharnement.

Une fois maîtres de la place, dont ils venaient de relever la garnison avec tant de courtoisie, nos Montagnards se parèrent orgueilleusement des dépouilles des vaincus, et pendant longtemps on les vit se promener dans la cour de la Préfecture, l'épée au côté, le manteau sur l'épaule, et le chef

orné du tricorne jadis si redouté de la plupart d'entre eux.

Dès qu'ils se furent installés dans ce poste, je leur recommandai l'ordre et la discipline ; je leur promis des armes, des rations, et une solde convenable. « Vous prendrez, leur dis-je, le titre de première compagnie des Montagnards. Quant à ma compagnie, comme elle est composée exclusivement de combattants, elle prendra celui de compagnie du 24 Février. Je vais aller occuper avec elle le poste qui se trouve sous la première voûte ; je pense que les hôtes qui l'habitaient ont dû disparaître en toute hâte en apprenant la manière dont vous avez traité leurs camarades. »

Je montai ensuite chez le préfet : les salons étaient encombrés de tous ces anciens piliers d'estaminet que Caussidière avait fréquentés toute sa vie ; ils voulaient profiter de la nouvelle fortune de leur ami, et celui-ci eut la faiblesse de les placer presque tous assez avantageusement. J'y remarquai tout ce qu'il y avait de plus crapuleux dans le parti républicain ; j'y reconnus des mouchards et des voleurs qu'il venait déjà d'admettre comme officiers d'état-major. Delahode se vit aussi élever au grade de secrétaire-général : ce fut lui qui fut chargé de délivrer les laissez-passer, afin que nous pussions plus facilement nous reconnaître.

Après le déjeuner, auquel Caussidière nous invita, je fus chargé avec Élie de désarmer les soldats qui

pect vraiment terrible. Au milieu, on avait ménagé un espace pour les commissaires. Chacun se coiffa, et Caussidière donna l'ordre de les introduire.

Ces pauvres commissaires ne demandaient pas mieux car ils étaient en butte aux injures et aux menaces des Montagnards qui voulaient, disaient-ils, les fricasser et les mettre à toutes sauces. « Tas de coquins, hurlaient les plus forcenés, nous vous tenons à notre tour ! Vous ne sortirez pas d'ici, il faut que vous y laissiez votre peau. » Le sieur Morand surtout, secrétaire du commissaire de Belleville, avait tout à craindre de leur fureur, et je ne sais pas comment tout cela se serait terminé si l'ordre de faire entrer se fût fait attendre encore un instant.

A leur entrée dans le cabinet du préfet, ils se crurent tomber de Charybde en Scylla : le premier qui mit le pied sur le seuil de la porte parut hésiter un moment. Il ne savait trop s'il devait avancer ou reculer, tant étaient sinistres tous ces regards tournés vers lui. Enfin, il se hasarda, fit un pas et salua, un autre pas et salua plus bas encore. Chacun fit son entrée en saluant profondément le terrible préfet, qui recevait toutes ces marques de respect froid et silencieux, la main appuyée sur la poignée de son sabre.

Les commissaires regardaient ce singulier appareil avec des yeux ébahis. Quelques-uns qu'égarait la terreur, et qui voulaient sans doute nous faire

leur cour, trouvaient le tableau imposant, majestueux.

« Silence! » dit un montagnard, d'une voix sépulcrale.

Lorsqu'ils furent tous entrés, Caussidière, resté jusque-là muet et immobile, rompit le silence, et de sa voix la plus formidable :

« Il y a huit jours, leur dit-il, vous ne vous attendiez guère à me trouver assis à cette place, entouré d'amis fidèles. Ils sont donc aujourd'hui vos maîtres, ces Républicains de carton, comme vous nous appeliez jadis! Vous tremblez devant ceux que vous avez accablés des plus ignobles traitements. Vous, Vassal, vous étiez le plus lâche séide du gouvernement déchu, le plus ardent persécuteur des Républicains, et vous voilà tombé entre les mains de vos plus implacables ennemis, car pas un de ceux qui sont ici n'a échappé à vos persécutions. Si j'écoutais les justes réclamations qui me sont adressées, j'userais de représailles. J'aime mieux oublier. Allez tous reprendre vos fonctions; mais si j'apprends jamais que vous prêtiez les mains à quelque tripotage réactionnaire, je vous écraserai comme de vils insectes. Allez! »

Les commissaires avaient passé par toutes les terreurs, et contents d'en être quittes pour une bourrade du préfet, ils sortirent tout allègres. Les Montagnards qui les attendaient au bas de l'escalier les reconduisirent jusqu'au bout de la rue de Jéru-

salem, en leur faisant un bruyant charivari.

Quant à nous, à peine le dernier avait-il disparu, que nous partîmes d'un immense éclat de rire. — Bravo, Caussidière, tu as été superbe! — Et Vassal? — Je gage qu'ils ont cru assister au jugement dernier. — Ils auront la jaunisse! Caussidière était rayonnant et riait plus fort que les autres du bon tour qu'il venait de jouer à ses commissaires.

Ce jour-là les détenus politiques arrivèrent de Doullens, et Caussidière leur fit une brillante réception. Il leur proposa d'entrer dans sa garde d'honneur, ce qu'ils acceptèrent avec enthousiasme. Ils se réunirent donc au corps des Montagnards déjà formé, et tous ensemble ils célébrèrent leur heureux retour le verre en main.

On but à la République, à Caussidière leur illustre patron, enfin à tout le monde. A chaque toast les têtes se montaient, et les toasts furent nombreux. Lorsque l'exaltation bachique fut venue à son comble, on parla de se choisir un chef digne de commander un corps aussi respectable, et toutes les voix se réunirent sur Pornin, ancien détenu politique. Le choix était convenable, comme on le verra plus tard. On but donc à Pornin, commandant des Montagnards.

Pornin avait une jambe de bois : quelqu'un fit la remarque que Vincennes avait été défendu par un illustre capitaine dont le surnom de *Jambe de Bois* est à jamais célèbre. — Et pourquoi n'au-

rions-nous pas Vincennes? C'est cela, s'écria-t-on, il nous faut le fort de Vincennes, il nous faut son immense arsenal! Et séance tenante on décora le citoyen Pornin du titre de gouverneur de Vincennes.

Pendant ce temps Caussidière dînait avec quelques amis. En haut comme en bas, on se livra à de copieuses libations. Le citoyen Cuny arrivait de Doullens; il était l'ami personnel de Caussidière, et celui-ci voulut le reconduire jusqu'à son hôtel quoiqu'il fût deux heures du matin.

Lorsque Caussidière passa devant nous, nous pûmes voir qu'il n'était pas tout-à-fait à jeun.

Quelle ne fut pas notre surprise lorsqu'environ une heure après nous le vîmes rentrer escorté de plusieurs gardes nationaux, qui venaient s'assurer si le personnage qu'ils accompagnaient était bien le Préfet de Police.

Cette anecdote eut quelque retentissement : aussi Caussidière la raconte-t-il à sa manière dans ses Mémoires. Il prétend qu'il n'est sorti ce jour-là que pour dissiper un violent mal de tête causé par un travail excessif, et pour visiter le quartier Saint-Denis, où l'on se plaignait de flaques d'eau qui gênaient la circulation. Il ajoute que le costume d'artilleur que portait Cuny avait été la cause de son arrestation; que les gardes nationaux avaient cru être mystifiés en voyant un individu se disant le Préfet de Police, seul, dans la rue, à une heure aussi avancée de la nuit.

Ceci est un peu à côté de la v ie ! je vous sou-
utile de raconter les choses , d'avoir toujours
passées. eue pendant l'exer-

Les deux amis, comme
ment émus, et lorsque l'
patrouille cria : Qu
sans doute encore
voulut faire un

Telle est l'
qui le reco
contée a

Qu
dan
v

les fauteuils, les autres jouaient aux cartes sur le bureau et sur le guéridon.

A peine Pornin était-il entré dans la chambre de son ami, que nous l'en vîmes ressortir pâle et les traits bouleversés.

—Quel malheur! quel affreux malheur! tout est perdu, s'écriait-il, notre ami Caussidière est assassiné. Je l'ai trouvé baignant dans son sang.

Quoique déjà habitués depuis quelques jours aux fausses alertes de cet ivrogne, nous nous précipitons dans la chambre du Préfet et nous l'apercevons étendu, immobile. Pornin penché sur lui l'appelait des noms les plus tendres et cherchait à le soulever de terre. Tout-à-coup un grognement suivi d'un hoquet formidable nous rassura complétement, et nous pûmes reconnaître, en même temps, à l'odeur, quelle était la nature du liquide que le bon Pornin avait pris pour du sang.

Ce dernier se releva tout joyeux.—Il respire, dit-il; fermons cette porte; que personne ne rentre; ce n'est rien, je connais sa maladie, laissons-le reposer; *il en a plein son sac*!

Pornin nous recommanda le secret sur cette aventure, mais lui-même se hâta de descendre et d'en raconter tous les détails au poste des Montagnards.

Voilà l'exacte vérité sur cette calomnie dont se plaint Caussidière, qui à la suite de son récit se permet cette boutade en guise de morale. « Braves

prendre aux détenus politiques que malgré leurs nobles titres à la reconnaissance du pays, ils devaient aussi quelques égards aux combattants de Février, qui les avaient rendus à la liberté. Ils consentirent alors à rendre les armes dont quelques-uns s'étaient déjà emparés.

Je me disposais à passer une bonne nuit, et j'en avais besoin, au dire même du médecin qui ce soir-là me pansa. Mais j'avais compté sans les Montagnards. Deux d'entre eux, rentrant ivres, ne voulurent pas se donner la peine de faire le tour par la rue de Jérusalem, et vinrent ébranler la sonnette d'alarme placée à la porte du quai des Lunettes. Le tapage qu'ils firent m'ayant éveillé, je demandai ce que c'était. On me dit que deux Montagnards voulaient absolument me souhaiter le bonsoir. Il fallut me résigner pour obtenir la tranquillité. Leur visite fut longue et leurs propos si insensés que mes hommes furent forcés de les expulser.

Une demi-heure après leur sortie, j'entends tout-à-coup crier aux armes ! Puis un autre Montagnard se précipite dans ma chambre.

—Vous ne savez donc pas ce qui se passe, capitaine ! les gardes nationales de Montrouge, d'Ivry et de Bicêtre se mettent en marche sur Paris, pour renverser la République. Je m'habille à la hâte, je monte à cheval, et, malgré un temps affreux, suivi de cinquante hommes seulement, je me rends à Montrouge.

Nous frappons à la porte d'un marchand de vin, chez lequel, disait le Montagnard, se tenaient les conspirateurs. Le marchand de vin était couché, il se leva tout effrayé. Mon homme lui sauta à la gorge : « Où sont-ils, tes brigands d'aristos? Je l'avais bien dit que je reviendrais; tu vas nous suivre à la Préfecture, je t'*emballe*! »

Je m'interposai : le marchand de vin me dit alors : « Monsieur est venu chez moi ce soir, il a tenu les propos les plus extravagants. Il disait que la guillotine allait être en permanence sur la place de Grève et que tous les aristos allaient y passer. Quelques personnes qui se trouvaient là se permirent de lui faire observer que ce serait mal inaugurer la République que de nous ramener aux tristes scènes de 93. Je suis républicain de la veille, criait-il.

— Eh bien! lui répondit-on, les républicains comme vous perdraient la République, et ce serait un devoir pour tout bon garde national de s'opposer à de telles atrocités. Là-dessus, il partit fort en colère, nous disant qu'il allait revenir avec les Montagnards et nous faire arrêter tous.

Je rassurai le marchand de vin sur les intentions des républicains. Je réprimandai le Montagnard, et nous retournâmes à la Préfecture, de fort mauvaise humeur.

Le matin Caussidière nous fit donner l'ordre de nous préparer pour le convoi des victimes de Février; nous devions lui servir d'escorte.

Je vis avec dégoût se presser pour entrer à l'église tous les hommes les plus dévoués à la monarchie ; ils étaient là se disputant l'honneur d'être les premiers à jeter l'eau bénite sur ceux qui avaient combattu pour renverser leur idole. Mais le peuple était alors le maître ; ils s'inclinaient devant leur nouveau souverain.

A la suite du cortége, les détenus politiques se firent surtout remarquer par leurs excentricités, Huber était dans un cabriolet entouré de ses amis juchés sur le siége, sur le cheval et jusque sur la capote qui portait cette inscription : *Victimes politiques*. Ils parcoururent ainsi toute la longue ligne des boulevarts, faisant des allocutions, poussant des cris et se donnant en spectacle. On les aurait pris pour une voiture de *chicards* descendant de la Courtille, un Mercredi des cendres. Le souvenir de leurs souffrances passées pouvait seul les sauver du ridicule qu'ils se donnaient.

Nous fîmes le tour de la Colonne de Juillet, et nous rentrâmes à la Préfecture.

Cette nuit fut encore pleine d'agitation. Les Montagnards avaient bu à leurs amis morts pour la liberté, et ils nous amenèrent, après les avoir roués de coups, deux marchands de vin, l'un qui leur avait refusé à boire à crédit, et l'autre qui s'était montré assez peu patriote pour leur réclamer une somme de 8 ou 10 francs qu'ils venaient de consommer chez lui.

Lorsque je parlais à Caussidière des excès aux-

quels se livraient ces hommes, il en gémissait, mais il avait la main forcée avec eux. Le plus grand nombre avait vécu de sa vie ; il avait partagé leur misère et leurs joies; plusieurs lui avaient rendu service. Il dut bien regretter alors la vie de Bohême qu'il avait menée jadis. S'il fut débordé, s'il ne put les contenir, c'était une conséquence de ses propres antécédents.

Cependant les appartements de l'ancien préfet venaient enfin d'être mis à la disposition de Caussidière.

Pornin, qui depuis la nuit terrible dont j'ai parlé plus haut n'était pas rassuré sur les dangers que courait la vie de son ami, du *soleil* de la République, comme il aimait à l'appeler, s'était installé dans l'antichambre, ou plutôt dans une vaste salle d'attente, située en face du cabinet même du préfet. Il s'y fit apporter un lit, y coucha avec sa fille et son gendre, fit poser deux factionnaires à sa porte comme à celle de son ami. Cette distinction lui était acquise, car j'ai oublié de dire que Caussidière ayant refusé d'appuyer pour le présent sa nomination au poste de gouverneur de Vincennes, les Montagnards lui avaient donné, comme fiche de consolation, le titre de vice-préfet, et Caussidière, en attendant mieux, l'avait nommé gouverneur de la Préfecture et commandant des Montagnards.

Pornin fit de cette pièce une véritable caverne de brigands. A l'instar du préfet, il eut table ouverte

à tout venant. Caussidière, pour se décharger d'une partie de sa besogne, lui avait confié le soin d'organiser de nouvelles compagnies de Montagnards et les gardiens de Paris. Sa chambre ne désemplissait pas de solliciteurs; il descendait avec eux chez les marchands de vin de la rue de Jérusalem; car le vin qu'on lui distribuait le matin était loin de suffire à son immense consommation. Il était constamment en état d'ivresse; il fréquentait de préférence les personnages les plus dégoûtants; il échangeait volontiers contre un petit verre d'eau-de-vie la plaque de gardien de Paris; aussi, comme on doit le penser, faisait-il d'ignobles choix.

A sa table, la conversation ne roulait que sur les projets les plus extravagants; on évoquait les plus sanglants souvenirs. Le thème favori de l'amphitryon portait sur la manière dont on expédierait les trois cent mille aristos qui devaient être immolés à la consolidation de la République.

A propos de ces trois cent mille têtes, un convive, le papa Vitou, revenu de Doullens plus féroce que jamais contre les réacs, manifesta de sérieuses inquiétudes sur l'état des prisons de Paris, qu'il savait, par expérience, n'en pouvoir contenir qu'une vingtaine de mille, et encore en les entassant les uns sur les autres, ce qui, du reste, ne pouvait être un mal selon lui.

« Mais, dit Pornin, en ma qualité de gouverneur de la Préfecture, je puis, je dois même visiter les

prisons; et dès demain, pour savoir à quoi nous en tenir là-dessus, nous commencerons par Saint-Lazare, qui est la seule, je crois, que nous ne connaissions pas: et d'ailleurs il y aura à *rigoler*.

« Ainsi donc à demain notre première visite; mais comme là il y aura des dames, faisons un petit bout de toilette, que chacun soit *rupin*. »

Si Pornin abusa souvent du divin jus pendant le temps qu'il remplit les fonctions de gouverneur de la Préfecture, on ne peut pas lui reprocher d'avoir étalé un grand luxe dans sa toilette. Il portait constamment un vieux paletot en castorine couleur noisette, qui, aujourd'hui encore, est son unique vêtement et d'hiver et d'été.

Mais pour la solennité du lendemain il lui convint de faire un sacrifice, et de porter une marque distinctive de sa haute dignité. Il fit donc appeler à l'instant même un nommé Duclos, ouvrier chapelier, enrôlé dans les Montagnards, et lui commanda de lui faire immédiatement un magnifique chapeau à la Henri IV, qu'il surmonta d'une gigantesque plume rouge de plus de trois pieds de hauteur. Ce chapeau et ce panache cadraient assez mal avec le reste de son costume; mais Pornin, en austère républicain, n'y regardait pas de si près.

A l'heure convenue tous les convives de la veille étaient prêts à partir, et Pornin s'adjoignit un ami *compétent* en la matière, et pouvant lui donner tous les détails nécessaires sur le personnel des prison-

nières de l'endroit. On fit les frais d'une voiture, et l'on se fit conduire à Saint-Lazare.

On se présenta donc au greffier, qui déclara qu'il lui était défendu de laisser visiter la maison par qui que ce fût sans un ordre spécial et formel.

—Je suis le gouverneur de la Préfecture de Police, dit Pornin ; et à l'appui de son dire il tira de sa poche son écharpe rouge qu'un Montagnard lui ceignit, puis il présenta sa carte : et le directeur étant absent, le greffier fut forcé d'obéir.

Pornin visita tout, depuis les cachots jusqu'aux cuisines; il goûta le pain dont les prisonnières se plaignaient : « *Chouette,* dit-il, j'en ai mangé de plus *toc* que ça. Allons, les petites mères, vous ne devez pas vous plaindre ici; cette maison est superbe, la nourriture bonne; puis vous ne me paraissez pas engendrer la mélancolie. »

A celles qui réclamaient leur liberté et lui racontaient toute l'injustice de leur arrestation : « C'est bien, petite, ta demande me paraît juste, j'en parlerai à mon illustre ami; » puis il leur prenait le menton d'un air tout-à-fait galant.

Il promit au greffier une bonne note auprès du préfet et le félicita sur la tenue de la maison; il eut un mot pour tout le monde, et pendant longtemps on parla de ce grand homme maigre qui avait un si beau chapeau et qui avait fait de si belles promesses.

Jusqu'à la sortie de la prison tout s'était passé

convenablement et d'une manière assez digne ; mais Pornin qui avait été une bonne heure sans boire et s'était livré à une conversation soutenue pendant tout ce temps, se sentait fort altéré ; et, se tournant vers le greffier qui le reconduisait avec force salutations : « Veux-tu prendre un canon, citoyen ? » lui dit-il.

Celui-ci, abasourdi à cette étrange proposition, hésita un instant, mais en bon courtisan il s'empressa d'accepter, et l'on se rendit chez le marchand de vin, où l'on porta plusieurs toasts de circonstance.

Lorsqu'on eut quitté le greffier on remonta en voiture, et chemin faisant chacun fit part des observations qu'il avait faites sur le nombre de prisonniers que pourrait contenir Saint-Lazare, et de toutes les supputations il fut conclu qu'on pourrait y *coffrer* trois mille aristos.

« Nous ferons mettre ces pauvres poulettes en liberté, dit Pornin ; sous la République les prisons ne doivent servir que pour les réacs. Toi, Vitou, comme je sais que tu les soigneras bien, je t'accorde la direction de cette prison, que tu m'as demandée. Nous garderons le greffier, qui m'a l'air d'un bon *zigue*. »

Ceci n'est que ridicule, et montre seulement l'insouciance de Caussidière, qui avait ainsi abandonné des fonctions importantes à des hommes qui en étaient tout-à-fait indignes, car ils rendaient mé-

prisable le pouvoir, qui doit toujours être respecté. Mais voici un des hauts faits de Pornin, qui démontre chez cet homme la plus complète ignorance des lois de convenance et de morale publique.

Il osa faire de sa chambre à la Préfecture de police même un lieu de crapuleuse débauche, et malheureusement le Prefet, non-seulement ne s'y opposa pas, mais consentit encore à approuver par sa présence l'orgie organisée par son subordonné.

En revenant de Saint-Lazare, le sieur Baptiste, l'homme compétent dont j'ai parlé, proposa de prendre un verre de vin dans son établissement, situé rue de la Vieille-Place-aux-Veaux. La motion fut acceptée d'autant plus volontiers que quelques-unes des prisonnières avaient donné au chef de maison, intime de Pornin, différentes commissions pour leurs compagnes.

Une circonstance naturelle de tout instant d'arrêt pour ces messieurs fut une suite non interrompue de libations, qui bientôt eurent échauffé les têtes à un tel point qu'on engagea une partie de plaisir pour le soir même, et que Pornin invita à souper chez lui, à la Préfecture, toutes les dames composant le personnel de l'établissement.

Pornin prit donc les devants pour préparer la petite fête de famille, le souper régence qu'il voulait donner à ses amis. Sa fille, la citoyenne Chatouillard, l'aida avec intelligence dans tous ces préparatifs, et à la nuit tombante les convives s'é-

taient glissés dans la Préfecture ; on s'installa dans l'appartement de M. le gouverneur.

On donna une consigne sévère aux deux sentinelles, avec défense de laisser entrer qui que ce fût. Cet ordre était plus facile à donner qu'à faire exécuter, car la porte ne fermait pas à clef et les Montagnards obéissaient difficilement à des chefs qu'ils s'étaient donnés eux-mêmes et qu'ils ne respectaient que fort peu, les connaissant pour ce qu'ils valaient. Aussi la curiosité ayant été éveillée au plus haut degré lorsqu'on connut les singuliers hôtes que recevait Pornin, trouva-t-on mille prétextes pour venir le troubler par des visites inopportunes. Il se levait alors furieux et menaçait de passer sa jambe de bois à travers le corps des téméraires qui osaient le déranger dans ses plaisirs. Il repoussa même brutalement et fit jeter à la porte un Montagnard qui avait 50 francs à lui remettre au nom de la Commission des récompenses nationales.

Ce ne fut donc qu'à une heure assez avancée de la soirée que la société put se livrer à l'aise à tout le dévergondage dont de pareilles gens étaient capables. Alors s'engagea l'orgie la plus échevelée ; tout ce que l'imagination la plus déréglée du marquis de Sade a pu rêver de plus hideux fut mis en pratique par cette troupe éhontée. Le champagne fut versé à flots ; d'immenses bols de punch éclairèrent les scènes les plus révoltantes et que la plume la moins chaste se refuserait à décrire.

Pornin, ivre de vin et de luxure, était l'âme de cette dégoûtante bacchanale, et il poussa le délire jusqu'à déclarer qu'une aussi belle fête de famille ne pouvait se passer de la présence de son ami, l'illustre Préfet de Police. Caussidière vint en effet, et ne fit pas chasser cette horde immonde. Il se joignit à eux et partagea avec enthousiasme leurs plus sales plaisirs.

L'orgie se prolongea jusqu'au jour, et l'on se sépara en se promettant bien de se revoir le plus souvent possible.

CHAPITRE XIII.

Vol au préjudice des Blessés de Février.
Le commandant Pornin et les Montagnards.
Une ronde infernale. — Caussidière tragédien.

Ce n'était pas à la Préfecture de Police seulement qu'on dépensait aussi noblement l'or de la France ; le Luxembourg avait aussi ses petites fêtes que se donnaient réciproquement quelques délégués et les Montagnards. On y avait même trouvé un moyen assez ingénieux de se procurer de l'argent, ce nerf tout-puissant de l'amour et de la guerre.

Il y avait toujours au bureau de la Commission des récompenses nationales des bons signés en blanc par le président, et les citoyens Montagnards, ainsi que les anciens détenus politiques, y avaient leurs entrées libres. Ils considéraient les sommes produites par les souscriptions au profit des blessés de Février comme leur appartenant de plein droit. Qu'avaient fait ces derniers, di-

saient-ils? Ils avaient, il est vrai, combattu et renversé la monarchie, mais ils n'avaient pas souffert comme eux, pendant dix-huit ans, pour la cause de la liberté. C'était donc bien à eux, les vieux champions de la République, que cet argent devait revenir. Aussi prenaient-ils ces bons sans scrupule et s'inscrivaient-ils, qui pour cinquante, qui pour cent francs. Puis ils passaient à l'Hôtel-de-Ville, chez le caissier, qui payait. Le pauvre Albert, s'étant aperçu de ces malversations, en pleura de honte et de colère. C'est ainsi que des sommes considérables ont été volées aux blessés de Février par quelques-uns de ces hommes qui s'étaient attachés à la fortune de Caussidière.

Mais peu lui importait leur moralité, pourvu qu'ils fussent toujours prêts à servir ses projets ambitieux. Aussi avait-il soin d'entretenir leur dévouement et flattait-il sans cesse leurs passions les plus dépravées. Cependant comme il craignait que leurs orgies ne devinssent trop scandaleuses à la Préfecture, où elles pouvaient être bien vite connues, il leur assigna le palais du Luxembourg soit pour leurs parties de plaisirs, soit pour la machination de leurs projets infernaux. La liberté y était plus grande; les allées et venues y étaient moins remarquées. Il y venait lui-même le soir, et n'en sortait souvent que fort tard.

Pornin, dont l'imagination brouillonne ne laissait aucun repos à son corps, tira de ce nouvel ar

rangement l'occasion de décerner à son ami une ovation brillante et qui n'eût rien de comparable dans l'histoire.

Un soir donc, je remarquai une grande agitation parmi les Montagnards : Pornin les traits animés allait et venait, donnant des ordres ; on apportait des torches par paquets, on s'exerçait à souffler et à beugler dans des instruments de musique apportés le matin même; parmi les musiciens improvisés, je remarquai surtout le citoyen Barbast ; ce roquet s'était emparé du chapeau chinois et l'agitait de toutes ses forces ; la grosse caisse retentissait sous les coups redoublés du papa Vitou.

Bientôt tous les Montagnards réunis quatre par quatre se mirent en marche, tambours, musique et drapeaux en tête. Ils sortirent silencieusement de la Préfecture, se dirigeant du côté du Pont-Neuf. Ma curiosité fut piquée au plus haut point et je les accompagnai.

Chemin faisant, Pornin me donna le bras et m'expliqua le but de cette expédition nocturne.

« C'est une surprise que je ménage à mon illustre ami et collègue. Caussidière est en conférence au Luxembourg, et comme il est parti seul et sans escorte, j'ai composé une marche guerrière pour son retour. »

Nous arrivâmes au Luxembourg ; après une heure d'attente, Pornin impatienté monta à la Commission et demanda Caussidière, qui se trouvait à

table avec une vingtaine d'amis. On nous fit entrer dans la cour, et on nous apporta des paniers de vin.

Vers onze heures du soir, Caussidière parut; ce fut un hourra général à sa vue, on alluma les torches, les tambours battirent aux champs, la musique fit entendre ses plus éclatantes fanfares, les drapeaux furent agités dans les airs. Le Préfet, la tête échauffée, enthousiasmé d'une pareille aubade, fier de l'amour de sa garde fidèle, se prêta de bonne grâce à tout ce qu'on voulut de lui. Quatre des plus robustes l'enlevèrent sur leurs épaules, et le *bataillon sacré* se mit en marche, aux cris mille fois répétés de : *Vive notre père! Vive le grand soleil de la République!* Puis on entonna un chœur de circonstance, celui de la *Dame Blanche*, qui commence par ces mots :

Vive à jamais notre nouveau Seigneur !
Des Montagnards il fera le bonheur.

Pornin, qui marchait en tête, fit arrêter la colonne à l'entrée de la rue de l'Ancienne-Comédie.—« Silence, dit-il, je connais un *aristo* qui demeure près le carrefour de Bussy; nous allons lui donner un charivari dans le dernier genre. Attention à tous les mouvements de ma canne, elle vous donnera le signal! Qu'on éteigne les torches, nous les rallumerons à la porte du *réac*. Il faut qu'il soit comme frappé de la foudre. Marchons! » Et la colonne s'avança silencieuse et sombre.

Pornin, arrivé sous le balcon de son ennemi, fit ranger tout son monde en un cercle immense. Chacun a rallumé sa torche, et sur un signe énergique du rancuneux gouverneur, la *musique* éclate comme un coup de tonnerre; chaque musicien joue un air différent; la grosse caisse, le chapeau chinois, les cymbales et les ophicléides font merveille. Tous les Montagnards qui n'ont point d'instrument entonnent à tue-tête des chants divers; la voix puissante de Pornin domine, elle atteint des notes jusqu'alors inconnues; tout en lui est action, il bat la mesure avec sa canne, le pavé résonne sous sa jambe de bois; les torches s'agitent et répandent de sinistres clartés dans les airs, éclairant les atroces figures des Montagnards.

Les paisibles habitants du quartier, éveillés en sursaut, se précipitent épouvantés de leur lit, croyant leurs maisons en proie à l'incendie. Mille têtes livides de terreur se montrent aux fenêtres ; mais quel étrange spectacle s'offre alors à leurs yeux! nos enragés concertistes se sont animés, et sous l'impulsion puissante de Pornin une ronde infernale a commencé. Caussidière lui-même est entraîné dans le tourbillon et se fait remarquer par sa taille gigantesque. Il entonne la *Carmagnole*, et pendant une heure un vacarme affreux jette l'effroi dans tout le voisinage; puis la horde sauvage, épuisée, haletante, se remet en route au son de la marche guerrière du maëstro Pornin, qui donne le bras à son ami.

—Eh bien, dit-il, s'il n'a pas entendu, c'est qu'il y a mis de l'obstination.

—Cela leur fait voir que nous ne sommes pas morts, dit Caussidière.

Et tous deux, en rentrant à la Préfecture, fatigués d'un exercice aussi violent, se mirent à table, après avoir envoyé aux Montagnards de quoi se rafraîchir amplement.

Le lendemain, M. Jean vint me trouver; il était tout consterné. Je lui demandai la cause de sa tristesse.

« Ah! M. Chenu, me dit-il, quelle affreuse peur j'ai eue hier! M. le préfet avait travaillé très-tard avec M. le gouverneur. Entendant parler haut, j'ai cru que M. Caussidière m'appelait; je me suis empressé de me rendre auprès de lui. Ah, Monsieur! je l'ai trouvé qui se promenait à grands pas; il récitait des vers; il faisait comme à la comédie. Dès qu'il m'aperçut, il saisit le grand sabre placé à la tête de son lit; puis courant après moi, il me saisit le bras, et, m'appelant César, il me dit que j'avais opprimé mon pays et que j'allais expier mes crimes.

— Mais, monsieur, je ne m'appelle pas César, je m'appelle Jean, je suis votre domestique.

« Alors il a fini par me reconnaître.

— Ah! oui, c'est vrai, m'a-t-il dit, tu es un bon garçon, va te coucher vivement.

« Vous pensez bien que je me suis sauvé tout de suite, dans la crainte que ça ne le reprenne.

— Mon pauvre Jean, lui dis-je, vous aviez sans doute abusé du conseil que je vous ai donné, et M. Caussidière de vos carafons. »

Je pensai en moi-même que le souper au Luxembourg, l'ovation dont il avait été l'objet, la ronde du carrefour et le *travail* avec M. le gouverneur avaient bien pu égarer sa raison.

CHAPITRE XIV.

Traité de paix entre les Montagnards et les Sergents de ville.—Un dîner à la Préfecture de Police. Caussidière et les cuisiniers clubistes.

Étant sorti deux jours après, je fus effrayé de la multitude de filous de toute espèce qui inondaient les rues, les boulevards et jusqu'aux quais voisins de la préfecture : les jeux de *birlibibi*, les petites roulettes, enfin tous les jeux de hasard encombraient les passages. Je compris la cause de tous ces désordres : les anciens sergents de ville et les agents chargés spécialement du service de sûreté n'osaient reparaître; ils ne venaient plus à la Préfecture dans la crainte que leur causaient les Montagnards, qui les rossaient vigoureusement lorsqu'ils s'aventuraient à venir faire un rapport verbal à leurs chefs.

Malheur à l'homme porteur de moustaches et dont la taille excédait cinq pieds deux pouces, si ses affaires l'appelaient à la Préfecture, soit pour un

passe-port, soit pour toute autre cause.—C'est un mouchard, s'écriaient les Montagnards! Et sans vouloir entendre aucune explication ils tombaient dessus et le rouaient de coups. Si l'individu était grêlé, c'était une circonstance aggravante : on l'assommait puis on le portait au dépôt.

En revenant à la Préfecture je fus surpris du changement extraordinaire qui s'était opéré dans les habitudes des Montagnards à l'égard des sergents de ville. Je les vis avec plaisir fraternisant ensemble chez les marchands de vin du quartier.

Voici comment s'était fait ce rapprochement inattendu. Les sergents de ville cherchaient par tous les moyens imaginables à se concilier leurs terribles ennemis. Nécessité est mère de l'industrie : L'un d'eux s'aperçut, ce qui n'était pas bien difficile, que tous les Montagnards avaient un goût très-prononcé pour la bouteille. Il fit part de sa remarque à un de ses collègues, et tous deux résolurent de tenter un rapprochement avec eux à l'aide de quelques brocs de vin, liqueur qu'eux-mêmes ne dédaignaient pas. La difficulté était d'aborder sans danger un Montagnard. Le hasard vint à leur secours et les servit au delà de leurs souhaits. Depuis deux jours toutes leurs tentatives avaient échoué et ne leur avaient rapporté que force gourmades : des hommes ordinaires auraient renoncé à une entreprise aussi périlleuse ; mais il s'agissait de l'existence, et puis le sergent de ville est patient.

citoyens comme vous. Trinquons à la paix! à la fraternité! »

Depuis ce jour l'amitié la plus cordiale régna entre les membres de ces deux honorables corps; les sergents de ville devinrent même si ardents républicains qu'ils ne s'appelaient plus que citoyens, et firent dans les cabarets une propagande si active que les Montagnards étaient de vrais *réacs* auprès d'eux.

C'est chez ce même Toitot dont je viens de parler que les officiers montagnards et ceux de la garde urbaine prenaient leurs repas dans les premiers temps de notre séjour à la Préfecture de Police. Mais nos dépenses se trouvant excessives, Caussidière décida que nous serions servis par ses cuisiniers. On nous dressa donc une grande table dans un des salons du premier étage; un domestique en livrée était chargé de servir dix officiers et se trouvait souvent en butte à leurs mauvais traitements. «Arrive ici, valet d'*aristo*, et verse à boire! Plus plein plus plein encore! Nous buvons comme des hommes; nous prends-tu pour des ci-devants?» On s'arrachait les morceaux sur les plats : de là une foule de disputes très-intéressantes. Après le repas, Charles Gilles, le roi des goguettes de la Courtille et l'un des émules de Pornin, nous régalait de quelques-unes de ses élucubrations poétiques, véritables rapsodies.

Notre premier repas fut signalé par un incident assez comique, et que je crois devoir raconter : Nous finissions à peine le potage, que je vis un officier

montagnard se lever tout-à-coup, les traits contractés par la fureur et les yeux fixés sur la muraille. Je crus à l'apparition subite d'une nouvelle main de Balthazar; mais en me retournant je reconnus la cause de sa fureur. Un magnifique portrait en pied de Louis-Philippe était appendu au mur du salon. « Qu'est-ce que cela ? » fut le cri qui s'échappa de toutes ces poitrines irritées. Les plus farouches dégaînèrent, comme si l'ex-roi en personne leur fût apparu; puis, se tournant vers les domestiques stupéfaits : « Quel est l'audacieux qui a osé placer ici le portrait de ce tyran ? qu'on l'enlève à l'instant ! » et, pour en finir, on allait le déchirer à coups de sabre, lorsqu'un amateur, Charles Gilles, je crois, s'écria : « Qu'allez-vous faire, citoyens ! c'est un *Rubens*, d'une grande-valeur. » Cette considération sauva le tableau, et le lendemain il était couvert d'une toile verte, dont la couleur fit bien murmurer un peu nos intolérants Montagnards, qui finirent cependant par s'y habituer.

Une des plus singulières tribulations du citoyen Caussidière fut celle que lui causa la lutte survenue entre les cuisiniers de l'ex-préfet et les cuisiniers démocrates enrôlés dans le corps des Montagnards. Dans les premiers jours, le service de la table de Caussidière se faisait par les anciens cuisiniers de la Préfecture, et le farouche patriote, quoique gourmand plutôt que gourmet, se trouvait fort bien des mets délicats qu'ils lui préparaient. Mais cette heureuse

tranquillité ne devait pas durer; les cuisiniers démocrates voulurent, bon gré, mal gré, faire tâter de leurs sauces au citoyen préfet. Un beau jour donc, armés jusqu'aux dents, ils envahissent les cuisines et en expulsent violemment les cuisiniers en fonction.

Dès le premier dîner, chacun put remarquer le changement subit qui venait de s'opérer dans le système culinaire de la maison; car les nouveaux venus, qui s'occupaient beaucoup plus de politique que de leurs ragoûts, avaient formé une espèce de club très-fréquenté des citoyens Montagnards, et cela se conçoit : on goûtait les potages, on buvait le vin destiné aux rognons et gibelottes, et on le remplaçait par de l'eau ou du vinaigre. Un jour le sel manquait complétement, le lendemain tout était trop salé. Tantôt les viandes étaient brûlées, tantôt elles avaient à peine vu le feu.

Caussidière dévorait sa douleur en silence; les convives commençaient à murmurer; l'un d'eux avait même été jusqu'à dire : « Décidément, citoyen Préfet, ta cuisine tourne à la gargote; j'en ai assez. »

Les choses en étaient là, lorsqu'au beau milieu d'un dîner une dispute s'éleva dans le couloir de service entre Jean et un cuisinier montagnard. Celui-ci présentait à M. Jean une fricassée de poulet dont la mine déplut à ce dernier, qui refusa de la servir. Le Montagnard le repoussa d'un vigoureux coup de

poing, et vint lui-même intrépidement poser le plat sur la table. Mais M. Jean, prompt comme l'éclair, s'élance, saisit le plat, et d'une voix irritée : « Vous ne mangerez pas de ça, monsieur Caussidière, c'est de la cochonnerie. » Tous les convives furent de son avis, et Caussidière, qui n'attendait qu'une occasion favorable pour se débarrasser des cuisiniers clubistes, ordonna à son domestique de les expulser à l'instant. Jean ne se fit pas prier, et transmit avec joie l'ordre du Préfet.

Son empressement faillit lui être fatal : on le saisit et l'on ne parlait de rien moins que de le jeter dans l'immense chaudière destinée à faire la soupe. Ses cris attirèrent mon attention, et je parvins à arracher de leurs mains mon ami Jean, à moitié étranglé. Il me raconta alors la cause de la violence exercée sur sa personne. J'appelai quelques hommes de ma compagnie et je mis à la porte les cuisiniers montagnards, ce qui me valut l'épithète de *gendarme*.

Cet incident, si petit en apparence, eut des suites fâcheuses pour Caussidière. Le soir même, au club, un orateur raconta le fait et accusa le Préfet de tendances aristocratiques. Caussidière, craignant pour sa popularité, jugea prudent d'aller lui-même se justifier au club Blanqui.

CHAPITRE XV.

La garnison des Tuileries expulsée.
Caussidière et M. de Rothschild.
Une vengeance d'agent de police.

Le 6 mars je reçus l'ordre du Préfet de me tenir prêt avec ma compagnie. Le capitaine Beaume reçut le même ordre, ainsi qu'une compagnie de Montagnards. Lorsque nous fûmes réunis dans la cour, on nous fit charger les armes, puis on nous dit qu'il s'agissait d'expulser les bandes qui s'étaient attribué la garde des Tuileries, et n'en voulaient plus sortir si ce n'est à des conditions exorbitantes. Quand les Montagnards connurent le but de l'expédition, ils déclarèrent d'une manière péremptoire qu'ils ne marcheraient pas contre des frères et amis, qu'ils nous laissaient ce soin.

Nous partîmes sous les ordres du commandant Caillaud; mais à peine étions-nous sur le quai des Orfèvres que les Montagnards s'élancèrent par le

quai des Lunettes, et coururent prévenir leurs frères des Tuileries. Quelques-uns même se joignirent à eux pour nous recevoir à coups de fusil au besoin. Barbast et quelques détenus politiques étaient à leur tête.

Lorsque nous arrivâmes à la grille de l'échelle, on nous ferma la porte ; Caillaud nous rangea sur le trottoir en face et se rendit auprès des chefs, qui ne consentirent à recevoir que lui seul. Il me dit : « Si dans un quart-d'heure je ne suis pas revenu, à la baïonnette ! » Quelques instants après, un coup de fusil partit. J'allais m'élancer à l'escalade par les fenêtres du pavillon Marsan, mais Dormès me dit que ce n'était qu'un accident et que l'affaire allait s'arranger. Beaume, en ce moment, demanda à entrer pour voir Caillaud, que nous croyions assassiné. On ne voulut pas y consentir ; au contraire, les assiégés passèrent les canons de leurs fusils par toutes les ouvertures, et quelques-uns, armés de grandes épées, en lançaient des coups à travers la grille. Au moment où nous allions commencer le combat, Dormès, dont la conduite fut très-conciliatrice dans cette affaire, s'écria : « Eh quoi ! est-ce que nous allons nous battre ensemble ? des amis, ça serait drôle ! » Puis se tournant vers les siens :

« Ce sont de bons patriotes comme nous, dit-il, je ne sais pas pourquoi nous ne les laisserions pas entrer. »

On ouvrit alors la porte ; mais les Montagnards

qui étaient venus au secours de leurs amis, ne voulant pas avoir perdu leur temps, s'apprêtèrent à résister et croisèrent la baïonnette. Irrité de leur audace, je fis croiser aussi la baïonnette et j'entrai tambour battant. Le général Courtais arriva sur ces entrefaites, et m'apostropha vivement de ce que je faisais battre la charge. Il m'ordonna d'aller me ranger au milieu de la cour avec mes hommes.

Cependant Caillaud s'était entendu avec les chefs de la garnison; ils avaient consenti à se retirer à certaines conditions plus modestes que leurs prétentions de la veille.

Le général Courtais nous passa en revue, et les élèves de Saint-Cyr purent prendre possession du château.

Quant à Dormès, il vint le lendemain avec ses camarades à la Préfecture, et forma avec eux une nouvelle compagnie de Montagnards dont il fut le capitaine. Ce fut ainsi que les Tuileries furent débarrassées de cette fameuse bande qui jetait l'effroi dans tout le voisinage.

Le soir même de cette expédition, Caussidière me fit appeler et me félicita de ma conduite dans la journée; puis il se répandit en plaintes amères contre le Gouvernement provisoire. « Ils ne veulent pas me donner d'argent, me dit-il ; ma position est on ne peut plus embarrassée » ; et s'exaltant : « Avec quoi veulent-ils que je paie mes hommes ? Ça ne peut pas durer, sacredieu ! Eh bien ! je sais où en trouver : tu

vas te rendre chez Rothschild, je l'impose extraordinairement pour une somme de cinq cent mille francs.

Par bonheur pour le célèbre banquier, Lechallier, qu'il avait envoyé à l'Hôtel-de-Ville, revint avec de l'argent, et Caussidière ne m'en reparla plus.

En descendant du cabinet du Préfet, je rencontrai un des agents de police qui m'avaient maintes fois arrêté et m'avait en dernier lieu fait condamner à trois mois de prison. Il m'aborda en tremblant et me pria de lui pardonner les mauvais traitements dont j'avais été l'objet de sa part. « J'ai tout oublié, lui dis-je, tout ce que je vous demande c'est de ne jamais m'adresser la parole. » Il voulut me tendre la main, je le repoussai. Quelques jours après, le misérable et deux de ses dignes acolytes rédigèrent un rapport contre moi, sous le patronage du sieur Élouin, qui, comme eux, voyant que j'étais dans les bonnes grâces du Préfet, craignait que je le fisse révoquer. Ce rapport fut présenté à Caussidière par les sieurs Élouin et Allard.

Ils eurent soin ensuite de faire connaître sous main aux Montagnards l'existence de ce rapport. Alors les anciens soupçons se réveillèrent contre moi, d'autant plus vivaces que ceux-ci étaient fort mécontents de ma conduite à leur égard. En effet, j'étais bien coupable, car en toute circonstance je réprimais leurs excès autant qu'il était en mon pouvoir, et je me permettais de blâmer hautement leurs abominables projets.

Dégoûté des scènes scandaleuses qui se renouvelaient sans cesse sous mes yeux, épuisé de fatigue et d'insomnie, je résolus de quitter la Préfecture et j'envoyai ma démission au Préfet. Le soir, je fus le trouver pour lui faire mes adieux. Mais dès qu'il me vit :

—J'ai déchiré ta démission, me dit-il, je ne l'accepte pas. Tu veux me quitter au moment où j'ai besoin de tous mes amis, où nous allons peut-être recommencer la lutte; car tout est à refaire, je le vois.

—Je suis malade, il me faut du repos, objectai-je, et d'ailleurs je ne puis vivre avec les Montagnards; leurs soupçons, leurs procédés envers moi, leur licence et leur insubordination me rendent l'existence insupportable ici.

—Si tu es malade, je te donnerai des médecins. Quant aux Montagnards, laisse-les faire, j'en suis aussi fatigué que toi; ils me sont utiles aujourd'hui, plus tard j'en flanquerai la moitié à la porte et tout ira bien. En attendant, si tu veux, tu pourras suivre avec ta compagnie le citoyen Morisset, que je viens de nommer commandant de la caserne des Petits-Pères. Je veux faire occuper ainsi toutes les casernes de Paris par ma garde, qui prendra désormais le titre de *Garde républicaine*, afin de pouvoir tenir en même temps tous les quartiers lorsque j'aurai bien mûri et préparé le projet que je *mijotte*. Une autre raison me fait encore désirer le départ de la Garde

urbaine de la Préfecture, je crains qu'elle ne se corrompe avec les Montagnards, parmi lesquels il s'est glissé, je le sais, des hommes de Blanqui, qui depuis quelques jours me devient hostile.

Je cédai à ses sollicitations, j'acceptai avec empressement sa proposition, et le soir même j'étais installé à la caserne des Petits-Pères. Après mon départ, les mauvais propos continuèrent de plus belle.

CHAPITRE XVI.

Les Arbres de la Liberté. — Pornin et Grandmesnil. Une liste de candidats.— Les Chefs de Clubs.

De tous côtés s'élevaient les arbres de la liberté, et il vint un moment où, suivant l'heureuse expression d'un représentant, quelques individus poussèrent la manie de la plantation jusqu'à faire croire au prochain reboisement de Paris. Les Montagnards se faisaient surtout remarquer dans ces occasions qui prêtaient au tapage, et quelquefois au désordre. D'ailleurs, ils étaient assurés de trouver là quelques imbéciles qui se faisaient un honneur de leur payer à boire.

Grandmesnil voulut faire une véritable solennité de la plantation d'un de ces arbres dans le jardin du Luxembourg. Il convoqua à cet effet tous les principaux Montagnards et les chefs de clubs. Des lettres d'invitation furent adressées aux membres les

plus influents des sociétés secrètes, pour lesquels un banquet splendide était préparé au palais. On devait, disaient ces lettres, y traiter une affaire urgente et de la plus haute importance.

Les vins furent distribués avec réserve pendant la première partie du repas; et avant de lâcher la bride à l'intempérance accoutumée des convives, Grandmesnil prit la parole.

« Citoyens, dit-il, je vais vous expliquer le but de notre réunion. Voici que l'on prépare les élections à l'Assemblée Constituante et que déjà les ambitieux de tous les partis se mettent sur les rangs. Il nous importe, à nous les chefs et l'élite du parti républicain, de déjouer leurs prétentions; nous avons surtout à combattre les hypocrites du *National*, qui mettront tout en œuvre pour faire arriver leurs créatures. J'ai donc imaginé de dresser une liste de candidats. J'y ai inscrit tous vos noms. Qui, en effet, peut être plus digne que vous, dont la pureté est connue, de représenter le pays. J'ai consulté là-dessus notre ami Marcus (c'est ainsi qu'on désignait familièrement Marc Caussidière), et il approuve mon projet. Il lut alors sa liste.

—Je proteste! s'écria Pornin, qui venait d'arriver.

Aucun des convives ne fut surpris de cette exclamation du gouverneur ; on connaissait son esprit de contradiction. Mais on trouva étrange et presque monstrueux qu'il vînt si tard à un banquet où il savait que devait se trouver Grandmesnil, car il

avait juré de venger la défaite que son illustre ami avait éprouvée dans la lutte gastronomique que j'ai racontée plus haut. Il s'avouait, il est vrai, moins fort que son ennemi sur le gigot ; mais comme celui-ci avait la réputation d'être aussi franc buveur que grand mangeur, Pornin voulait depuis longtemps le provoquer à un combat à outrance, et se promettait bien de remporter une victoire éclatante.

Grandmesnil redoutait un échec qui pouvait compromettre sa réputation, et, jusqu'à ce jour, il avait évité toute rencontre avec son dangereux adversaire. Il est avéré d'ailleurs qu'il lui fallait quinze jours pour se préparer à un tournoi de ce genre, tandis que Pornin, gouffre béant, était toujours disposé à entrer en lice.

C'était donc là une occasion qu'il devait saisir avec empressement, et dès la veille, en effet, il en parlait avec enthousiasme, et se vantait de l'envoyer rejoindre ses nombreuses victimes ; car il est bon que l'on sache que ces sortes de duels étaient assez fréquents dans le parti. On se souviendra longtemps de Blondeau et de Mathieu. Ces deux infortunés, ayant eu l'étrange audace de s'attaquer à Pornin, succombèrent après une longue et vaillante défense.

Le vainqueur les conduisit religieusement à leur dernière demeure, et dans l'oraison funèbre qu'il ne manquait jamais de prononcer sur la fosse, il disait en pleurant d'attendrissement :

« Pauvre ami! je te croyais plus fort! j'aurais dû ménager ta faiblesse! Pardonne-moi! Les larmes que je verse sur ton cercueil attestent mes regrets. »

Sa douleur était sincère alors. Nous étions forcés de l'arracher de ces lieux, et pour calmer son désespoir, nous le conduisions au *bouchon* le plus proche, où il noyait sa tristesse dans des flots de vin d'Argenteuil.

Il devient nécessaire d'expliquer la cause de sa tardive arrivée au banquet.—On n'a sans doute pas oublié ses nouveaux amis les sergents de ville, qui ne le quittaient plus. Quelques-uns même voulurent l'accompagner jusqu'au Luxembourg, et il fit avec eux de longues stations devant les comptoirs des marchands de vin qui se trouvent sur la route.

Ces innombrables libations avaient encore contribué à le rendre plus insociable que de coutume, et lorsqu'il avait dit en entrant : « Je proteste! » il ignorait complétement ce dont il s'agissait.

C'était du reste son habitude de troubler par des interruptions continuelles les orateurs qui prenaient la parole dans nos réunions. Il était le fléau de nos banquets. Aussi, lorsqu'il avait appris par hasard qu'on se réunissait chez un traiteur, et qu'il venait demander à l'un d'entre nous chez qui on se rassemblait, on avait toujours soin, malgré les promesses qu'il faisait d'être sage, de l'envoyer à l'autre extrémité de Paris.

Il se rendait au lieu qu'on lui avait indiqué, et après avoir fureté dans toutes les guinguettes, où il finissait presque toujours par trouver quelque démocrate mieux renseigné que lui, il nous arrivait comme une bombe, et, furieux d'avoir été mystifié, il s'écriait en brisant ce qui lui tombait sous la main :

—On se méfie donc de moi maintenant! On m'envoie à la barrière du Maine, et l'on est aux Amandiers! C'est par trop me faire *trimer*, j'aurai raison de cet affront!

Il ne restait qu'un seul moyen de l'apaiser et d'obtenir un peu de silence. Il fallait lui présenter un verre plein, et comme il était altéré par sa course furibonde, il ne buvait pas, il engloutissait coup sur coup, tout en grognant, le vin que ses voisins s'empressaient de lui verser. Lorsque enfin il paraissait moins irrité, deux ou trois d'entre nous se dévouaient, et, sous prétexte de boire plus à l'aise ailleurs, on l'entraînait au dehors, et nous pouvions reprendre ensuite le cours de nos discussions.

Pornin abusait étrangement de la crainte que nous inspirait son humeur querelleuse, car jamais il ne paya son écot.

Je reviens à la proposition de Grandmesnil : on imposa silence au gouverneur, qui, après un long débat, consentit enfin à écouter l'orateur.

On lui fit comprendre qu'il s'agissait de le faire nommer représentant du peuple. Un doute cependant l'arrêtait encore.

—Pourrai-je, dit-il, être en même temps représentant et gouverneur de Vincennes?

—Sans nul doute, lui dit-on.

—Alors, j'accepte.

Le gouvernement du fort de Vincennes était le but de toutes ses convoitises ; il l'expliqua lui-même dans cette circonstance.

« Lorsque Caussidière, dit-il, en aura fini avec les réacs de l'Hôtel-de-Ville, et que je tiendrai cette place avec deux mille Montagnards, la justice du peuple pourra avoir son cours ; la vraie République sera fondée. Nos pères, en 93, avaient fort bien compris la Révolution, lorsqu'ils retranchaient sans pitié les membres gangrenés de la société. Ils n'eurent qu'un tort, ce fut de laisser courir à la frontière les plus ardents patriotes ; ils devaient au contraire conserver auprès d'eux ces fidèles défenseurs de nos libertés. Ne tombons pas dans les mêmes fautes; restons armés, et gardons nous-mêmes ces forts que la tyrannie a fait élever pour éterniser sa puissance, et que le hasard a fait tomber entre les mains du peuple. Envoyons aux frontières tous ces traîneurs de sabre dont s'entourent les Pagès et les Lamartine. Que pas un soldat ne mette le pied dans Paris avant la complète réorganisation de l'armée.

« C'est en voyant conservés les anciens généraux du tyran, que la réaction ose déjà relever la tête. Croiriez-vous qu'en allant hier au faubourg Honoré,

j'ai vu les Champs-Élysées sillonnés de voitures armoriées. Les équipages reparaissent : je regrettai vivement de n'avoir pas avec moi une compagnie de Montagnards pour rosser les maîtres et les valets, et faire un feu de joie de leurs carioles sur la Place de la Révolution. Vous voyez donc bien qu'il me faut Vincennes ! Deux pièces de canon chargées à mitraille et pointées sur la route auront bientôt fait justice de ce luxe insolent. Quand ils verront comment j'arrange leurs brillantes calèches, ils y regarderont à deux fois avant de diriger leurs promenades vers le bois de Vincennes. C'est aussi dans cet arsenal que les patriotes trouveront les armes et les canons qu'on nous refuse aujourd'hui. Ce n'est point par ambition personnelle que je parle ainsi. Je le prédis, si nous ne nous hâtons pas d'écraser ceux qui tentent d'arrêter dans sa marche le char révolutionnaire, nous sommes encore une fois f... Nous n'avons pas à craindre maintenant l'invasion étrangère ; Caussidière taille sous main de la besogne aux despotes ; ils auront bientôt assez d'occupation chez eux sans venir se mêler de nos affaires. Nos véritables ennemis sont chez nous, il faut les anéantir avant qu'ils aient eu le temps de se rassurer tout-à-fait. »

Ce chaleureux discours, qui était dans les idées de tous les auditeurs, fut accueilli par de vifs applaudissements.

Grandmesnil demanda ensuite l'avis de ceux dont les noms se trouvaient sur sa liste. Tous acceptèrent avec empressement l'honneur qui leur était offert. Un seul refusa.

« Quels sont tes motifs? demanda Pornin?

—Je sais à peine lire et très-peu écrire, répondit Joseph Ledoux. Je suis savetier de mon état, et je m'entends beaucoup mieux à mettre une empeigne qu'à faire un discours.

—Tu me passeras la parole, reprit Pornin; je leur en ferai des discours, et des *chiqués!* je veux qu'ils en soient *épatés*.

—D'ailleurs, dit Grandmesnil, il y aura assez de bavards sans nous; il s'agira seulement de voter avec ensemble, d'applaudir nos orateurs...

—Et d'aplatir les *réacs*, ajouta Pornin.

—Je donnerai le signal, dit Grandmesnil, qui tenait à avoir un commandement quelconque.

—Tiens, repartit Joseph, ça sera comme à la claque de l'Ambigu, vous serez le chef de cabale. »

Grandmesnil fit une légère grimace et trouva peut-être la comparaison assez juste.

Les chefs de clubs promirent d'appuyer la liste des candidats qu'on venait de leur soumettre (il y avait alors environ trois cents clubs dans Paris). Ils devaient bien ce service à leurs amis; on daignait à la Préfecture fermer les yeux sur les petits bénéfices qu'ils prélevaient chaque soir à l'entrée de leurs salles. Ils savaient parfaitement mettre en

pratique la maxime nouvelle qui affirme « *qu'avec le sou du prolétaire on pourrait cautionner tout l'univers.* » Telle salle, louée par eux 15 ou 20 francs, leur rapportait jusqu'à 200 francs par soirée. Ces messieurs se donnaient en public des dehors austères, mais le matin les principaux orateurs se réunissaient chez le président, où on déjeunait aux huîtres et au Champagne.

Ce qu'il y a de plus triste dans tout cela, c'est que la plupart de ces nouveaux Macaires étaient de jeunes étudiants et des viveurs repoussés par leurs familles à cause de leurs débauches. Ils avaient l'effronterie, eux perdus de vices, de se poser, devant de pauvres ouvriers fascinés par un langage patriotique, en régénérateurs de la société.

Quelques-uns, voyant leur *truc* devenu impossible par suite de la nouvelle loi sur les clubs, se sont vendus au gouvernement, qui a eu la *simplicité* de les prendre au sérieux.

Quoi qu'il en soit, la liste de Grandmesnil fut soutenue par eux aux élections; Pornin et ses amis eurent des milliers de voix. Pauvres électeurs!

Le célèbre gouverneur est aujourd'hui bien déchu de sa grandeur passée. On peut voir chaque jour cette illustration politique traînant de cabaret en cabaret son affreuse débine. Trop heureux l'in-

fortuné lorsqu'il peut attraper quelques misérables rogatons que lui jettent avec dédain ceux qui ont le plus profité de ses prodigalités.

C'est que Pornin a compromis sa réputation aux yeux des Montagnards. Dans un moment d'oubli, lorsqu'il fut acquitté après les affaires de juin 1848, il commit l'imprudence de s'écrier : *Vive le conseil de guerre!* Depuis ce temps, les plus farouches du parti lui jettent ces paroles avec mépris : « Tu as crié : *Vive le conseil de guerre!* devant ceux qui ont condamné tes frères ; honte et anathème sur toi, Pornin[1] !

[1] Pour ceux qui désireraient faire connaissance avec cet intéressant personnage, j'indique ici l'endroit où il a élu son domicile politique. On peut le voir, chaque jour, de neuf heures du matin à onze heures du soir, à l'Association des marchands de vin, rue Jean-Robert. On le reconnaîtra sans peine au portrait fidèle que j'en ai donné dans un précédent chapitre, et plus encore à son langage excentrique.

Je vis là Grandmesnil, Tiphaine, Monier, Bocquet, Pilhes, Lechallier, Bergeron, Caillaud, Albert, Mercier, Delahode et Sobrier.

Caussidière fit cesser les conversations particulières, et, prenant la parole :

« Citoyens, dit-il, nous devions être plus nombreux; mais Louis Blanc et Ledru sont retenus à l'Hôtel-de-Ville; Raspail et Barbès sont à leurs clubs; quant à Flocon, il m'écrit qu'il est indisposé. »

Je jugeai qu'il allait se passer quelque chose de grave, puisque le prudent Flocon avait trouvé un prétexte pour s'abstenir.

« Il y a un traître parmi nous, continua Caussidière, nous allons nous constituer en tribunal secret pour le juger. » Grandmesnil, en sa qualité de doyen, fut nommé président, et Tiphaine, secrétaire.

« Maintenant, citoyens, » ajouta Caussidière, qui remplissait les fonctions d'accusateur public, « pendant longtemps nous avons accusé trop légèrement d'honnêtes patriotes, nous étions loin de soupçonner le serpent qui s'était glissé parmi nous ; aujourd'hui j'ai découvert le véritable traître; c'est Lucien Delahode ! »

Celui-ci, qui jusqu'alors avait paru indifférent, bondit à cette accusation si directe. Au mouvement qu'il fit, Caussidière s'empressa de fermer la porte, et, tirant un pistolet de sa poche : « Si tu bouges, je te casse la tête. »

Delahode alors se mit à protester énergiquement de son innocence.

« Bien ! dit Caussidière. Voici un dossier qui contient dix-huit cents rapports adressés au Préfet de Police : je vais vous le soumettre : » Il remit alors à chacun de nous les rapports qui le concernaient.

Il y en avait une vingtaine sur mon compte : j'en pris connaissance. Delahode ne me ménageait pas. Il me présentait comme un des plus dangereux conspirateurs, et disait, entre autres choses, qu'il serait facile de m'exalter jusqu'au régicide.

Delahode niait toujours que ces rapports, signés Pierre, fussent de lui, lorsque Caussidière nous lut la lettre qu'il a publiée dans ses Mémoires, lettre dans laquelle il offrait ses services au Préfet de Police, et qu'il avait signée de son véritable nom. Alors il fallut avouer ; il prononça quelques mots pour dire qu'une terrible fatalité l'avait jeté dans les bras de la poliee.

Caussidière lui présenta le pistolet en lui disant qu'il n'avait plus que cette seule ressource.

Delahode répondit qu'il ne se tuerait pas, mais qu'on pouvait faire de lui ce qu'on voudrait.

Bocquet, impatienté, saisit le pistolet, et le lui présenta par trois fois :

« Allons, lui disait-il, brûle toi la cervelle ! lâche ! lâche ! ou je te tue moi-même. »

Je frémis alors en songeant au signal que j'avais

indiqué à mes hommes, et, m'approchant vivement d'Albert :

—Est-ce que toi, membre du Gouvernement provisoire, tu permettrais qu'il se commît un assassinat dans ta chambre même! tout l'odieux de ce crime retomberait sur toi.

—C'est vrai, dit-il.

Et comme Bocquet, au comble de l'exaspération, armait le pistolet et allait exécuter sa menace, Albert le lui arracha des mains en lui disant :

—Mais y songes-tu! Un coup de pistolet donnerait l'alarme.

—C'est ma foi vrai, s'écria Bocquet, il nous faudrait du poison.

—Du poison? dit Caussidière, j'en ai apporté, et de toutes qualités.

Il prit un des verres qui se trouvaient sur le secrétaire, le remplit d'eau qu'il sucra, y versa ensuite une poudre blanche, puis le présenta à Delahode, qui recula avec indignation :

—Vous voulez donc m'assassiner?

—Oui, dit Bocquet, qui, conspirateur subalterne, voulait faire du zèle et se faire remarquer de ses chefs. Bois!

Delahode était fort pâle et la sueur coulait sur son visage. Il répondit d'un air sombre : « Je ne « me tuerai pas ». Puis il alla s'asseoir sur le canapé et y resta, la tête entre ses mains.

Mais Bocquet, inflexible, lui présentait toujours le verre. « Allons, bois donc ! dit Caussidière d'une voix lente et monotone; tu vas tourner de l'œil tout de suite.

—Eh bien ! non ! non ! je ne boirai pas ! »

Et dans l'égarement de ses idées, il ajouta avec un geste terrible :

« Oh ! je me vengerai de toutes ces tortures !

—Ah ! tu te vengeras, s'écria Bocquet; non, car tu ne sortiras pas d'ici. »

Et, saisissant le pistolet, il allait lui briser la tête, lorsqu'Albert s'interposa de nouveau:

« Non, non, dit-il, je ne souffrirai pas cela ! D'ailleurs, il s'est bien battu en Février; c'est une circonstance atténuante. »

Monier, Pilhes et moi, nous nous joignîmes à lui pour demander sa grâce.

« Mais, dit Caussidière, nous ne pouvons le laisser vivre après ce qui vient de se passer. Ne l'avez-vous pas entendu dire tout-à-l'heure qu'il se vengerait ? Il peut nous compromettre, car il sait tout ce que nous faisons.

—Il faut le mettre sous clef, dit Grandmesnil.

—Tu as raison, reprit Caussidière ; je vais le conduire moi-même à la Conciergerie et le recommander d'une manière toute spéciale. Nous n'aurons rien à craindre de lui tant que je serai préfet. Et j'ai l'intention, ajouta-t-il en riant, de le garder longtemps. »

Bocquet courut aussitôt chercher un fiacre, mal-

gré l'heure avancée de la nuit. Pendant ce temps, on signa le procès-verbal de la séance, rédigé par Tiphaine.

Caussidière nous expliqua comment il avait été mis sur la trace de la trahison de Delahode,

« On me reproche, dit-il, d'avoir conservé les anciens agents, et pourtant c'est à Élouin et à Allard que je dois cette découverte. Ils m'avaient conseillé d'envoyer à Londres un de leurs principaux agents qui devait paraître en fuite, afin de surveiller plus facilement Pinel et Delessert. Je l'ai fait, et dès son premier rapport, cet homme m'a fait savoir qu'il tenait de M. Pinel qu'un de ses agents les plus fidèles était auprès de moi. »

—C'est sans doute pour cela, ajouta-t-il, en s'adressant à Delahode que tu vas coucher chez toi tous les soirs. Je vais faire examiner tes papiers.

—Je vais chez moi, dit Delahode, parce que j'y dors mieux.

—C'est ce que nous verrons.

—Enfin, citoyens, je dus rechercher quel était cet agent de Pinel, et grâce toujours à Élouin et à Allard, j'ai découvert les dossiers que voilà, et qui ont failli m'échapper, car on allait les envoyer au pilon.

Bocquet rentra en ce moment, et nous annonça qu'il avait trouvé deux fiacres. Tout le monde sortit. Je causai un instant avec Albert, et, en passant, je vis quelques-uns de mes hommes embusqués der-

rière les caisses d'orangers : « Eh bien? me dirent-ils.—Ce n'était rien, répondis-je, vous pouvez partir. »

A la porte du Luxembourg, je retrouvai Caussidière et les autres ; ils forçaient Delahode, qui résistait, à monter dans un fiacre. Caussidière et Tiphaine l'enlevèrent et se placèrent à ses côtés ; trois autres se placèrent en face d'eux. Quant à Bocquet, adjoint du 12e arrondissement, le pistolet au poing, il monta derrière la voiture.

Je pris l'autre fiacre avec Mercier, qui me déposa en passant à la caserne des Petits-Pères.

Une heure après mon arrivée, mes hommes rentrèrent ; je les attendais pour les remercier du dévouement qu'ils avaient mis à veiller ainsi sur moi jusqu'à deux heures du matin.

« Il n'y a pas de quoi nous remercier, capitaine ; mais, voyez-vous, si vous aviez donné le signal, vos ennemis, quels qu'ils eussent été, n'auraient eu qu'à se bien tenir, nous les aurions exterminés jusqu'au dernier. »

Leur détermination me fit voir à quel danger venait d'échapper Caussidière et tous ceux qui se trouvaient chez Albert, et je me demande encore aujourd'hui ce qui serait advenu si Bocquet avait tiré sur Delahode : peut-être n'eussions-nous pas vu les sanglantes journées de Juin.

CHAPITRE XVIII.

Les Bonnets à poil.—Blanqui.—Caussidière et l'Hôtel-de-Ville. Départ pour la Belgique.

Ce fut vers cette époque qu'eut lieu la manifestation dite *des bonnets à poils*. Caussidière me donna l'ordre d'occuper la tête du Pont-Neuf avec ma compagnie.

« Si les grenadiers, me dit-il, veulent prendre un air trop belliqueux, f...-leur des coups de fusil. Je vais envoyer mes Montagnards avec des gourdins pour les assommer s'ils font du bruit. »

Je me rendis à mon poste; les bonnets à poil défilèrent devant nous: comme ils étaient silencieux, je les laissai passer sans obstacle. Plus loin, les Montagnards les assaillirent; mais ils se défendirent bien, et parvinrent à l'Hôtel-de-Ville.

Je revis Caussidière dans la même journée : il me dit qu'il allait préparer une contre-manifesta-

tion pour le lendemain, que tous les chefs des clubs étaient prévenus. Il me recommanda de prendre la tête du cortége avec ma compagnie et de crier vive Ledru-Rollin, surtout en passant devant la Bourse, où des bruits fâcheux avaient été répandus sur l'état de la fortune de ce membre du Gouvernement provisoire.

La manifestation eut lieu comme il me l'avait annoncé ; elle fut imposante. Plus de cent mille hommes se rendirent à l'Hôtel-de-Ville, et le Gouvernement provisoire dut se croire fort ce jour-là. Mais les affaires, qui commençaient à reprendre, reçurent un coup fatal à partir de cette manifestation, sur le passage de laquelle toutes les boutiques se fermèrent. Qu'importait le commerce à Caussidière ! l'agitation était son élément ; lui et ses amis y trouvaient leur compte. Le soir, quand je le vis, il était radieux et ne voyait plus de borne à sa puissance. « Je puis à mon gré, disait-il, soulever les masses et les précipiter sur la bourgeoisie. »

Fier de son triomphe, il ne pouvait plus souffrir le moindre obstacle à ses projets révolutionnaires ; mais la partie modérée du Gouvernement provisoire, qui le devinait, lui opposait une résistance inattendue ; on ne voulait pas de sa garde, et, pour le forcer à la dissoudre, on lui refusait de l'argent.

Cette résistance irritait Caussidière et il se préparait à la briser, lorsqu'il s'aperçut qu'un danger redoutable le menaçait lui-même. C'étaient les déclamations furibondes de certains chefs de club, aux

quels il avait donné l'élan, mais qui l'avaient promptement débordé, sous l'inspiration brûlante de quelques orateurs ardents et passionnés, tels que Villain et Blanqui. Ce dernier même ne se gênait plus, et menaçait de mettre en jeu jusqu'à l'existence politique de Caussidière.

« Ce gros homme, disait-il, n'est que matière ; il manque de l'énergie qui constitue le révolutionnaire et s'habitue trop facilement aux délices du pouvoir. Il est temps de rejeter ces hommes énervés et sensuels, qui ne peuvent qu'entraver la marche de la révolution. » Il frondait avec amertume les abus qui se montraient audacieusement à la Préfecture de Police ; reprochait à Caussidière d'entretenir les anciens sergents de ville et les gardes municipaux : « Pourquoi nourrir ainsi tous ces fainéants ennemis du peuple, tandis que ce peuple meurt de faim et de misère ? Pourquoi aussi former cette garde préfectorale ? Il nous répondra sans doute que la sûreté de la ville et de la République nécessite ces mesures ; mais les hommes des clubs, les anciens détenus politiques ne sont-ils pas là armés pour défendre la souveraineté du peuple ? Ne serait-ce pas plutôt pour servir son ambition personnelle ? »

Ces discours, et d'autres plus violents encore, épouvantaient Caussidière, qui n'ignorait pas que cette portion des Montagnards, dont il commençait à vouloir réprimer la licence, se désaffectionnait chaque jour de sa personne pour s'attacher à Blan-

qui, dont ils admiraient l'énergie sauvage, plus conforme à leur propres caractères.

La puissance de Blanqui, qui grandissait chaque jour, ses projets bien connus de renverser le Gouvernement, la haine qu'il paraissait avoir jurée à Caussidière, détermina ce dernier à le prévenir et à hâter l'exécution des plans qu'il avait conçus.

Il me fit donc appeler.

« Garçon, me dit-il, je compte sur toi pour un coup hardi. L'Hôtel-de-Ville m'embête, Ledru-Rollin et Flocon n'élèvent pas assez la voix ; ils mettent ce pauvre Albert de côté ; mais heureusement je suis là, et la révolution n'aura atteint son but que lorsque j'aurai renversé cette fraction modérée, qui devient plus réactionnaire que jamais. Tu vas te rendre à l'Hôtel-de-Ville. Examine bien les corridors, les pièces qui avoisinent la salle du Conseil ; choisis la place de tes hommes. Le commandant Rey, que j'ai prévenu, vous introduira. Ce soir je ferai envahir la place par la Garde urbaine, les Montagnards et les clubs qui me sont dévoués. Garde bien toutes les issues, il faut que personne ne sorte.

« Tout ce peuple rassemblé demandera la révocation de Marrast, Lamartine, Arago, Garnier-Pagès et Pagnerre. Je me rendrai auprès d'eux pour leur exprimer sa volonté ; tu seras là pour les arrêter en plein conseil ; s'ils tentent d'échapper... f... tu me comprends ! ! Voilà qui est décidé, je compte sur toi. »

Je fis remarquer à Caussidière que l'état de faiblesse et de souffrance dans lequel je me trouvais ne me permettait pas de remplir une pareille mission avec toute l'énergie nécessaire, et je refusai.

— J'en trouverai dix autres, me dit-il, qui s'empresseront de m'obéir; mais, en attendant, tu dérangeas tous mes projets pour ce soir : je t'avais cru un homme décidé.

— Mon refus ne peut en rien déranger tes plans : n'es-tu pas entouré d'amis dévoués qui te serviront aussi bien que j'aurais pu le faire? Mais suis mon conseil, renonce à ton projet; il te perdra. Lamartine et Arago ont une popularité que tu n'as pas encore pu obtenir, malgré tous tes efforts. Puis, Marrast a une police, et tu n'en as pas. Tu ne pourras pas agir si secrètement qu'il n'en transpire quelque chose. »

Mon conseil déplut à Caussidière; il me congédia brusquement, et dès ce moment ma perte fut jurée.

Depuis longtemps je le voyais avec peine diriger les complots les plus insensés contre l'Hôtel-de-Ville. Une fois entre autres, il parlait de faire sauter la salle du Conseil avec un baril de poudre. Sa jalousie et plus encore son ambition insatiable le poussaient fatalement vers l'abîme, et rien ne pouvait l'arrêter. Vingt fois déjà j'eus l'idée de le quitter; mais ma vieille amitié me retenait toujours auprès de lui.

Étant allé voir un ami à l'Hôtel-de-Ville, je ren-

contrai en sortant des Montagnards qui le redirent sans doute à Pornin, et celui-ci à Caussidière, qui en tira des conséquences fâcheuses, car le lendemain je reçus une lettre anonyme ainsi conçue : « Vous êtes découvert, n'allez plus à la Préfecture; « le Préfet, justement irrité contre vous, vous pu- « nirait comme vous le méritez. »

Je montrai cette lettre à Morisset, qui me dit : « Je sais ce que c'est; il y a un rapport de fait contre toi, et tu ne fais plus partie de la Garde républicaine.

—J'aurai une explication », lui dis-je.

Et sur-le-champ je montai dans les chambrées, et je racontai aux hommes de ma compagnie ce que m'avait dit Morisset. Ils allèrent de suite trouver Caussidière et lui déclarèrent qu'ils étaient déterminés à partir, si je quittais la Garde républicaine.

« Je ne sais rien de tout cela, leur répondit-il. Dites au capitaine Chenu de venir me voir à cinq heures. »

Je me rendis à son invitation, accompagné de Morisset. Je vis à l'accueil froid et glacial qu'on me fit que Caussidière avait prévenu son état-major. On s'attendait évidemment à une scène dans le genre de celle de Delahode. Caussidière me fit entrer dans sa chambre à coucher. Je vis sur un meuble un carafon d'eau-de-vie à moitié vide, et je me pris à sourire en songeant à M. Jean.

Je lui demandai alors des explications nettes et franches :

« As-tu à te plaindre de moi, lui dis-je? je n'ai refusé qu'une seule fois d'obéir à tes ordres, et je crois l'avoir fait dans ton intérêt. Je te quitte à partir d'aujourd'hui; mais avant, je veux connaître le rapport qui t'a été fait contre moi par Élouin et Allard. Tu ne peux baser une accusation sérieuse sur cette pièce dictée par un ignoble désir de vengeance. As-tu des correspondances, des preuves quelconques pour m'accuser de trahison? Il en faut pour me mettre ainsi au ban du parti.

—Non, me répondit Caussidière, je n'en ai aucune, mais par prudence je dois te faire quitter la Préfecture. Tu en sais trop : tu vas à l'Hôtel-de-Ville; peut-être y vois-tu Marrast?

—Je ne l'ai jamais vu, et je ne suis allé à la Ville qu'hier pour la seconde fois depuis Février. »

Caussidière prit alors un ton hypocrite et me plaignit d'être ainsi en butte à la calomnie. « Quelques Montagnards te détestent; pour éviter des raisons, une lutte peut-être, il vaut mieux te retirer. Si tu le veux, je vais te confier une mission.

« Les patriotes belges qui vont combattre pour l'indépendance de leur pays, se réunissent à Séclin. Je viens d'y envoyer Fontelle et plusieurs autres; ils sont déjà partis, va te joindre à eux. Quand tu reviendras j'aurai tout arrangé. Cela te va-t-il?

—Oui, répondis-je, puisque je vis que c'était un parti pris de m'éloigner.

—Voici alors ce que tu auras à faire : tu remettras au chef des charretiers qui conduisent des voitures chargées d'armes et de munitions une lettre que je vais te donner. Cet homme est un des nôtres, tu le trouveras à Séclin. Il s'agit de s'entendre avec lui sur le lieu convenable pour le pillage des armes. Le conducteur des voitures fera un simulacre de résistance, et, quoi qu'il arrive, nous ne serons pas compromis.

—Allons, je pars; donne-moi ma lettre.

Il me la fit aussitôt, puis une autre pour le directeur du chemin de fer du Nord, ainsi conçue :

« Le citoyen directeur du chemin de fer du Nord « est prié de donner une place dans ses voitures « au citoyen Chenu, envoyé en Belgique en mission.

« *Signé* CAUSSIDIÈRE. »

Et le cachet de la Préfecture de police.

Je quittai alors la Préfecture sans prendre beaucoup de souci de ceux qui y restaient.

Chemin faisant, je dis à Morisset ce que je pensais de cette expédition : « Nous allons tomber dans quelque guêpier; mais j'en reviendrai, j'ai confiance en mon étoile. »

Je dînai pour la dernière fois à la caserne; je dis adieu à mes camarades de la compagnie du 24 Février; je passai aussi chez moi, où j'embrassai mes

enfants et ma femme, à laquelle je ne dis rien de ce qui venait de se passer dans la crainte de lui causer de l'inquiétude; je pris le chemin de fer le soir même, et j'arrivai à Séclin dans la nuit.

IIIe PARTIE.

Les Corps-Francs.

CHAPITRE XIX.

Risquons-Tout.—Retour à Paris.—Arrestation. Encore Pornin.—Entrevue avec Allard. Départ pour la Pologne.

Le premier individu que je rencontrai le lendemain fut un personnage que je soupçonnais depuis longtemps attaché à la police. De plus, je savais que cet homme avait joué un rôle odieux dans la révolution de Belgique, en 1830. Il avait un grade supérieur parmi les Volontaires. Je me promis bien, en le voyant, de ne pas me compromettre dans cette affaire. Seulement, je m'informai du charretier pour lequel j'avais une lettre, et je le trouvai à l'auberge qu'on m'indiqua.

Lorsqu'il eut pris connaissance de cette lettre : « Je pars, me dit-il, et je vous attendrai jusqu'à deux heures du matin sur la route de Menin, près des quatre chemins. Vous reconnaîtrez facilement

mes voitures, elles sont toutes trois pareilles. » Quelques instants après il partit.

Pendant la nuit on battit le rappel : nous nous mîmes en marche. Vers trois heures du matin, nous trouvâmes les voitures et je pus voir que je n'étais pas le seul initié au secret de ce qu'elles contenaient. En effet, lorsque nous les rencontrâmes, une dizaine d'individus étaient déjà armés et se chargeaient de cartouches. Chacun en fit autant. Ce pillage de voitures sur le milieu d'une route et dans l'obscurité offrait un spectacle assez lugubre.

Les chemins étaient affreux, et l'on n'entendait que des jurements : un grand nombre se plaignaient de n'avoir pas mangé la veille. Enfin le jour arriva et je vis que la colonne était composée de deux fractions; les Parisiens formaient l'arrière-garde. Les Belges, tous habillés d'une blouse grise et d'un chapeau de même couleur, déployèrent leur drapeau et nous le nôtre. Nous arrivâmes sur une hauteur près Mouscron, d'où nous pûmes distinguer les troupes belges qui nous attendaient.

A notre approche elles se massèrent et les chasseurs se déployèrent en tirailleurs. Aux premiers coups de feu des troupes, les Belges qui formaient l'avant-garde ripostèrent ; mais une panique étrange s'empara d'eux et ils se mirent à fuir dans toutes les directions. Les Parisiens se voyant abandonnés aussi lâchement se crurent trahis et firent feu en même temps sur les fuyards et sur les troupes.

Le combat s'engagea alors assez vivement. Les Belges ayant ouvert leurs rangs démasquèrent deux pièces de canon chargées à mitraille. Leur décharge tua quelques hommes. Un élève de l'Ecole polytechnique, Fosse, et un marchand de vin de la rue de Ménilmontant, qui avait un grade supérieur, combattirent vaillamment. Ils furent même sur le point de s'emparer des deux pièces de canon dont l'une avait crevé. Quant au misérable agent dont j'ai parlé, il avait pris la fuite et je ne le revis plus. Il nous avait conduits à la boucherie : son rôle était fini. Le combat commencé vers six heures et demie du matin dura jusqu'à neuf. Il y eut peu de morts de part et d'autre. Les Belges poursuivirent les vaincus jusque sur le territoire français et y firent même quelques prisonniers.

Ils étaient tout fiers de leur facile victoire et nous criaient : « Comment trouvez-vous ça, les Parisiens? on vous disait si braves!—Nous reviendrons, disaient ceux-ci, et vous nous le paierez cher!» Quant à moi, j'étais resté tranquille spectateur de la lutte.

En rentrant à Lille on nous désarma tous et on nous fit monter immédiatement en chemin de fer. Nous arrivâmes à Paris sur les quatre heures du matin. Brisé de fatigue, je me rendis chez moi pour me reposer. Le lendemain, de grand matin, un agent de police nommé Palestrineau vint me prier de me rendre avec lui à la Préfecture, le préfet désirant me parler. Je le suivis sans défiance aucune;

mais arrivé dans la cour, il me présenta un mandat d'arrêt signé Caussidière, et me déclara que j'étais son prisonnier. Je lui demandai la cause de mon arrestation.

« Il y a, me répondit-il, un article du Code qui me dispense de vous répondre : le juge d'instruction vous dira cela. »

Toute résistance était inutile, aussi je me laissai conduire au dépôt sans murmurer. On me mit dans une cellule particulière, où je restai un instant comme anéanti, tant était grand mon étonnement.

Je me remis bientôt et j'écrivis à Caussidière une lettre qui resta sans réponse.

Le lendemain, un nommé Fiolet, arrêté pour l'incendie du chemin de fer de Rouen, fut placé dans ma cellule. Il me dit avoir entendu raconter par les gardiens que j'avais été arrêté pour avoir trahi les Républicains et pour un détournement d'une centaine de francs dans ma compagnie.

J'écrivis donc à Caussidière une seconde lettre dans laquelle je repoussais énergiquement ces imputations, dont lui-même connaissait parfaitement la fausseté; ajoutant que c'était une mauvaise chicane de sa part.

De même que la première, cette lettre resta sans réponse. Le directeur, auquel je demandai si mes lettres parvenaient au préfet, m'assura qu'elles lui étaient exactement remises.

« Eh bien ! lui dis-je, voulez-vous lui en remettre

une dernière? je suis certain qu'après l'avoir lue, il s'empressera de me faire mettre en liberté.»

Je lui écrivis donc pour la troisième fois :

« Escroc, si d'ici à cinq heures du soir je ne suis « pas libre, tu pourras lire demain dans les journaux « une lettre qui est maintenant en lieu sûr, et qui « fait connaître quelques-unes de tes escroqueries « passées, et les complots que tu trames aujourd'hui. « Je veux sortir avant ce soir. »

Je donnai cette lettre au directeur, qui revint au bout de vingt minutes en me disant : « Votre lettre a produit de l'effet; vous allez sortir. Il m'a dit en me congédiant : « Qu'il se tranquillise, je vais le faire mettre en liberté.»

Une heure après, Morisset vint m'annoncer que je pouvais partir.

—Pourquoi m'a-t-on fait arrêter, lui demandai-je?

—Je n'en sais rien, me répondit-il.

—Je sais bien, moi, pourquoi Caussidière agit ainsi; c'est que je n'ai pas voulu me rendre l'exécuteur de ses hautes œuvres, et qu'aujourd'hui il craint que je ne révèle les propositions qu'il m'a faites.

Lorsque je passais devant le poste occupé par les hommes de ma compagnie, qui était de garde ce jour-là à la Préfecture, ils vinrent avec empressement au-devant de moi.

—Comment, capitaine, me dirent-ils, on vous a

arrêté pour l'argent que Tabary a volé? mais nous nous sommes cotisés et nous avons remboursé les cent vingt-cinq francs. Quant à Tabary, nous l'avons chassé honteusement; il est maintenant avec les Montagnards.

Une fois sorti de prison je rentrai chez moi pour consoler ma femme, et vers le soir je vins me promener sur le quai de la Préfecture pour voir quelqu'un de ma compagnie à qui j'avais donné rendez-vous. Comme il ne venait pas à l'heure indiquée j'allais me retirer, lorsqu'un Montagnard aviné vint à passer et me reconnut.

—Comment se fait-il que tu sois sorti? me dit-il; Caussidière nous avait promis de te garder jusqu'aux élections.

Nous causâmes quelques instants; puis, fatigué de sa conversation, je le quittai pour retourner chez moi. Je ne songeais guère alors à la scène qui avait lieu à la Préfecture pendant ce temps-là, dont j'étais l'innocente cause, et que j'ai apprise le lendemain.

Mon ivrogne en rentrant raconta au poste des Montagnards qu'il m'avait vu rôder aux abords de la Préfecture. Le propos alla de bouche en bouche et arriva jusqu'à Pornin, considérablement grossi et embelli. On m'avait vu embusqué et armé jusqu'aux dents, épiant le passage du préfet pour l'assassiner; ce qui du reste était facile à deviner à la fureur de mes regards. Pornin, qui était couché, suivant son habitude, sans être positivement à jeun, bondit sur

sa couche ; il s'habille en toute hâte et donne l'alarme. En un instant toute la Montagne est sur pied, mais personne ne sait encore de quoi il s'agit. Pornin alors leur explique ma présence, les projets homicides qu'il me suppose, et, tout éperdu du péril imaginaire dont il croit son ami menacé, ordonne une battue générale aux environs de la Préfecture et recommande à ses hommes de m'amener mort ou vif. Quant à lui, il va prévenir Caussidière et s'entendre avec lui des mesures à prendre.

Je ne sais pas si celui-ci crut réellement au danger que lui annonçait Pornin; mais il fit mander sur-le-champ Allard et Elouin, qui furent d'avis qu'il n'y avait pas un instant à perdre, qu'il fallait me faire arrêter de nouveau. « C'est une mauvaise canaille, ajouta Allard, voulant faire sa cour au préfet, il a donné bien du fil à retordre à mes agents. »

On résolut de choisir pour m'arrêter quatre gaillards d'aplomb, expression consacrée en pareil cas; puis l'on lança un mandat d'arrêt contre moi. « S'il fait résistance, dit Caussidière, j'irai le chercher à la tête des Montagnards. »

De grand matin, j'entendis frapper à ma porte. Un pressentiment me dit que c'était la police. Je saisis mes pistolets et j'ouvris. Les quatre agents allaient se jeter sur moi; mais, à la vue des pistolets dirigés sur eux, ils se précipitèrent dans l'escalier et coururent rendre compte à Allard de la réception que je leur avais faite.

Je fus tranquille toute la journée, déterminé que j'étais à me faire tuer plutôt que de céder. Le soir j'entendis encore frapper à la porte.

« Je suis seul, me dit Palestrineau, ne craignez rien ; ouvrez-moi. »

Dès qu'il fut entré,—M. Allard vous demande, me dit-il, et vous ne serez pas arrêté si vous voulez consentir à quitter la France. Le préfet est comme vous très-exaspéré. M. Allard veut arranger tout cela pour éviter un malheur. Il se prépare une expédition pour la Pologne; si vous voulez en faire partie, on vous donnera tout ce qui vous sera nécessaire.

—Je ne puis consentir à faire partie d'une nouvelle expédition ; quand bien même j'accepterais ce que vous me proposez, il me serait impossible de faire seulement une étape. Voyez l'enflure de mon pied, elle me permet à peine de me tenir debout. Mon côté est encore tout sanglant.

Palestrineau parut touché du triste état dans lequel je me trouvais.

—En effet, me dit-il, vous devez terriblement souffrir ; M. Caussidière ignore sans doute cela.

—Il le sait parfaitement, voilà ce qui m'exaspère. Encore si je souffrais seul; mais il n'ignore pas qu'il torture en même temps ma femme et mes enfants. Il va plonger toute une famille dans le désespoir.

—Venez voir M. Allard, il vous attend sur le

Pont-Saint-Michel ; peut-être écoutera-t-il vos raisons.

Je me décidai à partir avec lui. Arrivé au Pont-Saint-Michel, je trouvai M. Allard. C'était la première fois que je voyais ce personnage, dont j'avais si souvent entendu parler.

—Pourquoi, lui dis-je en l'abordant, le préfet veut-il m'expatrier?

—J'ignore, répondit-il, le motif d'une résolution aussi extrême.

—Il n'y a pas de loi qui autorise un magistrat à exiler sans jugement un citoyen, quelle que soit la nature du crime ou du délit qu'il a pu commettre ; c'est de l'arbitraire.

—En révolution, mon cher, rien n'est illégal. Je comprends Caussidière : vous le gênez, il se débarrasse de vous ; c'est tout naturel. Allons, il faut vous résoudre à faire ce voyage ; vous en reviendrez. Vous êtes jeune, déterminé ; vous verrez du pays et ferez peut-être fortune par là. Palestrineau vient de me dire votre état de souffrance. Je vous paierai la diligence jusqu'à Strasbourg, et je vous donnerai en outre une somme d'argent pour vos besoins. Est-ce que votre femme aussi ne sera pas plus tranquille que de vous voir constamment en butte aux persécutions?

Je me décidai. Le lendemain, Palestrineau vint me chercher pour me faire enrôler dans la légion polonaise, dont le recrutement se faisait rue de

l'Arbalète; il m'acheta en même temps l'uniforme de cette légion et le fourniment complet. Puis il paya la diligence, et je partis muni d'un passeport pour le grand-duché de Posen.

« Je reviendrai bientôt, dis-je à Palestrineau en le quittant, le règne de ces gens-là ne peut durer, ils usent trop vite du pouvoir. »

CHAPITRE XX.

Combats dans la Forêt-Noire.—La Suisse. Retour à Strasbourg.

J'étais convenu avec ma femme que je la tiendrais au courant des lieux où je me trouverais, afin qu'elle pût m'avertir de la chute probable de mon ennemi. J'aurais pu descendre dès Vincennes et me cacher dans Paris, mais je préférai continuer mon voyage. J'en avais assez de l'atmosphère de Paris; j'étais aise d'en finir avec les conspirations. Enfin je respirais un air pur; j'allais voir des pays qui m'étaient inconnus. Je reprenais un peu de gaîté à mesure que je m'éloignais de cette ville où j'avais tant souffert depuis quelque temps!

J'arrivai sans accident à Strasbourg, où je devais séjourner quelques jours, car j'avais dépassé de beaucoup la colonne polonaise dont je faisais partie. Elle marchait à petites journées, retardée

chaque jour par les fêtes que lui préparaient les populations qu'elle traversait.

La vie monotone que je menais à Strasbourg me pesait déjà, lorsque j'appris qu'une légion de volontaires allemands allait partir la nuit suivante pour envahir le duché de Bade. Mon esprit aventureux ne me permit pas de réfléchir que j'étais à peine guéri pour supporter les fatigues d'une expédition dont j'ignorais jusqu'au but. On m'enrôla sans difficulté. On me donna un assez mauvais fusil, et nous partîmes par le chemin de fer de Mulhouse. Nous quittâmes les wagons avant d'arriver à cette ville, et nous passâmes le Rhin, à la faveur de la nuit, dans de petites barques. Deux d'entre elles, trop chargées, chavirèrent, et onze hommes manquèrent à l'appel lorsque nous nous comptâmes sur l'autre bord. Ce fut notre premier désastre.

Ainsi qu'à Risquons-Tout, les troupes nous attendaient, car à peine avions-nous marché pendant deux heures, que notre avant-garde fut attaquée par un fort détachement de Hessois. Elle se replia précipitamment sur la colonne. Nous nous préparâmes au combat, et alors je reconnus que nos chefs avaient bien choisi le terrain, qui, boisé et montagneux, était favorable pour combattre en partisans. La fusillade s'engagea et dura jusqu'à six heures du soir. Nous battîmes en retraite en bon ordre. Pendant la nuit nous fîmes halte. Nos chefs tinrent conseil, résolurent d'éviter le combat et de

rejoindre Hecker, qui se trouvait aux environs de la Forêt-Noire, maître d'une petite ville frontière où lui arrivaient chaque jour des renforts des pays environnants.

Le lendemain, au point du jour, nous nous aperçûmes que les troupes auxquelles nous avions eu affaire la veille nous avaient devancés, et nous attendaient sur la lisière du bois. Suivant notre plan d'éviter tout engagement, nous voulûmes les tourner pour entrer dans la forêt ; mais elles nous devinèrent, et nous attaquèrent avec impétuosité ; nous éprouvâmes des pertes sensibles. Plus de cent cinquante des nôtres restèrent sur le terrain, et nous fûmes forcés d'abandonner nos blessés, qui furent fusillés impitoyablement. Un jeune homme ayant été tué à côté de moi, je jetai le mauvais fusil qu'on m'avait donné, pour prendre sa carabine. La nuit vint et mit fin au carnage.

Nous finîmes par gagner la forêt, et marchâmes pendant deux jours de suite par des sentiers presque impraticables. Un bûcheron nous servait de guide. Les vivres commençaient à manquer, mais nous avions toujours des munitions de guerre en abondance, malgré l'énorme consommation que nous en avions faite. Le troisième jour de cette marche pénible, nous arrivâmes à l'entrée de la nuit dans un petit hameau où nous devions rester quelques heures. Je montai dans un grenier pour m'y reposer, et je m'y endormis d'un si profond sommeil,

que je n'entendis pas la fusillade qui s'était engagée très-vivement entre les nôtres et les soldats hessois. Enfin, je me réveillai, je voulus me lever et marcher ; mais je ressentis une douleur si atroce à la jambe, qu'il me fut impossible de rester plus longtemps debout. Je fis tous mes efforts, et je me traînai jusqu'à une lucarne. De là je vis deux maisons qui brûlaient et éclairaient cette scène de désolation.

Nous avions été surpris, et plus de cinquante des nôtres étaient étendus sur la route ; quelques-uns respiraient encore et se débattaient dans les dernières convulsions de l'agonie. Je me blottis alors de mon mieux sous la fougère et dans la paille. Bien m'en prit, car on vint fouiller dans le grenier, mais sans pouvoir me trouver.

N'entendant plus aucun bruit, j'en augurai que les Hessois s'étaient mis à la poursuite de ce qui restait de mes compagnons.

Je demeurai caché pendant tout le jour, et ne sortis qu'à la nuit. En passant auprès de la vieille église du village, je vis une fosse énorme que l'on avait creusée pour y déposer nos morts, qui étaient près de là sous un tas de paille, et commençaient déjà à exhaler une odeur fétide.

Je me traînai péniblement environ pendant deux heures ; mais il fallut m'arrêter. Il était grand jour lorsque je me remis en marche. Pendant cette journée-là, je ne rencontrai qu'une femme qui portait

un enfant dans ses bras. Je lui demandai par signes si elle n'avait pas vu mes amis, que j'avais hâte de rejoindre; je n'en pus rien tirer, elle s'enfuit tout effrayée. Épuisé de fatigue et de douleur, je me jetai à terre et me pris à maudire mon existence; je regrettais de n'avoir pas été tué dans le village si fatal aux miens. Enfin, après bien des efforts, j'arrivai à un petit ruisseau dont l'eau était glacée.

J'en bus avidement, j'y baignai mon pied; j'aperçus avec terreur que les vers et la gangrène avaient envahi la plaie, qui se creusait sous la cheville. Je la grattai avec mon couteau, et je laissai mon pied dans l'eau pendant plus de deux heures. J'en ressentis un bien-être inexprimable, et j'étais si heureux que je fus sur le point de m'endormir; mais je songeai que je n'avais pas mangé depuis deux jours, et je me disposais à partir, m'orientant de mon mieux pour gagner la Suisse, lorsqu'une balle vint briser une branche à côté de moi. D'autres détonations suivirent, et je compris que je servais de point de mire à Messieurs les Hessois.

Je reconnus qu'ils tiraient, abrités par un taillis épais; je me jetai aussi à couvert, et, les voyant descendre le long de la berge pour trouver un gué, je déchargeai mes deux pistolets; puis, saisissant ma carabine, je fis feu. Mais, m'étant aperçu qu'ils allaient faire un pont à l'aide des arbres qu'ils abattaient, je me retirai rapidement par un sentier

qui s'enfonçait dans la partie la plus sombre de la forêt.

Bientôt, pendant la nuit, je crus voir le feu d'un bivouac. Étaient-ce des amis ou des ennemis? Je m'approchai avec précaution et je reconnus que c'était un feu de charbonnier. A ma vue, cet homme se sauva. Je découvris un sac renfermant des vivres, et je me mis en devoir de le visiter.

Je mangeais tranquillement le dîner de ce brave homme, lorsqu'il revint avec deux jeunes gens armés de haches. Voyant que je ne manifestais aucune émotion à leur approche, le charbonnier m'adressa la parole en allemand. Je ne compris qu'une chose à son discours, c'est que nous étions des Français et que nous venions apporter le trouble parmi eux. Afin de calmer son irritation, je lui montrai une pièce de cinq francs pour son souper que j'avais dévoré, et je lui demandai par signes si mes camarades étaient passés par là, et s'ils étaient bien loin. Il me fit comprendre qu'ils étaient passés déjà depuis deux jours.

L'offre d'une première pièce de cinq francs ayant produit son effet, je lui en proposai une seconde pour me mettre sur la route suivie par la colonne. Il me comprit, car, se mettant aussitôt en marche, il m'invita à le suivre.

Il me conduisit par une multitude de sentiers enchevêtrés les uns dans les autres; puis, arrivé à un chemin un peu plus large, il m'indiqua que

c'était la route prise par mes amis. Je lui donnai la récompense promise et le quittai.

Je reconnus, au jour, que j'étais dans le vrai chemin. En effet, je trouvais des fragments de journaux français à moitié brûlés et qui avaient sans doute servi à allumer des pipes; ce fut pour moi une piste précieuse. Le second jour, je fis une rencontre qui m'affecta vivement : je m'étais enfoncé dans un fourré pour m'y reposer un instant, j'y trouvai un cadavre vêtu d'une blouse grise qui me le fit reconnaître pour un des nôtres. Il avait un côté de la figure et une main entièrement rongées par quelque bête fauve. Ce triste spectacle m'ôta toute envie de dormir, et je continuai ma route. Quelques heures après, je parvins à un bourg à l'entrée duquel je trouvai deux de nos sentinelles. Nous n'étions qu'à deux journées de la Suisse.

J'avais le plus grand besoin de repos, mais je ne voulais plus me séparer de la colonne, et l'ordre de se mettre en marche ayant été donné, je partis avec les autres. Nous fûmes rejoints par quelques hommes de Hecker, qui nous annoncèrent que ce chef venait d'être complétement défait.

Après deux jours de marche par des chemins affreux, nous arrivâmes sur les bords du Rhin, que nous fûmes obligés de côtoyer en remontant pour le passer à un bac près de Rhinfeld. C'était là que nous attendaient les troupes hessoises. Elles nous

attaquèrent vigoureusement avec deux pièces de canon et de la cavalerie.

Le combat se prolongea depuis sept heures du matin jusqu'au soir. Le canon faisait de terribles ravages dans nos rangs, et ce ne fut qu'à la faveur de la nuit et beaucoup plus loin que nous pûmes traverser le fleuve dans des barques envoyées par les habitants de Rhinfeld. Sur plus de cinq cents hommes dont se composait la colonne, cinquante-quatre seulement échappèrent au massacre et purent gagner la Suisse. Mais nous eûmes du moins l'honneur de sauver notre drapeau, qui flotta sur la grange où l'on nous donna provisoirement l'hospitalité.

Le lendemain un médecin vint nous visiter et pansa les blessés, qui étaient nombreux. Les plus malades furent transportés chez les habitants, qui leur prodiguèrent les soins les plus empressés. J'eus le bonheur d'être logé chez de braves gens, qui me traitèrent comme leur propre enfant. Le médecin cautérisa ma plaie, et deux jours après je me sentis assez fort pour accompagner mon hôte jusqu'à l'église : c'était le dimanche des Rameaux, et je vis avec surprise chaque habitant portant à la main une petite branche de sapin en guise de buis, comme c'est l'habitude à Paris.

Mon hôte me conduisit ensuite au tir fédéral, où je pus admirer l'adresse des carabiniers suisses.

Le lendemain, en prenant congé de mon hôte, je

le priai d'accepter ma carabine, qu'il avait essayée la veille et qu'il avait trouvée très-belle. Elle venait en effet des chasseurs de Vincennes.

De Rhinfeld à Bâle, où je devais prendre le chemin de fer de Strasbourg, je contemplai à mon aise cette magnifique chaîne des Alpes, dont les sommets argentés éblouissent la vue : les riants paysages qui se déroulaient alors devant mes yeux ne me faisaient point regretter cette sombre Forêt-Noire où j'avais passé de si tristes journées.

De retour à Strasbourg, j'y trouvai une autre colonne de volontaires allemands et la première colonne polonaise. On leur avait fait une brillante réception, digne du patriotisme des habitants de cette antique capitale de l'Alsace.

Le jour même de mon arrivée, je me présentai au colonel Bogenski, chef de la première légion, et me fis inscrire parmi les volontaires qui allaient combattre pour l'indépendance de la Pologne, puisque ma présence en France portait ombrage au puissant Préfet de Police, *et pouvait troubler la tranquillité de l'Etat.*

En retournant à mon hôtel je rencontrai Herveed, commandant de la colonne allemande, et que j'avais connu à Paris, où Caussidière m'avait chargé de lui recruter des volontaires. Il me dit qu'il passait le Rhin dans la nuit, et me demanda si je voulais être des leurs.

« J'arrive d'Allemagne, lui dis-je, je sors d'en

prendre; » et je le quittai pour ne pas céder à ses sollicitations. J'aimais mieux les Polonais : avec eux au moins je marchais vers l'incertain, tandis qu'avec les Allemands je savais ce qui m'attendait par une expérience trop récente encore.

Ils passèrent le Rhin, et le lendemain on entendait la canonnade dans la direction de Kehl, et du haut de la flèche de Strabourg on voyait la fumée d'un village qui brûlait. Sur sept cents volontaires qui partirent cette fois encore de Strasbourg, une vingtaine à peu près y revinrent.

Tel fut le résultat de ces folles expéditions, dans lesquelles périrent une foule de braves gens qui n'eurent d'autres torts que celui de s'attacher à des aventuriers jaloux les uns des autres, et qui eux-mêmes suivaient, sans s'en douter, l'impulsion funeste de quelques ambitieux que le flot révolutionnaire avait portés un instant au pouvoir, et qui savaient ne devoir s'y maintenir qu'au prix du bouleversement de toute l'Europe.

CHAPITRE XXI.

Les Polonais.—Le Roi de Prusse.—Les bords du Rhin. Magdebourg.—Eisleben.—Retour.

Cependant depuis plusieurs jours déjà la colonne polonaise était à Strasbourg; d'autres colonnes arrivaient ou étaient attendues de jour en jour; l'ordre du départ n'arrivait pas. Ceci a besoin de quelques explications.

Après Février, certains membres du Gouvernement provisoire songèrent à faire de la propagande armée; mais, n'ayant pas la majorité dans le conseil, ils résolurent d'agir d'une manière inostensible; aidés par leurs agents secrets, ils organisèrent les bandes de volontaires dont nous avons vu le sort en Belgique et en Allemagne,

Quant aux Polonais, le cas était tout autre; les sympathies qu'ils inspiraient, leur nationalité reconnue chaque année par la Chambre des Députés,

semblaient leur donner le droit de fonder les plus légitimes espérances sur l'avénement de la République, avénement auquel ils avaient concouru en combattant vaillamment en Février. Mais l'éloignement de la Pologne, les embarras inséparables d'un nouveau gouvernement rendaient ces espérances difficiles à réaliser, du moins de longtemps : il fallait tout attendre des circonstances, et saisir l'occasion favorable lorsqu'elle se présenterait.

Cette occasion parut se présenter bientôt : la révolution de mars, qui chassait le roi de Prusse de Berlin, fut en partie l'œuvre des Polonais. Tout le monde se souvient de Mierowslawski porté en triomphe et forçant Frédéric-Guillaume à se découvrir devant les cadavres des hommes du peuple tués pendant l'insurrection. La confiance des Polonais devint donc légitime, surtout lorsque le roi de Prusse, effrayé de leur influence à Berlin autant que de la révolution française, feignit, pour gagner du temps, d'abandonner ses droits sur le duché de Posen et de le déclarer indépendant, s'en référant, du reste, à la décision de l'Assemblée allemande qui allait se réunir à Francfort.

L'empereur d'Autriche, chassé de Vienne à son tour, promit la liberté à la Gallicie. Alors les Polonais répandus dans l'Allemagne se rendirent de toutes parts dans le duché de Posen. Mierowslawski à leur tête somma le roi de Prusse de tenir sa promesse. Les ordres partirent bien de Berlin pour que

la citadelle de Posen lui fût remise; mais le gouverneur, qui avait des ordres secrets, refusa d'obéir, et Mierowslawski courut aux armes.

L'enthousiasme n'avait pas été moins grand en France qu'en Allemagne; de tous côtés les Polonais accouraient à Paris et formaient de nombreuses colonnes, qui devaient être commandées par les vieux chefs qui en 1830 avaient fait trembler le czar. Les plus impatients partirent par petits détachements, et arrivèrent à Cracovie, où ils furent fort mal accueillis par les Autrichiens. Il y eut une espèce d'insurrection, et une trentaine d'entre eux périrent dans le combat. Une partie se jeta dans les Carpathes, et l'autre revint à Paris pour y raconter la perfidie du gouvernement autrichien. Leurs récits commentés dans les clubs servirent de prétexte à ceux qui organisèrent l'affaire du 15 mai.

Ces premiers détachements avaient obtenu leur passage par le chemin de fer du Nord; mais le Roi des Belges, ne se souciant que fort peu de voir tous ces révolutionnaires traverser ses États, et craignant la contagion de l'enthousiasme, refusa le passage par ses chemins de fer. Il ne restait donc plus qu'une route ouverte pour gagner l'Allemagne, celle de Strasbourg. Mais c'était un temps précieux que l'on perdait, puis des difficultés s'élevaient déjà dans le duché de Posen; le Roi de Prusse reprenait peu-à-peu la direction des affaires. Les chefs

les plus sages comprirent que c'était partie perdue, et qu'il fallait attendre encore.

Mais on ne remue pas en vain les masses : on avait dit à la foule des exilés : « Vous allez revoir votre patrie, » aucune considération ne pouvait les retenir. Il y eut donc scission violente entre les modérés et les exaltés ; ceux-ci résolurent de partir quand même, et se choisirent de nouveaux chefs.

On partit donc de Paris avec grand cortége : on avait adopté un uniforme pour se faire remarquer et exciter l'intérêt sur le passage de la colonne, composée partie de Polonais, partie de Français. On traversa la France aux applaudissements des populations, toujours sympathiques à la cause polonaise ; on recueillit de nombreuses souscriptions dont certains chefs s'attribuèrent la plus grande part. Mais il avait fallu s'arrêter à Strasbourg ; les gouvernements allemands s'opposaient au passage de troupes aussi nombreuses dans un moment où leur propre pays était travaillé profondément par l'esprit révolutionnaire.

Lorsque j'arrivai, l'un des chefs, Madjinski était à Francfort pour solliciter de l'Assemblée allemande le passage à travers les États de la Confédération. Il obtint, et difficilement encore, que nous passerions par fractions de soixante hommes au plus. On lui avait reproché d'avoir enrôlé des Français. Madjinski nia le fait, et pour donner le change, on ajouta à nos noms la finale *ski* : ainsi je

fus Chenowski, né à Varsovie. Le préfet de Strasbourg ignorait sans doute cette petite supercherie, car il signa notre feuille de route.

Quoi qu'il en soit, la réponse donnée à Madjinski ne nous satisfit pas : on délibéra, et le résultat de la délibération fut que le lendemain on passerait le pont de Kehl, tambours en tête, sans se soucier davantage des deux pièces de canon chargées à mitraille qui défendaient le passage, ni des deux régiments qui tenaient garnison dans cette ville à cause des fréquentes incursions des réfugiés allemands.

Cette belle résolution excita notre enthousiasme au plus haut point : nous nous disputions l'honneur de passer les premiers et d'entraîner par notre mort assurée, mais glorieuse selon nous, une guerre européenne. C'était même là notre but, car nous étions persuadés que, par suite de ce massacre, la garnison de Strasbourg et la population entière de cette ville étaient déterminées à nous venger en franchissant le Rhin.

Je n'ai jamais pu savoir ce qui s'était passé entre les chefs de la colonne et ce qui put changer leur résolution : j'ai cru que ce n'était peut-être qu'une épreuve pour s'assurer de notre courage. Le lendemain, en effet, cinquante-cinq hommes furent désignés et partirent. Je me trouvai de ce premier départ.

Nous saluâmes en passant le monument que l'armée du Rhin fit élever à Desaix entre le grand et le petit Rhin; puis, au milieu du pont, nous tour-

nâmes une dernière fois nos regards vers la France, et tous ensemble nous poussâmes le cri de : Vive la République ! Quant à moi, je songeais avec tristesse à ceux que j'aimais, et je cherchais à oublier ceux qui me forçaient ainsi à quitter ma patrie. Un instant après nous prenions le chemin de fer, et je fus bientôt distrait de mes sombres rêveries par la beauté des sites qui se déroulaient à nos yeux.

Entraînés à toute vapeur, nous voyions d'un côté fuir la haute flèche de Strasbourg, de l'autre se développer le majestueux panorama des Alpes-Rhénanes, dont les cimes lointaines se perdaient dans l'horizon. Nous passâmes devant Rastadt, lieu qui plus tard devait être funeste à quelques Polonais de notre compagnie, qui y furent fusillés dans la dernière insurrection du duché de Bade. Nous vîmes aussi Carlsruhe et son parc magnifique, et bientôt nous arrivâmes à Manheim, une des plus jolies villes de l'Allemagne.

On nous avait préparé une réception qui devait être brillante ; mais l'autorité qui, craignait quelques désordres, nous fit monter dans des voitures au sortir des wagons, et traverser rapidement la ville. On criait vive la Pologne! sur notre passage, et les dames agitaient leurs mouchoirs pour nous témoigner leur sympathie.

Nous prîmes ensuite le bateau à vapeur, où un dîner très-confortable nous fut servi de la part du grand-duc. Nous arrivâmes à Mayence vers cinq

heures du soir ; c'était le jour de Pâques, et toute la population, prévenue de notre arrivée, nous attendait sur le quai. Chacun de nous fut enlevé par les habitants, qui se disputaient littéralement notre possession. L'hospitalité me fut offerte par M. Schmain, restaurateur, rue des Tombeaux-Saints ; je fus reçu par ce brave homme comme un vieil ami ; il s'empressa de me faire visiter la ville, où je remarquai surtout la cathédrale avec ses curiosités antiques, la statue de Guttemberg, que trois villes Mayence, Strasbourg et Harlem, se disputent l'honneur d'avoir vu naître. Mes hôtes, dans chacune de ces trois villes, m'affirmèrent que le célèbre inventeur de l'imprimerie était leur compatriote.

Après le souper, son fils me fit assister à plusieurs clubs en plein vent. L'un entre autres, composé de gardes nationaux armés et qui se tenait sous un réverbère, piqua vivement ma curiosité. On y discutait de la prochaine réunion de la rive gauche du Rhin à la France. « Que la France, s'écriait un fougueux orateur, nous envoie deux régiments, et nous chasserons ces *mannequins-là !* » Il désignait d'un geste de mépris une patrouille d'Autrichiens qui passait. « Nous irons, ajoutait-il, porter au Champ-de-Mars le drapeau du département du Mont-Tonnerre. » Notre présence, comme on le voit avait échauffé les têtes.

Ce fut bien alors l'occasion pour la France de reprendre ses anciennes limites ; les populations,

restées françaises malgré leur longue adjonction à l'Allemagne, nous appelaient de tous leurs vœux et se seraient levées comme un seul homme à l'approche de nos armées. Le roi de Prusse aurait volontiers échangé son titre de roi contre celui d'empereur d'Allemagne, et la République française, en appuyant sa prétention contre l'Autriche et la Russie, eût obtenu facilement, en échange de son appui, la rive gauche du Rhin, sa frontière naturelle.

Mais une coterie choisit pour ambassadeur en Prusse un homme qui n'était rien moins que diplomate, et qui au lieu d'encourager les patriotiques inspirations de Frédéric-Guillaume, préféra s'allier aux clubistes et aux démagogues de Berlin. Le roi, voyant qu'il n'y avait pas à compter sur l'appui d'un gouvernement qui se faisait représenter d'une manière aussi inhabile, se jeta malgré lui, et malgré la volonté hautement manifestée de son peuple, dans les bras de la Russie.

La fraction turbulente du Gouvernement provisoire ne rêva que l'alliance de Républiques microscopiques et imaginaires, et ne voulut pas comprendre que le seul et véritable allié de la France était l'empire d'Allemagne. C'était une digue puissante opposée aux envahissements de la Russie et un acheminement vers la reconstitution de toutes les nationalités européennes.

Cette réflexion est le résultat de mes conversations avec certains hauts personnages que j'eus

occasion de voir pendant mon séjour en Allemagne.

Tous les habitants de Mayence étaient venus au-devant de nous à notre arrivée; le lendemain matin à cinq heures, ils nous reconduisirent au bateau à vapeur qui nous attendait. La nuit s'était passée en fêtes.

La plus belle partie du voyage sur le Rhin est sans contredit celle qui se trouve comprise entre Mayence et Cologne. Le fleuve coule entre deux montagnes, dont les pics quelquefois inaccessibles sont couronnés de vieux châteaux en ruines, derniers vestiges de la puissance féodale. Toute la partie qui fait face au midi est couverte de vignes d'une grande richesse. C'est là que se trouve le fameux vignoble de Johannisberg, appartenant au prince de Metternich. Les mariniers nous firent la galanterie accoutumée en passant auprès d'un écho produit par deux gorges de montagnes et qui se répète quatre ou cinq fois; ils tirèrent deux coups d'une petite pièce de canon destinée à cet usage.

Nous ne fîmes qu'apercevoir Coblentz et la forteresse d'Erhinbrestein, ainsi que les autres villes qui bordent le Rhin des deux côtés, et nous arrivâmes à Cologne.

La première chose que je cherchai en entrant dans cette ville fut la maison de *Jean-Marie Farina;* mais quel ne fut pas mon étonnement en trouvant que cette ville n'est peuplée que des descendants du célèbre inventeur de l'eau de Cologne

et que tous ont écrit sur leur enseigne *Jean-Marie Farina, seul possesseur de la véritable Eau de Cologne. Ne confondez pas mon établissement avec celui des charlatans qui m'environnent.* Puis, sur les volets, des réclames à rendre jaloux le père Aimès, du Bazar Provençal.

Cologne est une belle et grande ville; sa cathédrale mérite la réputation dont elle jouit.

En quittant Cologne, nous traversâmes le Rhin sur un pont de bateaux. Le fleuve coule en cet endroit dans sa plus grande largeur. Nous prîmes le chemin de fer, qui nous conduisit, en passant par Dusseldorf, jusqu'à Minden, ville forte de la Westphalie. Là nous fûmes arrêtés par ordre du gouvernement prussien. Ce brusque changement dans sa conduite à notre égard avait pour cause la guerre acharnée que Mierowslawski faisait à la Prusse dans le duché de Posen. Nous restâmes ainsi pendant huit jours logés dans une baraque du chemin de fer et nourris par les habitants, que nous payions de leur hospitalité par des concerts, fort suivis des dames de la ville.

Enfin, fatigués de ce séjour qui menaçait de se prolonger indéfiniment, nous décampons un beau matin sans tambour ni trompette, et nous reprenons notre marche à pied en traversant une partie du Hanovre et les petits duchés.

C'est pendant cette marche que nous eûmes occasion de visiter plusieurs champs de bataille illus-

trés par nos pères ; la vue de noms français gravés sur des tombeaux nous rappela la patrie absente, et nous saluâmes ces héroïques débris, de l'hymne qui conduisit jadis nos armées à la victoire ; dans un pieux recueillement, nous entonnâmes *la Marseillaise*.

Nous marchâmes ainsi pendant quatre jours jusqu'à Hildesheim, où on nous accorda de nouveau le chemin de fer, qui nous conduisit à Magdebourg en passant par Brunswick. On nous fit traverser silencieusement la ville, et on nous logea dans les fossés de la citadelle, puis de là on nous dirigea par compagnies sur différentes villes de la Saxe prussienne.

Ma compagnie fut envoyée à quatorze lieues de Halle, dans une ville de mineurs appelée Eisleben. Nous eûmes bientôt fait connaissance avec les bons habitants de cette ville, qui devinrent nos amis. C'est là qu'est né Luther, et l'on conserve précieusement sa maison telle qu'il l'habita ; on en a fait un petit musée.

Je visitai les mines d'argent, qui sont très-profondes, peu productives, et occupent cependant quatorze mille mineurs : c'est la seule richesse du pays.

Le 18 mai j'appris les événements qui venaient de se passer à Paris, et la déconfiture de Caussidière. Je m'empressai de demander mon passeport pour la France, où je pouvais rentrer désormais. J'entraînai avec moi dix-neuf de mes camarades ;

sur notre route se trouvait le lac de Mansfeld, qu'il nous fallut traverser sur une étroite chaussée qui le sépare en deux parties. Une violente tempête avait soulevé ses ondes, et comme la nuit était noire, nous ne nous aperçûmes du danger que lorsque nous fûmes arrivés au milieu de la chaussée. Une vague énorme qui la balayait faillit nous engloutir, et ce ne fut qu'après de grands efforts que nous parvînmes à nous réunir à l'autre bout de la route.

Je revins en France en traversant la Belgique; arrivé à Lille, on me donna un passeport dans lequel, malgré mes énergiques réclamations, j'étais qualifié de réfugié polonais, et on m'assigna la ville de Meaux pour résidence. Je pris donc la route de cette ville à marches forcées, et malgré la défense expresse du préfet de Lille, je me rendis directement à Paris.

CHAPITRE XXII.

Le club des Montagnards de Belleville.—Insurrection de Juin 1848.—La Commission d'enquête.

Aussitôt que j'y fus arrivé, je résolus de chercher Caussidière et d'avoir une explication avec lui. Je lui écrivis une lettre que je lui fis remettre par un ami commun. Je lui indiquais un rendez-vous au club des Montagnards de Belleville.

Je l'attendis en vain.

Si je ne vis pas Caussidière, j'eus au moins le plaisir d'entendre Cabet. Mais je ne reconnus pas mon Cabet de 1832, on me l'avait changé. Ce n'était plus cet orateur fougueux d'autrefois, jaloux de se faire une popularité par la violence de ses attaques contre le Pouvoir. On voyait qu'il était devenu chef de secte, patriarche de l'église Icarienne. Sa parole était onctueuse, ses yeux se levaient dévotement vers le ciel, ses gestes étaient lents; toute sa per-

sonne enfin respirait une douceur évangélique. Je fus vraiment édifié. Cependant il parlait d'éloigner la garde mobile de Paris, et j'en augurai qu'il n'était pas aussi changé que je l'avais cru d'abord; seulement le tigre faisait patte de velours.

J'avais repris mon travail lorsqu'eclata la fatale insurrection de Juin. Je saisis mon fusil pour me joindre à la garde nationale; mais malheureusement le pont du canal était tourné, et je fus obligé de revenir sur mes pas.

Parmi les insurgés qui commençaient les barricades, il se trouvait quelques hommes qui avaient servi dans la compagnie du 24 Février. Ils me reconnurent et me forcèrent de rester avec eux, ajoutant que j'étais toujours leur chef. Sur ces entrefaites une femme se présenta, nous suppliant de lui ouvrir le pont, afin qu'elle pût se rendre auprès de sa fille, dangereusement malade. J'usai de mon influence pour lui faire accorder ce qu'elle me demandait, et plus tard elle me remercia en déclarant au juge d'instruction que j'étais le chef des insurgés de ce quartier.

Une heure après nous fûmes attaqués par des dragons, qui tirèrent sur un de nos parlementaires et nous chargèrent vigoureusement le sabre à la main. Accueillis par une vive fusillade qui renversa l'un des leurs, ils se virent forcés de battre en retraite vers la rue de Ménilmontant; mais, repoussés aussi de ce côté, ils revinrent à nous et furent désarmés.

Je me retirai ensuite chez moi pour ne pas me mêler à cette lutte fratricide. Cependant je fus arrêté un mois après et accusé du meurtre de deux dragons. On me conduisit à la Préfecture, et je subis un interrogatoire dans lequel on chercha à me faire dire ce que je savais sur le compte de Caussidière et de ses amis.

A la forme des demandes qu'on m'adressa, je vis d'où partait le coup. Élouin et Allard, qui avaient poussé Caussidière contre moi, voulaient alors se servir de mon juste ressentiment pour le perdre à son tour. Mais je restai muet, décidé que j'étais à me venger de lui en le sauvant par mon silence des machinations ourdies par ces deux honorables citoyens, jadis ses plus fervents adulateurs. D'ailleurs je savais trop ce que je leur devais pour leur procurer cette satisfaction.

En revenant de mon interrogatoire je rencontrai Grandmesnil, qui sans doute raconta aux autres prisonniers mes démêlés avec Caussidière et leur prétendue cause.

Un détenu me prévint en secret que j'étais en suspicion et qu'on se préparait à me faire un mauvais parti. En effet, je pus entendre les injures et même les menaces que l'on proférait contre moi. J'eus le courage d'y demeurer insensible; mais Vatripont vint directement à moi et m'insulta devant tous.

Je cherchai d'abord à lui prouver l'absurdité de

son accusation, mais il s'obstina à ne pas comprendre. Son insolence me monta la tête, et il allait payer cher la sottise de s'être fait l'interprète de mes lâches ennemis, lorsque le directeur, instruit de ce qui se passait, me fit appeler; il me déclara qu'il ne pouvait me laisser plus longtemps dans la cour après ce qui venait de se passer, et me fit mettre tout simplement au cachot, en attendant, disait-il, qu'il fût pris une décision sur mon compte.

Le juge d'instruction profita habilement de cette circonstance pour me faire subir un second interrogatoire. Furieux de voir les calomnies de Caussidière me poursuivre jusque dans la prison, tous les maux qu'il m'avait fait souffrir me revenant à la mémoire, je ne balançai plus. « Ils n'en auront pas le démenti », m'écriai-je, et rompant avec le parti, je déclarai ce qu'on a pu lire dans le rapport de la commission d'enquête.

Écrasé par cette pièce. Caussidière fit préparer par une main habile l'exposé qu'il lut à l'Assemblée nationale, et dans lequel il accumula sur moi les plus révoltantes diffamations. Mais les Représentants du peuple soupçonnaient à l'avance tout ce que j'avais révélé, et l'autorisation de poursuivre fut accordée.

Je fus appelé plus tard à figurer comme témoin au procès de Bourges, et on s'attendait à un scandale; mais grand fut le désappointement, car je ne pus dire qu'une chose; c'est que je n'étais pas en

France lors des événements du 15 mai. On put voir alors que je ne parlais que de ce que j'avais vu, que j'étais libre et qu'aucune volonté ne dictait mes dépositions. Mon cœur se serra en voyant Albert que j'avais tant aimé, et je fis de bien tristes réflexions sur les hasards des révolutions et le sort des conspirateurs.

J'ai terminé ma tâche, et je renouvelle ici le serment que je me suis fait de vivre tranquillement du fruit de mon travail, loin des luttes politiques qui ont si fort agité les plus belles années de mon existence. Si mon exemple peut servir de leçon à quelques imprudents qui pourraient être tentés de s'attacher à la fortune des conspirateurs, je serai heureux d'avoir publié ces Mémoires.

RÉPONSE

au citoyen

CAUSSIDIÈRE

Citoyen,

Je n'ai point l'intention, en écrivant ces Mémoires, de me réhabiliter aux yeux des Républicains *rouges*. Ce n'est pas pour quelques hommes tarés, faisant métier de conspirateurs, l'écume de la société, que je me serais donné la peine de faire cet ouvrage. Que m'importent leurs invectives! je les méprise souverainement, et ne tiens guère à les amener à résipiscence à mon égard. Au contraire, leur haine et leurs sottes menaces ne font qu'entretenir en moi l'idée de les voir un jour de près; c'est même la seule satisfaction que je me promette, si, comme ils l'annoncent hautement, ils osent encore une fois jeter le gant à la société. D'ici là je m'abs-

tiendrai de prendre part à aucun événement politique.

C'est aux véritables républicains, aux honnêtes gens de ce parti que je m'adresse, afin qu'ils puissent juger avec quelle déloyauté j'ai été attaqué par vous, citoyen Caussidière.

J'ai le droit d'élever la voix, car c'est les mains pleines de preuves que je viens protester contre vos odieuses imputations. Cette brusque et énergique détermination de ma part vous surprend, n'est-ce pas? J'avais enduré si patiemment jusqu'à ce jour toutes les infamies qu'il vous avait plu de déverser sur ma vie. Je vous avais laissé distiller à loisir votre venin et répandre sur moi votre bave. Vos coreligionnaires avaient reproduit à l'envi vos accusations, et, pauvre paria, je courbais silencieusement la tête sous la réprobation universelle. Et pourtant, d'un souffle j'aurais pu renverser tout votre échafaudage de calomnies. Mais il me fallait pour cela faire ressortir les turpitudes et les fautes d'un parti auquel j'ai appartenu si longtemps, attaquer des personnes qui n'ont eu que le tort de s'inspirer de vos mauvais principes, et dont personnellement je n'avais pas à me plaindre.

J'hésitais donc : je fis abnégation de moi-même jusqu'à vouloir m'expatrier, volontairement cette fois, pour ne pas céder à la tentation et user de représailles. Mais les hommes de votre nuance n'ont pas voulu comprendre ma réserve, et se sont

acharnés au contraire à me perdre dans l'opinion publique. Pousser plus loin la patience eût été faiblesse : je me suis donc décidé, pour ma justification, à écrire aussi mes Mémoires, en évitant toutefois de les embellir de mensonges comme vous l'avez fait.

Mais avant de les publier, j'ai cru devoir tenter une dernière épreuve : j'ai vu M. Michel Lévy, votre éditeur, je lui ai démontré pièces en main toute la perfidie de vos allégations. Il me promit de vous écrire à Londres, le jour même, pour vous demander une lettre de rétractation que j'aurais fait insérer dans différents journaux. Je me contentais de cette simple réparation. J'attendis en vain votre réponse, et lorsqu'un mois après je retournai chez M. Lévy, il me déclara que je n'avais rien à attendre de vous.

Je me suis alors mis à l'œuvre, et seul, malgré mon extrême ignorance, sur laquelle vous aviez si bien compté, j'ai entrepris courageusement cette tâche difficile, pensant que la vérité n'avait pas besoin d'ornements.

Je sais fort bien que mon style n'est pas aussi brillant que celui de l'ex-secrétaire de M. Guizot, qui prépara votre défense devant l'Assemblée nationale ; je n'ai pas non plus l'habileté et la routine du citoyen Thoré, qui a mis à votre disposition son talent de journaliste pour rédiger vos Mémoires.

J'aurais pu, il est vrai, pour suppléer à mon

inexpérience en l'art d'écrire, trouver parmi vos amis, à la *Réforme* même, un écrivain démocrate bien affamé, qui, pour quelques dîners et quelques pièces de cent sous, aurait volontiers consenti à enrichir mon livre des traits les plus mordants de sa plume vénale.

Je dois vous avouer cependant que des Montagnards, vos fidèles amis d'autrefois, se sont empressés de me donner certains renseignements qui n'étaient nécessaires, car eux aussi ont bien quelques griefs contre vous; ils vous reprochent même d'assez gros péchés. Ils blâment hautement vos reculades en mai et en juin 1848. Vous aviez, disent-ils, organisé l'affaire du 15 mai, et, après avoir mis en avant Barbès, Albert et Sobrier, vous les avez lâchement abandonnés au moment d'agir.

On était disposé à vous pardonner en présence de vos magnifiques promesses pour l'avenir : en effet, sous votre inspiration, les clubs, les sociétés populaires, travaillés par votre état-major et les Montagnards, préparent les sanglantes journées de Juin. Le combat commence; on vous proclame le chef de l'insurrection. Mais vous vous tenez prudemment à l'écart, craignant de vous compromettre. Vous attendez que les insurgés soient vainqueurs et vous portent en triomphe à la présidence. Vous vous ménagez un alibi en cas de défaite, et répondez à ceux qui vous reprochent que votre nom a servi et encouragé la révolte : « Cela

ne me regarde pas; je ne suis pas responsable de tous les désordres dont peut se rendre coupable la mauvaise queue de mon parti. Il y a longtemps que j'ai rompu avec elle, car elle est trop turbulente. »

Ainsi, ajoutent les Montagnards, non content de nous avoir abandonnés, il nous injurie et nous dénonce. Ils avaient oublié, les imbéciles, que vous n'étiez plus le petit commis en rubannerie, et que l'ex-courtier de journal avait à conserver ses appointements de représentant.

Un autre reproche que vous font vos amis, Raspail en tête, c'est d'avoir déchiré quelques feuillets du livre rouge où votre nom était inscrit avec des détails assez curieux. Ils prétendent qu'on y trouvait relatées toutes vos bassesses pour obtenir l'autorisation de résider à Paris après votre condamnation, et on y voyait aussi figurer les sommes que vous touchiez de la police à titre de secours mensuel.

Vous avez encore profité de votre passage à la Préfecture de Police pour dérober, comme un voleur, votre dossier, qui se trouvait aux archives. Vous avez craint sans doute qu'il ne prît fantaisie à un de vos successeurs de connaître votre vie si accidentée. Il y avait surtout une certaine note qui aurait pu donner une haute idée de votre moralité; elle était relative à la dot de votre femme, que vous avez dissipée en ignobles orgies.

Ces mêmes personnes se demandent encore

quelles peuvent être vos ressources pour soutenir le train que vous menez à Londres. Vous aviez, il est vrai, fait courir le bruit qu'un banquier vous faisait une pension alimentaire en reconnaissance de quelques services rendus, M. de Rotschild, sans doute? En effet il doit vous être bien reconnaissant. Voyant qu'on ne croyait pas à cette fable, vous-même l'avez démentie, et vous êtes rejeté sur les bénéfices que vous procurait la vente de vos Mémoires. Chacun sait parfaitement que vous avez pressuré votre éditeur par tous les moyens imaginables : pots de vin, épingles, avance de fonds, tout a été employé par vous. Mais cela n'a pu vous mener bien loin, car M. Lévy s'est vite fatigué de vos demandes incessantes.

Avouez donc franchement que vous avez fait de petites économies sur les fonds secrets. Dans votre ouvrage vous parlez souvent de votre police secrète et des sommes énormes qu'elle vous coûtait, tandis qu'il est reconnu aujourd'hui que vous n'avez jamais employé qu'une douzaine d'agents. Si vous n'avez pas rempli vos poches, vous avez dû faire leur fortune.

Quant à moi, si je vous ai traité d'escroc, c'est que je connaissais parfaitement vos escroqueries; je ne citerai que Charles Grenache, parmi vos nombreuses dupes. Banquiers, commerçants, ouvriers même, toutes les classes de la société possèdent de vos excellentes valeurs, et les plus intraitables ont

osé mettre arrêt sur vos appointements lorsque vous étiez préfet de police : les protêts sont là, témoins irrécusables.

Si je vous ai traité de faussaire, c'est que je savais que vous aviez fait des faux. Vous parlerai-je de Mignotti, qui se vantait devant les Montagnards de vous mener par le bout du nez, parce qu'il en savait long sur votre compte ? Il était fier d'avoir été votre complice dans la perpétration de quelques-uns de vos méfaits. Il sut du reste fort bien exploiter la connaissance qu'il avait de vos secrets. Vous étiez pour lui une mine inépuisable. Qui ne se souvient de l'avoir vu entrer dans votre salon, crotté jusqu'à l'échine, et vous dire d'un ton insolent, la casquette sur la tête, quelles que fussent les personnes qui se trouvaient avec vous :

—Caussidière, donne-moi donc cent sous?

Dévorant votre honte, vous vous exécutiez en riant.—C'est un bon patriote, disiez-vous.

Et Dupouy, le tailleur de Rouen ? Celui-là vous a menacé de vous envoyer aux galères si vous ne déchiriez à l'instant le mandat d'arrêt lancé contre lui. Malgré votre toute-puissance vous avez baissé la tête sous sa menace, et devant plusieurs personnes qui assistaient à cette scène vous avez déchiré le mandat. Bachelet, avoué à Rouen, a, pendant quinze jours, promené votre faux billet dans toute la ville, et ce n'est qu'à la prière des patriotes qu'il n'a pas donné suite à cette affaire. Pilhes, à Mont-

luçon, vous a traité de faussaire en plein café, car il avait vu votre faux. Ce n'est pas moi qui ai inventé tout cela : il est de notoriété publique qu'avant Février, vous ne viviez que de moyens honteux. Vous avez toujours eu la réputation d'un Macaire.

J'arrive maintenant aux accusations que vous avez dirigées contre moi. On verra si elles vous ont été inspirées par l'amour de la vérité, ou si ce n'est pas plutôt par un vif désir de vengeance.

1° Vous dites que dans ma déposition devant la commission d'enquête, je me suis attribué un rôle que j'étais incapable de remplir. J'ignore si ma déposition a paru prétentieuse; mais je sais qu'elle était conforme à la vérité. Qu'ai-je dit? Que les membres du Gouvernement provisoire nommés à la *Réforme* le 24 février étaient presque tous inconnus. Vous qui, par exemple, fûtes élevé à un emploi supérieur, qui vous connaissait en France? qui étiez-vous? un malheureux commis-voyageur, *criblé de dettes et couvert de protêts, absolument nu comme Job sur son fumier*. Je cite textuellement un passage de vos Mémoires.

2° Je me suis glissé comme un intrus parmi les Montagnards.

Mais j'ai combattu pendant seize ans pour votre cause; j'ai subi trois condamnations politiques. Le jour même de mon installation à la Préfecture, vous me nommez capitaine et vous apposez le cachet de la Préfecture au bas de ma nomination. Vous m'ini-

tiez aux plus terribles secrets; je signe le procès-verbal lors du jugement de Delahode : et vous ne me connaissiez pas ! Je ne dis ceci que pour prouver que vous mentez souvent, car je ne me glorifie pas d'avoir été votre ami.

3° Quant à une prétendue soustraction de 300 francs faite au préjudice de ma compagnie, et à la plainte que vous dites avoir été portée contre moi, vous en connaissez si bien la fausseté vous-même, que vous ajoutez : *le vol n'ayant pas été suffisamment prouvé, il n'y eut pas lieu à poursuivre*. N'était-ce pas là proclamer mon innocence? Dans la crainte qu'il ne vous reste des doutes sur ma probité, je vais vous rappeler quelques détails sur cette affaire, que vous paraissez avoir oubliée.

J'avais donné, contre un reçu que j'ai encore, une somme de 125 francs à mon sergent-major pour payer des fournisseurs de la compagnie, et non pas 300 francs comme vous le dites. Si vous avez porté 300 francs sur votre budget de dépenses, c'est 175 francs que vous avez détournés à votre profit.

Dès que je découvris que les fournisseurs n'avaient pas été payés, j'en demandai la raison à Tabary, mon sergent-major, qui finit, après bien des détours, par m'avouer qu'il avait perdu cette somme ou qu'on la lui avait volée. Cette réponse ne m'ayant pas paru satisfaisante, je le fis mettre provisoirement au cachot, et les officiers de la caserne, réunis en conseil, décidèrent que Tabary,

ayant volé la compagnie, devait être livré à la justice. En apprenant cette décision vous me priâtes de ne pas donner suite à cette affaire, et le fîtes mettre en liberté. Touchante sympathie !

4° J'aurais fait, selon vous, partie de la police secrète de Louis-Philippe, et pour preuve vous donnez votre parole : aux yeux de bien des gens elle n'a pas plus de valeur que votre signature. Avez-vous trouvé des rapports de moi comme vous en avez trouvé de Delahode? Non, vous n'avez eu qu'une lâche dénonciation d'agents de police, et parmi eux il s'en trouve un, vous le dites vous-même, auquel j'aurais cassé un bras un jour qu'il voulait m'arrêter; quant aux autres, ils m'avaient fait condamner déjà à trois mois de prison, à la suite d'une rixe dans laquelle je les avais fort maltraités. Vous avez si bien senti qu'on ne pouvait ajouter foi à de pareils témoignages, que vous déclarez que j'ai tout avoué lorsque vous m'avez menacé de me livrer aux Montagnards.

C'eût été là, il faut en convenir, une singulière manière pour un magistrat de connaître la vérité. Autant eût valu me menacer de la torture, car me livrer aux Montagnards, dont la férocité est proverbiale, était un sûr moyen de me faire avouer, malgré mon innocence.

Mais heureusement pour vous et pour moi que cette pensée ne vous est venue que fort longtemps après. La vérité est que, bien loin d'avoir trouvé

dans les archives de la police le moindre rapport de moi, vous n'avez au contraire trouvé que des dénonciations dans lesquelles on me signalait comme dangereux conspirateur

Vous prétendez qu'à la suite de cet aveu je vous demandai à passer en Belgique en vous promettant de redevenir honnête homme. Où avais-je, s'il vous plaît, perdu le droit à ce titre? C'est sans doute en refusant de jeter par les fenêtres les membres du Gouvernement provisoire qui contre-carraient vos projets. Je m'honore au contraire de ce refus, qui m'attira votre haine.

Vous plaisantez fort agréablement sur ce que vous appelez mon départ volontaire pour l'Allemagne, et que moi j'appelle un acte du plus violent arbitraire. Vous espériez que je succomberais dans une de ces périlleuses expéditions. Mais la Providence a permis que je revinsse, non pas pour dénoncer de rechef comme vous le dites, mais pour vous livrer au mépris et à l'exécration des honnêtes gens de tous les partis.

5° J'arrive à la plus grave de vos inculpations, et j'espère bien en l'anéantissant prouver aux plus aveugles que vous êtes un vil calomniateur. Vous me traitez de forçat gracié de huit années de galères, pour désertion après vol. Pour vous convaincre que vous n'êtes qu'un misérable, voici les preuves que je tiens à votre disposition :

D'abord mon congé et un certificat de bonne con-

duite délivré en 1844 sur l'attestation de tous les chefs de corps du 11e régiment d'infanterie légère, et sur la proposition de mon capitaine, attestant que j'ai toujours servi avec honneur et fidélité.

Vous ne direz pas que ces pièces ont été faites après coup, elles sont datées de 1844. Je les ai obtenues à la suite de ma rentrée volontaire au corps et grâce aux démarches faites par ma famille auprès du commandant de la première division militaire, qui me dispensa, comme jeune soldat, d'être mis en jugement pour le simple cas de désertion.

A l'appui de ces pièces je veux bien vous transcrire ici un certificat du chef de bureau de la justice militaire, qui atteste que « M. Chenu (Jacques-« Etienne-Adolphe) qui a servi dans le 11e régiment « d'infanterie légère, d'où il a été congédié avec « certificat de bonne conduite, le 9 décembre 1844, « n'a jamais été mis en jugement pendant le temps « durant lequel il a été sous les drapeaux. *Signé* « Chénier. »

J'ajouterai cette lettre du ministre de la guerre: « Pour satisfaire à la demande contenue dans votre « lettre du 3 courant, je vous adresse, Monsieur, le « relevé de vos services dans le 11e régiment d'in-« fanterie légère; j'ajouterai, pour compléter les « renseignements qui se rapportent au fait de dé-« sertion qui y est mentionné, que le 21 novem-« bre 1844 vous vous êtes présenté volontairement « à l'autorité militaire, et que le général comman-

« dant la 1re division, en vertu des pouvoirs qui lui « sont conférés par l'ordonnance du 23 janvier « 1822, vous a dispensé d'être mis en jugement. Il « résulte de cet état de choses, ainsi que des vérifi- « cations opérées sur les registres où sont inscrits « les jugements militaires, qu'aucune condamna- « tion n'a été prononcée contre vous, pendant tout « le temps que vous avez passé sous les drapeaux, « soit pour désertion, soit pour tout autre délit. J'ai « l'honneur de vous saluer. Le *ministre de la* « *guerre.* »

Ainsi, vous le voyez, j'aurais pu obtenir de la justice une réparation éclatante et vous faire condamner comme diffamateur.

Si vous trouvez que je me suis écarté de la vérité dans cet ouvrage, vous pourrez m'en demander raison à votre retour d'exil, après lequel j'aspire de tous mes vœux. Quant à la racaille qui voudrait prendre votre défense en vous attendant, j'éviterai autant que possible tout contact avec elle; mais cependant je saurai au besoin lui imposer silence.

FIN.

TABLE.

Ire PARTIE.

Les Sociétés secrètes avant Février.

CHAP. I. Insurrection de Juin 1832. 9
II. Affaire d'Avril.—La rue des Ménétriers. 16
III. La Société des Saisons.—Insurrection du 12 mai 1839.—Barbès et Blanqui. 19
IV. Cabet.—Le Voyage en Icarie.—Dissensions dans le parti. 27
V. Affaire de la rue Pastourel. 33
VI. La Goguette de la Grande-Chaumière.—Moyens d'existence du citoyen Caussidière. 40
VII. Berceau du Socialisme.—Coffineau et sa bande. 47
VIII. Le Comité dissident.—Affaire des Bombes incendiaires. 53
IX. La Révolution de Février.—Comment se bâcle un Gouvernement provisoire. 74

IIe PARTIE.

La Préfecture de Police sous Caussidière.

X. La Nuit du 24 Février à la Préfecture de Police. 83
XI. Première rencontre des Montagnards et des Sergents de ville.—Les Commissaires de police.—Pornin et Caussidière. 95
XII. Convoi des Victimes de Février.—Les Détenus politiques.—Visite à Saint-Lazare.—Orgie à la Préfecture. . . . 107
XIII. Vol au préjudice des Blessés de Février. —Le Commandant Pornin et les Montagnards.—Une Ronde infernale.—Caussidière tragédien. 119
XIV. Traité de paix entre les Montagnards et les Sergents de ville.—Un Dîner à la Préfecture de Police. — Caussidière et les Cuisiniers clubistes. . . 126
XV. La Garnison des Tuileries expulsée.—Caussidière et M. de Rothschild.—Une Vengeance d'agent de police. . 134
XVI. Les Arbres de la Liberté.—Pornin et Grandmesnil.—Une Liste de Candidats.—Les Chefs de Clubs. 140
XVII. Le Tribunal secret au Luxembourg.—Jugement de Delahode. 150
XVIII. Les Bonnets à poil.—Blanqui.—Caussidière et l'Hôtel-de-Ville.—Départ pour la Belgique. 158

IIIe PARTIE.

Les Corps-Francs.

XIX. Risquons-Tout.—Retour à Paris.—Arrestation.—Encore Pornin.—Entrevue avec Allard.—Départ pour la Pologne. 169
XX. Combats dans la Forêt-Noire. — La Suisse.—Retour à Strasbourg. . . . 179
XXI. Les Polonais.—Le Roi de Prusse.—Les Bords du Rhin.—Magdebourg.—Eisleben.—Retour. 189
XXII. Le Club des Montagnards de Belleville. Insurrection de Juin 1848.—La Commission d'enquête. 201
RÉPONSE A CAUSSIDIÈRE. 207

FIN DE LA TABLE.

DC 270 .G33 1860 C.1
La naissance de la Republique
Stanford University Libraries
3 6105 041 026 878

DATE DUE

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004